

**Silence**

N°340  
Novembre  
2006  
4 €  
6 FS

# S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

## Pour des innovations frugales

Paix  
**Inspection  
citoyenne**

Paris  
**La Maison  
des Femmes**

Alternatives  
**Le Café du Soleil  
OK Chorale**



## Pour des innovations frugales

dossier réalisé par François Schneider

Vers une société utopique soutenable

4

L'innovation frugale

10

### Alternatives

Rencontre des amis-e-s de Silence

de Gregg West

24

### Culture

Le Café du soleil

de Michel Bernard

26

### Non-violence

Réfractaires à la guerre d'Algérie

d'Elsa Joyeux-Bouillon

29

### Alternatives

OK Chorale

de Christophe Goby

31

### Ecologie, paix, femmes, non-violence

Solange Fernex

de René Hamm

33

### Paix

Inspection citoyenne dans les Landes

de Francis Vergier

35

## Paris

### Femmes

La maison des Femmes

de Camille Clochon

40

Adresses

43

## Brèves

20 Alternatives	39 Environnement
30 Société	47 Femmes
32 Politique	48 Santé
34 Paix	49 Annonces
36 Energies	50 Courrier
37 Nucléaire	52 Livres
38 Nord-Sud	

## Masculin !

Silence a tenu une assemblée générale extraordinaire le 23 septembre, essentiellement pour compenser le départ de Madeleine Nutchey à l'autre bout de la France. Jacques Caclin, ancien trésorier et administrateur depuis fort longtemps, devient directeur de publication. Trois nouvelles personnes entrent au conseil d'administration : Alexandre Esteban qui a déjà réalisé différents dossiers dans la revue ; Mimmo Pucciarelli qui a mené plusieurs enquêtes sociologiques avec les lecteurs ; Jean-Pierre Lepri, jeune enseignant retraité, actif dans les milieux de la non-violence et de l'éducation. De deux hommes, deux femmes, le conseil d'administration passe à cinq hommes, une femme... soit la même proportion que du côté des salariés ! Un déséquilibre pour le moins dérangeant.

## Prochains régionaux

Alors que nous continuons la parution d'articles sur **Paris**, nous sommes en train de boucler le numéro sur le **Var** et les **Alpes-**

**Maritimes** (numéro de janvier 2007). Il n'est pas encore trop tard pour nous envoyer des adresses. Le suivant sera consacré à la région **Centre** (été 2007) puis le rythme s'accélénera avec **Hautes-Pyrénées et Gers** (décembre 2007), puis cela devrait être la **Lorraine** (avril 2008), puis les **Savoies** (été 2008), puis la **Seine-Saint-Denis** (décembre 2008). Outre ces numéros régionaux, nous devrions avoir également des reportages sur d'anciennes régions qui seront revisités par l'équipe du *P'tit Gavroche* et qui réactualiseront sous forme de guide d'anciens numéros régionaux de Silence. Premières régions revisitées : la **Bretagne** et le **Rhône**.

## Appel à bénévoles

Silence a besoin de l'aide des lecteurs et lectrices pour tenir des stands dans les salons suivants :

■ **Paris** : du 3 au 12 novembre, pour le salon Marjolaine.

■ **Saint-Jean-du-Gard** : les 25 et 26 novembre, pour les vingt-troisième Journées de l'arbre, de la plante et du fruit.

Contactez la revue les lundis et mardis, par téléphone, au 04 78 39 55 33.

## Devenons des médias alternatifs

Petite idée deviendra grande. A la croissance, Silence a toujours préféré la multiplication. Mieux vaut de nombreuses sources d'information que quelques grosses. C'est pourquoi Silence a mis en place un réseau d'échanges entre revues (environ 200 actuellement). Dans un souci de faire connaître ces autres revues, il a commencé à publier en supplément un quatre pages de présentation en 2000, puis a renouvelé l'opération une deuxième fois en 2002 avant d'en faire un tiré à part sur huit pages en 2004. Esteban, alors salarié à Silence, chargé de la mise à jour de ce huit pages, a eu envie d'en faire plus. Il a ainsi continué à chercher les titres alternatifs, mais aussi à débattre sur ce que veut dire "être un média alternatif". Le projet d'un guide a progressivement vu le jour, guide qui vient de paraître aux éditions du *P'tit*

*gavroche*. Les lecteurs de Silence retrouveront en début d'ouvrage une première partie "Créons des médias alternatifs" qui est le dossier réactualisé paru en février 2006, puis sur une cinquantaine de pages, des aspects du fonctionnement d'une dizaine de médias. Ensuite, sur deux cents pages, une liste conséquente de présentation de plusieurs centaines de titres avec un classement thématique. Enfin, en conclusion, quelques textes qui circulent actuellement pour une meilleure reconnaissance des médias différents. Silence diffuse cet ouvrage en remplacement de son ancienne liste de médias. L'ensemble de 370 pages est vendu pour le modeste prix de 10 € (+ 3 € de port), voir bon de commande en avant-dernière page.



## Pour les lecteurs et lectrices qui veulent participer :

1) Vous pouvez venir au comité de lecture

réunion dans les locaux de Silence.

2) Vous pouvez envoyer des brèves jusqu'au :

<b>Décembre</b>	<b>n° 341</b>	samedi 23 octobre à 14 h	mercredi 25 octobre à 12h
<b>Janvier</b>	<b>n° 342</b>	samedi 18 novembre à 14 h	mercredi 22 novembre à 12h
<b>Février</b>	<b>n° 343</b>	samedi 16 décembre à 14 h	mercredi 3 janvier à 12h

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 27 septembre 2006.

Bulletin d'abonnement page 55





# Donner du sens à la recherche

A voir les scandales qui se multiplient dans les sciences appliquées, on pourrait arriver à douter de la nécessité de "sauver la recherche", et ceci d'autant plus que les chercheurs que l'on entend le plus pour demander de l'argent, public ou privé, se trouvent impliqués dans des secteurs aussi réjouissant que nucléaire, OGM, nanotechnologies, applications militaires, conquête spatiale...

Le débat sur la recherche est sérieusement pollué par le pouvoir de l'argent. Un argent qui vient de plus en plus du privé, mais aussi de l'armée (1).

Le mythe de la croissance est là pour nous entraîner dans les paris les plus fous, la multiplication de nouvelles molécules dont on ignore les effets défavorables (2), la multiplication des expériences à risques (ITER, OGM en plein champ, nouvelles armes en Irak ou au Liban...)

Faut-il pour autant renoncer à la recherche ? Plutôt que de baisser les bras, il faut mieux redéfinir ce que peut être l'objectif de cette recherche. Au lieu de chercher le toujours plus de destruction de la planète, nous pouvons au contraire chercher comment l'économiser au maximum ; au lieu de produire toujours plus pour soi-disant satisfaire nos besoins, nous pouvons essayer de définir des limites ; au lieu de produire toujours plus d'exclusion, nous pouvons privilégier le lien social...

Cela suppose un certain nombre de préalables pour redéfinir le champ utile de la recherche. C'est ce que nous proposons d'explorer l'étude passionnante de François Schneider dans les pages qui suivent.

**Michel Bernard ■**

(1) Au lieu de financer directement une recherche désintéressée, l'Etat préfère donner l'argent aux directions de la recherche militaire qui ensuite pervertiront une recherche qui se croit encore civile.

(2) Selon le Parlement européen, environ 350 000 molécules sont vendues en Europe... dont seul 9 à 10 % ont fait l'objet d'une étude sérieuse sur ses possibles conséquences sur l'environnement et la santé.

Vers une société utopique  
soutenable

**Vers une société utopique  
soutenable**

Vers une société utopique  
soutenable

Vers une société utopique  
soutenable

Vers une société utopique  
soutenable



## Une croissance infinie dans un monde fini étant impossible, le “réalisme” des politiques actuelles n’est pas envisageable à long terme. Peut-on alors définir une société utopique soutenable vers laquelle nous mènent les expériences de décroissance ?

Les experts et les gouvernements actuels soutiennent que la solution à tous nos maux se trouve dans plus de croissance soutenant un développement technologique. Selon eux, la croissance amène l’innovation technique qui elle-même amène la croissance. Selon eux, tout irait pour le mieux si ce couple infernal continuait sa route. Mais les techniques réellement efficaces — celles qui consomment globalement moins de ressources — réduisent globalement les coûts, elles devraient créer une décroissance économique si nous restions à un même niveau de production. Or, comme il a été donné comme postulat de départ que cette efficacité s’associait à la croissance économique, dès le départ les dés sont pipés. Ainsi nous ne parvenons pas à profiter des bénéfices que les innovations variées, toutes ces technologies plus “efficaces” sont censées nous offrir. Car il se produit un “effet rebond” qui annihile les bienfaits attendus par une augmentation continue des consommations de kilomètres, de produits et de services ainsi que des échanges économiques.

Nous argumenterons qu’une innovation frugale est possible, où une approche critique de l’innovation technique est combinée à une démarche de décroissance. Il s’agit de jouir des bienfaits des technologies en associant l’efficacité, qui se mesure par le coût écologique et économique par unité produite, à une décroissance du nombre d’unités produites et une décroissance économique.

Rien n’oblige la société à s’organiser autour de ce dogme de la croissance. Il n’y a pas d’arguments historiques non plus (1). Le gros problème est cette prévision de croissance. François Partant nous explique ainsi : “la croissance est un impératif pour la bonne raison qu’on la prépare” (2). La prévision de croissance de la mobilité induit des constructions de routes qui permettront d’atteindre le taux de mobilité planifié au départ. Alors pourquoi ne pas changer d’objectif ?

Abandonnons ces prévisions qui s’auto-accomplissent.

Cette décroissance consiste à réduire — tant au niveau personnel que local ou global — notre dépendance à l’argent, le temps dédié à la consommation, la destruction de la nature, les espaces urbanisés, les déséquilibres sociaux, les pollutions et les dangers. Mais cette décroissance soutenable implique une croissance des liens entre les gens, de la sécurité, de la tendresse, de la nature, de l’art, de l’équité mondiale et locale pour une satisfaction universelle des besoins de base (chaleur, faim et soif, amitié, santé). Ce n’est pas une décroissance de tout. La décroissance doit notamment reposer sur un système de santé et d’entraide sociale préventif des problèmes tout en étant le plus performant possible.

### L’utopie de la société soutenable

La décroissance n’est pas l’utopie. L’utopie, c’est l’endroit où la décroissance nous mène et c’est ce qui rend la décroissance soutenable attractive. La décroissance, c’est en soi le processus de transition vers cette société soutenable (3). Nous allons tenter de décrire ce que pourrait être cette utopie de société soutenable.

Nous utilisons ce mot utopie non pas dans le sens où l’avènement de la société soutenable est impossible, mais pour signifier qu’il s’agit d’une “autre” société ; c’est en effet, à l’heure actuelle, un “non-lieu” se référant à l’étymologie grecque. C’est une société qui n’existe pas mais qui est atteignable de manière physique.

De manière générale, mieux vaut une utopie réalisable qu’un “réalisme” impossible, la croissance infinie dans un monde fini n’est pas réalisable, la décroissance, si. Il s’agit d’un véritable changement des façons de vivre et pas simplement d’une crème écologique sur un gâteau toxique. Il ne s’agit pas non plus de décrire un monde imaginaire dans

ses plus grands détails, voire de construire un nouveau déterminisme historico-scientifique à l’image du marxisme (4). Il s’agit tout simplement d’imaginer qu’un autre monde est possible et de définir un certain nombre de principes. Réalisons des “post-visions” participatives nous permettant par la suite de définir les étapes allant dans cette direction et remettant en cause les “pré-visions” suicidaires qui s’autoconcrétisent.

Suggestion de quelques principes d’une société utopique soutenable :

### Un respect des écosystèmes

L’utopie parfaite où l’entropie n’augmenterait plus est un leurre (5). L’humanité, la vie sur terre auront une fin, mais celle-ci peut se produire dans plusieurs millions d’années... ou dans une ou deux générations. Ce n’est pas la même chose. Il est possible d’imaginer des sociétés qui détruisent extrêmement peu la qualité de la matière, de l’énergie et de l’espace terrestre : des sociétés qui conservent l’énergie du soleil en favorisant le couvert végétal et la photosynthèse. Dans cette utopie soutenable, le niveau d’extraction des ressources naturelles doit être assez bas pour permettre à l’humanité de vivre très longtemps sans détruire les écosystèmes dont elle dépend. Sans aller aussi loin, et pour rester réalistes, nous envisageons que l’intensité d’exploitation des ressources naturelles devrait diminuer d’un facteur 2 pour un respect satisfaisant des écosystèmes. Ceci rejoint les ordres de grandeur de nombreux scientifiques de l’environnement dont Schmidt-Bleek, de Wuppertal Institute, en Allemagne, par exemple.

(1) Des économies ont pu dans l’histoire rester stables ou même décroître comme à la fin de l’Empire romain.

(2) François Partant, *Que la crise s’aggrave !* éd. Parangon, réédité en 2002.

(3) Je défends ici l’idée que le but n’est pas la société de décroissance, qui n’est elle-même qu’une transition vers une société soutenable ; reste à déterminer si nous envisageons une décroissance comme une sorte de parenthèse dans l’histoire ou plutôt comme un long processus progressif.

(4) Jean-Paul Besset, *Comment ne plus être progressiste sans devenir réactionnaire*, éd. Fayard 2005. Présenté dans *Silence* n°338.

(5) L’entropie caractérise la dégradation des objets, l’usure inéluctable de toute chose. En physique, cela correspond à une dégradation de l’énergie disponible. L’entropie s’oppose à la vie, seule créatrice de nouvelles ressources. Lire Georgescu-Roegen, *La Décroissance*, éd. Sang de la Terre, 3e édition en juillet 2006.

## Équité dans la consommation de ressources naturelles

Il ne s'agit pas que tout le monde vive de la même façon, mais que notre contribution aux dégâts soit équitable. Il est anormal que certaines parties du globe consomment dix voire vingt fois plus que d'autres. Ce sont les idées qui ont été développées avec l'empreinte écologique de Wackernagel (6), facteur 4 et facteur 10 de l'institut Wuppertal (7), considérant que l'empreinte écologique ou la consommation de ressources doivent réduire de manière beaucoup plus importante – d'un facteur 10 environ – dans les pays développés.

Mais attention, les parts équitables de la consommation doivent tenir compte de tout le cycle de vie des produits et services. Nous ne prenons pas seulement en compte les extractions directement effectuées par les personnes, ce qui est bien faible pour les habitants du nord, mais leur consommation, qui devient très importante lorsqu'on tient compte de l'énorme système de production et de services globalisés qui leur est dédié. Il faut prendre en compte les impacts liés à nos consommations qui se font plus tard et plus loin : mines de bauxite en Jamaïque, transports en camions et bateaux, la production d'électricité... liés à la feuille d'aluminium dont nous emballons notre sandwich. Les cycles de vie (8) (ou écobilans) seront d'ailleurs beaucoup plus faciles à étudier quand nous nous tournerons vers le local. A l'heure actuelle, ce type de calcul est très difficile dans nos économies globalisées.

## La décroissance soutenable

La décroissance est une démarche personnelle et collective basée sur la réduction de la consommation totale de matières, énergies et espaces et des produits et services qui créent cette demande. Tant que l'argent permet encore d'acheter et de vendre des ressources naturelles au-delà de leur vitesse de renouvellement ainsi que les biens qui participent (directement et indirectement) à leur dévastation, la décroissance implique une décroissance économique.

On parle de décroissance « soutenable » pour se différencier de la décroissance « insoutenable » qui nous attend dans notre fuite en avant actuelle.

La décroissance soutenable repose sur une démocratie participative et son contenu n'appartient à personne.

Elle implique une croissance des relations sociales désintéressées, de la convivialité, du temps pour soi et pour les autres, de l'équité, de la santé, de la chaleur humaine, de la nature, de la sécurité, de l'art, de la culture, de la perception de ce qui nous environne, de la poésie, de l'empathie et ceci dans la plus grande variété...

Elle s'applique en premier lieu aux 20% des habitants favorisés de ce monde, principalement basés dans les pays industrialisés, mais elle concerne tout le monde lorsqu'il s'agit de décoloniser l'imaginaire lié aux modèles consuméristes et productivistes. Il s'agit d'une décroissance différenciée dans les pays industrialisés, de façon à tendre vers une société plus juste dans ces pays et mondialement.

Il s'agit d'une remise en cause du présent (fait notamment d'autoroutes et de centrales nucléaires...), pour un futur qui repose sur une moindre consommation de ressources, dans lequel l'innovation intègre la notion de limite, plutôt que de tenter de s'en soustraire.

La décroissance soutenable n'est ni une croissance ratée ni une crise, c'est une démarche frugale volontariste.

Contrairement à une crise débouchant sur une brusque décroissance, la décroissance soutenable est progressive de façon à ajuster de manière symbiotique "vouloir d'achat", "pouvoir d'achat", niveaux de production et réorganisation.

Le but de la décroissance soutenable est d'atteindre une société soutenable où chaque mode de vie est unique tout en étant potentiellement généralisable et partageable.

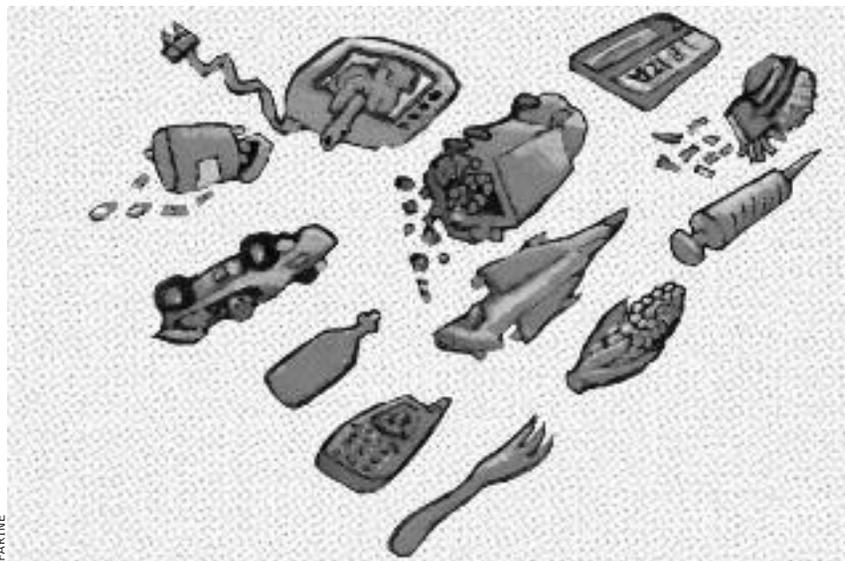
La décroissance soutenable n'implique pas une décroissance à tous les niveaux : les alternatives agricoles, énergétiques ou de transport soutenables (...) doivent croître, mais en créant une réduction encore plus importante des portions agricoles, énergétiques ou de transport non soutenables de l'économie.

Une décroissance soutenable est basée sur une relocalisation de l'économie mais se mesure à un niveau global. A ce titre, une décroissance locale qui implique une croissance ailleurs ou dans le futur n'est pas une décroissance.

FS ■

## Réponse aux besoins de base

L'accès à une nourriture saine, à une eau de qualité, à un environnement agréable, à un logement chaud et confortable, la possibilité d'avoir les vêtements adéquats, des amis et une activité enrichissante est assuré dans la société utopique soutenable. C'est ce qui justifie une croissance physique dans les pays du Sud (du moins dans les classes défavorisées) ; cela peut être atteint à condition qu'une importante décroissance physique ait lieu dans les pays du Nord.



FARINE

## Localisme ouvert

Un aspect très important de cette utopie est l'idée de localisme "ouvert", c'est-à-dire de "localisme cosmopolite". Nous ne devrions même pas parler de relocalisation, ce qui pourrait vouloir dire que nous retournons au localisme de nos aïeux avec ses guerres de clochers et son conservatisme exacerbé, mais plutôt de localisation nouvelle ou "néolocalisme". Il ne s'agit pas de rester forcément toute sa vie au même endroit, mais d'opérer un investissement de la population au niveau local, et aussi de ceux qui viennent d'ailleurs et adoptent cette nouvelle localité. Il s'agit de cercles d'intérêts locaux qui se recoupent en restant ouverts. Les frontières de chaque localité ne sont pas précises.

Le néolocalisme, ce sont des limites aux va-et-vient incessants qui s'intensifient à mesure que l'on s'éloigne d'un point donné, mais qui restent perméables

aux voyageurs. Il ne s'agit pas de développer des douanes, des frontières.

Pour éviter ce type de contrôle, agissons au niveau des choix des modes de transport, privilégiant la marche, le vélo, les bus, les trains (9). Le mot "local" est de plus en plus galvaudé, le local devient le canton, le département, la région, la France, et pourquoi pas l'Europe. Nous ne parlons pas ici du "glocal" (10). Il s'agit d'une localité bien plus petite, à l'échelle des moyens de transport soutenable comme le vélo et la marche à pied. Entendons-nous : il s'agit de territoires accessibles en une heure à vélo ou de quartiers de ville reliés par des transports ferrés légers. Il s'agit d'assurer que le maximum de l'économie se développe à ce niveau de localité. La plupart des ressources seraient extraites au niveau local, les importations, les flux de matière et d'énergie seraient réduits au minimum, mais ce n'est pas non plus une autarcie parfaite. Dans son premier principe de la

théorie des larges organisations, Schumacher résume bien l'idée qui se trouve derrière le localisme : "C'est une injustice et en même une grave faute et perturbation du bon ordre des choses que d'assigner à une plus grande et plus haute association ce qu'une plus petite et inférieure association peut faire." (11)

Un autre aspect du local se situe au niveau des prises de décision : il s'agit d'élaborer un système de démocratie directe localisé pour tout ce qui peut se gérer au niveau local. L'entraide internationale, la gestion des systèmes ferroviaires, certaines productions industrielles continueraient d'être gérées à un niveau approprié.

## Diversité écologique, culturelle et ethnique en chaque localité

Les localités ne suivent pas une frontière culturelle ou naturelle, nous ne parlons pas ici de biorégionalisme. La localité, la région, le pays ou le monde n'ont pas d'homogénéité culturelle ou ethnique. Voilà une idée bien dangereuse dont il faut se prémunir.

## Travail en fonction du niveau de confort souhaité

La question du travail est courante lorsqu'on parle de société soutenable. Vaut-il travailler plus ou moins dans la société soutenable ?

D'un côté, il y aura une perte des économies d'échelle par la relocalisation de la production. L'agriculture non productiviste demandera plus de main-d'œuvre, notamment. L'usage de la force manuelle

(6) Chambers N, Simmons C et Wackernagel M, *Sharing Nature's Interest, Ecological Footprints as an Indicator of Sustainability*, éd. Earthscan, ISBN 1 85383 739-3.

(7) Schmidt-Bleek, Wuppertal Institute, Döppersberg 19, 42103 Wuppertal, tél : 0049 (0)202 249 20, [www.wupperinst.org](http://www.wupperinst.org).

(8) Thèse personnelle sur les écobilans.

(9) Voir le numéro de *Silence* n°317, décembre 2004, sur les campagnes sans voiture et l'appel à la création de villages (et de quartiers) sans voiture (<http://cyclane.decroissance.info>).

(10) Serge Latouche, "Pour une renaissance de la vie locale", *L'Écologiste* n°15, Vol 6 n°1, 2005, pp. 48-52.

(11) Schumacher, E. E., *Small is beautiful*, première édition 1963, éd. Seuil, 1979.



Florian Vignal

Destruction de la forêt en Guyane.

impliquera un surcroît de travail. D'autres travaux diminueront. Tout ce qui fait partie de la production "pour produire" (citons pêle-mêle tous les produits jetables, les armements, les produits de grand luxe, toutes les productions obsolescentes de manière planifiée...) n'aura plus à être produit, et cet abandon économisera notre travail. Mais en règle générale, dans notre utopie soutenable où le local prend sa force, nous réapprendrons le lien entre le niveau de confort que nous demandons et le niveau de travail que cela requiert, et ceci sans avoir recours à d'autres pour faire les sales boulots, ni exporter les problèmes, mais en développant une grande solidarité envers ceux et celles qui sont en incapacité de travailler. Ceux qui voudront un niveau de confort élevé devront travailler plus que ceux qui se contentent d'un niveau de confort sommaire. Il ne sera plus possible de recourir à des enfants chinois pour faire le boulot ! Ce principe remplacera aussi bien le précepte socialiste selon lequel chacun a droit à une voiture, une maison, telle ou telle consommation, que le diktat capitaliste qui dit que chacun doit avoir une voiture, une maison, telle ou telle consommation et doit travailler pour les payer et être reconnu.

## Prises de décision à tous les niveaux

Tous les modes de décision sont utilisables à différents niveaux de représentation. L'intérêt du consensus est qu'il ne peut rester hors du champ de l'intérêt collectif. La décision par majorité a l'avantage de l'efficacité, même avec des intervenants qui ne sont pas formés à la décision collective, mais n'oblige pas réellement à se poser la question de l'intérêt collectif car on peut arriver à une décision en votant pour ce qui satisfait notre intérêt individuel ou l'intérêt du groupe que nous représentons. L'avantage de la décision par majorité est qu'elle fonctionne déjà dans bon

**La décroissance peut devenir source de convergence pour de nombreux mouvements écologiques et sociaux fédérant un grand nombre de sensibilités.**

nombre de structures démocratiques de nos pays.

Le consensus n'est pas d'arriver à un accord sur tout. Loin de là, il s'agit de trouver des points d'entente entre des gens d'une grande diversité d'opinions et de façons de penser. Les avis de chacun sont réunis et synthétisés pour atteindre une décision finale acceptable pour tous. Le consensus nécessite un accord de base sur un objectif et sur la volonté d'y parvenir ensemble.

Il ne faut pas confondre la prise de décision au consensus et la servitude volontaire. La prise de décision au consensus oblige chacun à se responsabiliser. Il faut presque apprendre une autre culture. Il faut réfléchir à la meilleure décision pour le groupe, pour la collectivité, pour le monde, suivant le niveau où se prend la décision. On passe de la notion d'individualisme à celle d'individu qui prend ses responsabilités dans le groupe ou la société.

Lorsque cette pratique n'est pas possible, il est possible de se rabattre sur la prise de décision à la majorité.

L'utopie décrite est sujette à discussion, et le sera toujours, car c'est une utopie sans cesse renouvelée. Tout n'a pas à être défini, il n'y aura pas de vision précise commune. Est-il besoin de définir maintenant si nous aurons des échanges monétarisés, des propriétés privées, un travail ou un Etat par exemple ? De toute façon, nous savons que la société soutenable englobera des visions individualistes et des visions collectivistes. Les conflits sur ce point n'ont pas lieu d'être, les solutions ne sont pas uniques. Il serait dommage que ce genre de débat bloque une convergence actuelle alors que le processus pour y arriver sera long et que l'on aura maintes fois le temps de changer d'avis et de débattre de l'utopie exacte vers laquelle nous allons. Ces débats ne sont pas importants pour prendre la bonne direction ensemble et pour mettre en place des actions concrètes. Même si nous ne voulons pas de voitures ou pas de taxes dans notre utopie, acceptons que ces outils soient encore un peu utilisés dans la phase de transition, mais alors vraiment en conformité avec l'objectif final.

Il faut dire aussi clairement que personne ne représentera la décroissance, que ce soit maintenant ou plus tard, de la même manière que la croissance est soutenue par un spectre politique on ne peut plus large.

## La piste de la décroissance

Bien plus importante finalement que l'objectif ultime est la question de la direction que prennent nos sociétés. Il y a un potentiel que la décroissance devienne une grande convergence pour de nombreux mouvements écologiques et sociaux fédérant un grand nombre de sensibilités, si nous acceptons bien sûr de ne plus nous titiller sur l'utopie exacte

Plus grosse excavatrice au monde, en Allemagne (pour avoir l'échelle, regardez le bulldozer en bas à droite).





vers laquelle nous allons et abandonnons l'idée d'une "pureté" excluante. La question de la croissance ou de la décroissance risque de devenir un débat fondamental de politique qui occultera le débat droite-gauche encore à l'ordre du jour.

Soyons clairs : la décroissance n'est pas un immobilisme, un refus de la quête du mieux. Il ne s'agit pas de restriction, d'un passage à une société de la difficulté et du reniement. Il faudra s'entendre sur les mots : si le mot progrès signifie "plus de biens", soyons contre la notion de progrès ; si par contre le progrès signifie "avancer vers le mieux" alors les réels progrès dans les pays riches impliquent d'aller vers moins de biens (et plus de liens), et nous devons simplement clarifier cette notion. Tout cela doit faire l'objet de débats à tous les niveaux.

Bien souvent, les solutions acceptables paraissent être celles qui ne remettraient pas en cause nos modes de vie et nos façons actuelles de nous organiser. On a longtemps cru que l'écologie consistait à mettre un pot catalytique sur sa voiture, à recycler quelques déchets, à s'acheter un vélo que l'on utilise de temps en temps, voire de mettre dans le fond du jardin une toilette à compost que l'on uti-

lise rarement. En fait l'écologie ne peut faire l'économie de la décroissance : il s'agit d'une remise en cause fondamentale de nos façons de faire actuelles. Il s'agit réellement de diminuer le nombre de voitures et les distances, la quantité de déchets produits, le nombre de toilettes à eau...

## Action pour la décroissance

Il est fondamental de ne pas simplement théoriser mais de développer une cohérence entre le discours et l'action. L'action doit combiner ouverture et cohérence.

La première action à faire, c'est de lancer le débat. Remettons en cause la pensée unique pour la croissance. Développons des solutions au niveau local avec des rencontres locales. Ouvrons des lieux de rencontres et de débats partout, dans tous les quartiers, dans tous les villages, dans tous les voisinages pour créer une dynamique locale, base d'une économie et d'une démocratie de proximité. Les gens d'un lieu pourront comprendre que nombre de solutions se trouvent entre

leurs mains s'ils échangent ou partagent au niveau local. Pour cela, il faut bien sûr commencer par trouver un prétexte pour inviter par lettre tous les habitants d'un certain périmètre. On peut organiser des repas de quartier, des manifestations festives dans le cadre de ce qu'on peut appeler des "actions conviviales". Ce qui en ressortira sera le choix des gens.

Une technique utilisée est celle du colportage de décroissance (12). Il s'agit de voyager de manière lente en diffusant le débat sur la croissance et la décroissance par la distribution de journaux qui expriment une réflexion sur la décroissance, par la tenue de conférences si possible avec un côté participatif, par des discussions de voisinage, par la présentation d'expositions en différents lieux.

Il est intéressant de faire des statistiques de chemin pour demander aux gens s'ils pensent que la croissance va résoudre les problèmes écologiques et sociaux du monde, si une décroissance est envisageable et souhaitable. On est rapidement étonné de constater qu'une large majorité se dégage ne croyant absolument pas aux vertus de la croissance. Il faut soi-même officier en "statisticien de chemin" pour s'en convaincre réellement. On constate aussi qu'une vaste majorité est extrêmement pessimiste sur l'avenir. Nous sommes en présence d'un double pessimisme : un pessimisme sur l'avenir dans l'état actuel, celui-ci est salvateur. Le deuxième pessimisme concerne la possibilité qu'autre chose soit possible, et c'est toute la démarche de la décroissance que d'imaginer et d'œuvrer pour qu'autre chose soit possible.

Développons partout des comités pour organiser des événements, soutenir des modes de vie frugaux par l'organisation de bourses d'échanges, de jardins collectifs ou d'AMAP, des partages de machines à laver, voitures, vélos, aspirateurs, ordinateurs... Continuons le débat au sein du mouvement. Controns les forces vives de la croissance en décolonisant l'imaginaire, en délégitimant la publicité qui joue un rôle important dans l'effet rebond où l'innovation amène une augmentation de la consommation, en soutenant les "casseurs de pub". Créons des contre-expertises sur tous les sujets de recherche (13).

François Schneider ■

(12) [www.decroissance.org/francois](http://www.decroissance.org/francois).

(13) Serge Latouche, *Décoloniser l'imaginaire*, éd. Parangon, 2003.

# L'innovation frugale

Presque toutes les innovations d'aujourd'hui sont tournées vers l'idée de dépasser les limites. La décroissance soutenable doit s'appuyer sur des innovations qui, au contraire, intègrent ces limites.

On l'a vu, nous avons un déficit énorme en terme de décroissance physique et la solution proposée, à savoir l'efficacité (ou même la sobriété) à courte vue, est liée à une augmentation de la consommation car nous restons dans une optique de croissance ou de non-réduction de nos revenus, du temps dédié à la consommation, de notre effort, de notre espace d'habitation, du danger acceptable, de la pollution acceptable, de ce que nous appelons "confort".

Une grande raison qui explique cette course effrénée à la consommation vient du fait que les industriels et autres producteurs innoveront pour vendre plus dans l'optique d'une économie de croissance (et de l'avidité, pour quelques-uns, de gagner toujours plus). Le défi est alors d'aller à l'encontre de cette logique, de ne plus restreindre l'intelligence à une quête du toujours plus, mais pour une fois de "phosphorer" afin de consommer et produire moins. Presque toutes les innovations sont tournées vers l'idée de supprimer des limites à la consommation pour vendre plus. Pourtant, il n'y a aucune raison pour que l'innovation se limite à promouvoir toujours plus de production et de consommation. L'innovation se définit en effet comme "l'introduction dans une

chose établie de quelque chose de nouveau, d'encore inconnu" (1). L'introduction des limites dans ce qui n'en a pas est donc aussi une innovation.

Les humains ont toujours rêvé de ne pas avoir de limites, mais heureusement que nous les avons, car sinon nous aurions déjà détruit la planète. Quels seront les facteurs limitants avec des sources d'énergies comme la fusion ? Lorsqu'il n'y aura plus d'arbres à couper ? Plus de terres à retourner ? Plus de réserves à pomper ?

Si la finalité de l'innovation n'est plus le profit et la vente du maximum de produits, la question se pose de la motivation des innovateurs, ainsi que de la diffusion des innovations. On peut envisager le financement de ce type de recherche par des écotaxes sur les produits et les activités destructrices, pour le financement des recherches et leur divulgation au plus

grand nombre. Une des façons d'agir est de supprimer le système des brevets, qui interdit de nos jours la divulgation des techniques à ceux qui ne peuvent payer. Mais, dans le cadre d'un retour au local, le lien avec les besoins et d'autres valeurs que l'argent sera peut-être plus immédiat

**Trois technologies à remettre en cause en priorité sont le trio voiture/avion/télé qui sont de grands générateurs d'effet rebond et qui par leurs implications ont de lourdes conséquences.**

et évident. Il faut aussi souligner que, même dans nos sociétés de croissance, il existe des chercheurs et des bricoleurs qui veulent améliorer la société et leur vie par la frugalité. La frugalité a aussi su faire innover. On peut notamment citer nombre de sites sur Internet qui diffusent des informations sur des techniques frugales et la façon de les maîtriser soi-même.

Il faut une innovation vers le moins-consommer, ce que nous appelons l'innovation frugale. Et cette innovation ne s'applique pas

simplement à des produits ou à des services. L'innovation frugale s'applique en premier lieu aux modes de vie et aux modes d'organisation en société avec l'objectif de frugalité.

Nous pensons que l'espace écologique et les matières premières étaient des ressources infinies ; la prise de conscience écologique a remis cette vision en cause (c'est la vision de la planète terre, belle et limitée). Il nous faut accepter l'existence de limites mais, loin de constituer une prison, ces limites nous permettent d'apprécier ce que nous avons et de vivre réellement les bénéfices liés aux innovations, techniques et autres. Alors que des techniques ont pu, par le passé, constituer des avancées importantes pour



Votre voiture de demain...

(1) Le Petit Robert.

l'humain – citons le vélo et la médecine –, nous sommes arrivés à une telle situation que les limites aux technologies sont potentiellement libératrices. On peut alors parler de “limites libératrices”. L'idée est de réduire ce qui diminue notre bien-être et celui de la planète. Cela revient bien souvent, en définitive, à créer des espaces de liberté (exemple de la voiture : bannir des villes, elle laisse un espace dédié à l'agrément des citoyens).

L'innovation frugale se fait à tous les niveaux en même temps : au niveau personnel, au niveau local, au niveau régional, national, global. La polémique sur les actions d'ordre individuel ou d'ordre collectif n'est pas intéressante, les deux aspects doivent être combinés. A tous les niveaux, l'innovation frugale implique la recherche d'informations et de données, et leur divulgation au plus grand nombre. Il s'agit aussi de devenir conscient et d'éviter la manipulation du toujours plus ; de se rendre compte des phénomènes d'effet rebond ; de distinguer ce qui est écologique de ce qui ne l'est pas. Il s'agit bien souvent d'extraire de manière critique des informations noyées par la gabegie d'informations liée à la mondialisation et à la société de services.

Chacune des innovations frugales qui sont proposées ici peut faire l'objet d'actions au niveau personnel, local ou plus large, actions qui doivent par ailleurs donner lieu à des débats démocratiques.

Ces pistes sont présentées pour lancer un débat qui doit se faire en tout lieu.

## 1 - Refus de certaines technologies

Il ne s'agit pas d'être contre toutes les techniques. Le problème, c'est que le développement technique est aujourd'hui associé à la croissance de la consommation. Le moyen d'y remédier, c'est de limiter et d'intégrer des limites aux technologies. Or, certaines d'entre elles, par définition, ne peuvent pas être limitées : elles doivent être refusées. La première innovation frugale, c'est de comprendre que certaines recherches ne doivent peut-être pas être entreprises, comprendre qu'il faut peut-être refuser de développer les OGM, le nucléaire, les nanotechnologies, le clonage, les armements... Voici un thème qui devrait faire l'objet de débats continus dans la société : quelles technologies doivent être refusées ? Les OGM répandent leurs gènes dans toute la flore,

le nucléaire implique la radioactivité quand les recherches ne se font pas en milieu confiné. Que va-t-il se passer lorsque les nanotechnologies (2), qui sont par essence des techniques ultra-efficaces — en supprimant à terme des contraintes de taille, de poids, de coût — vont se développer à tout va ? Voilà une technologie qui pourra, plus que toute autre, exploser par effet rebond, ce qui est très prévisible s'il n'y est pas mis de limites. Les puces électroniques risquent par exemple de se retrouver dans tous les produits de consommation, dans les animaux domestiques, bientôt chez les humains. Nous ne connaissons pas encore tous les effets pervers associés à cette technologie, mais on entrevoit déjà un danger de contrôle de l'humain par la technique. Le danger est d'autant plus grand que l'on parle même d'une dangereuse convergence entre NBIC, nanotechnologies, biotechnologies, technologies de l'information et sciences cognitives.

L'action individuelle consiste alors à refuser les OGM, à refuser d'être pucé ou de voir son animal ou ses objets pucés, d'utiliser de l'énergie nucléaire, d'avoir une arme.

Au niveau de la démocratie locale, il s'agit de fonder des zones sans OGM, sans nucléaire, sans armes, à l'image de ce que certaines communes font déjà.

Ce genre de décisions peut ensuite atteindre des niveaux plus élevés. C'est par référendum que la Suisse a refusé les OGM et l'Autriche le nucléaire (3).

## 2 - Réduction

Il ne s'agit pas de mettre des limites à l'humain mais aux systèmes technico-sociaux. Ces derniers sont associés à certains produits de consommation clés, et c'est pour cela que la remise en cause de certains produits de consommation est difficile ; mais d'un autre côté, cette démarche a des conséquences étendues, voire un potentiel de changement de société.

Avoir une voiture n'implique pas seulement l'usage de la voiture, mais aussi tout un mode de vie, des manières de s'organiser, des types de consommation. Donc des choix personnels ou politiques

(2) Pièces et main d'œuvre, Grenoble ; numéro de l'Ecologiste sur les nanotechnologies ; voir Silence n°335, entre autres.

(3) Note de la rédaction : ce débat est abordé dans le dossier “Technologies contre autonomie” de Silence n°338, que l'auteur n'avait pas encore lu quand il a rédigé ce dossier.

appliqués pour remettre en cause un usage ou une activité donnée pourront avoir des conséquences assez larges vers la frugalité.

## Réduire au niveau des usages

Dans cette deuxième innovation frugale, nous réalisons que nombre de techniques doivent être sérieusement réduites. Trois technologies à remettre en cause en priorité sont le trio voiture/avion/télé, qui sont de grands générateurs d'effet rebond et qui, par leurs implications, ont de lourdes conséquences. Quand on remet en cause la voiture, on remet en cause les supermarchés,



Pour des laveries collectives et conviviales.

les déplacements à tout va, l'éparpillement des activités et des amis. C'est aussi un objet symbole dévastateur pour le monde : que se passera-t-il lorsque les 80 % de l'humanité qui possèdent 13 % de voitures voudront atteindre notre taux de motorisation ? En fait, si on défend l'écologie et l'équité, la voiture individuelle n'est tout simplement pas envisageable. Bien sûr, pour grand nombre de personnes, l'abandon de la voiture est difficile à cause de leur façon de vivre. Mais c'est justement parce qu'une telle décision a de nombreuses implications qu'elle est intéressante : nous devons habiter près de notre travail, nous ne pourrions plus aller au supermarché, nous ne ferons plus de va-et-vient jusqu'à notre maison secondaire, nous réapprendrons le local. Il s'agit justement de modifier nos façons de vivre. La voiture est utile pour les cas d'urgence de médecine et d'incendies.

# Décroissance soutenable

L'avion est lui aussi associé à une déconnection du local. À cause de lui, on se retrouve parachuté dans un endroit inconnu. C'est le mode de transport qui progresse le plus (6 à 9 % par an) grâce à la détaxe sur le kérosène et, dans une faible mesure, grâce à son exclusion du protocole de Kyoto. Par sa vitesse, il crée un immense effet rebond : nous nous mettons à parcourir des milliers de kilomètres pour des voyages éclairs. Nous n'aurions jamais pensé à le faire s'il n'existait pas. Aux niveaux mondial et interrégional, il serait judicieux de supprimer tous les accords internationaux sur l'aviation et les routes (un bon lobby doit se mettre en place !).

La télévision individuelle est à bannir, de par sa responsabilité dans la diffusion de la publicité dans les foyers, et de par la passivité qu'elle engendre. L'action personnelle consiste à réduire leur nombre, à les mettre hors des pièces à vivre, à les bannir de la maison. A un niveau plus large, il s'agit de rétablir un contrôle citoyen sur la télévision en supprimant la publicité, de développer des programmes qui font participer les gens, les débats en direct, les reportages objectifs.

Les supermarchés sont un soutien à l'agriculture et à l'industrie de masse, en totale déconnection avec le local. C'est un soutien aux grandes marques, à l'économie de la voiture individuelle. Au niveau personnel, évitons d'y mettre les pieds...

On a toujours vu, semble-t-il, les routes augmenter ; on ne peut pas imaginer que cela diminue, même quand les choses s'améliorent au niveau écologique... soi-disant. Pourtant, il est possible, en une semaine, de supprimer une route et de poser dessus des rouleaux d'herbe. Une route est réversible. Osons donc supprimer des routes, des voies d'accès routier. Cela a des conséquences très positives. Une étude bien connue de Goodwin de 1998 (4) a montré que sur une cinquantaine de cas de suppression d'accès routiers, peu de problèmes de trafic survenaient. Il semble que dans bien des cas, le trafic disparaît "et on ne sait pas où il est allé". Car les gens changent leur façon de s'organiser, les moyens de transport qu'ils utilisent. Dans de nom-

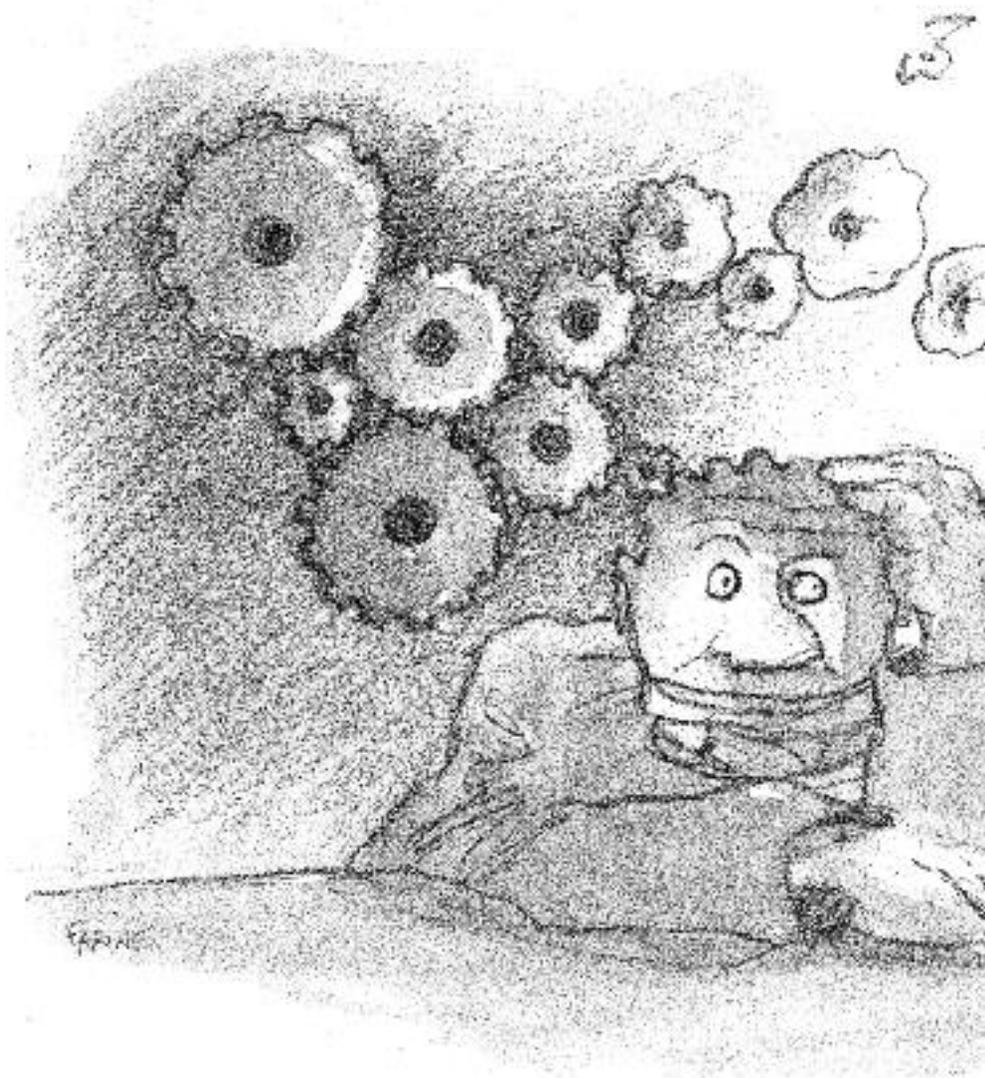
breux cas, les gens utilisent la route parce que c'est le mode de transport qui a été favorisé par la politique. La vision selon laquelle la politique doit représenter les intérêts individuels est ici largement à remettre en cause. Rares sont les endroits où, comme à Bogota, un référendum a demandé aux habitants s'ils voulaient une ville sans trafic individuel en 2015 aux heures de pointe (5). La réaction positive de la population, lassée de l'impossibilité de se déplacer aux heures de pointe au nom de la "liberté de circuler", a permis de développer une politique ambitieuse sur le long terme. Il est toujours demandé aux gens une vision individuelle plutôt qu'une vision de la cité. La politique continue à être dévoyée par l'intérêt individuel, c'est peut-être la faute d'Adam Smith ?

Il reste que dans de nombreuses villes, des zones piétonnes ont été aménagées, des quartiers ou des villages ont été

déclarés "sans voiture". Ce genre de mesures doit être développé.

Il y a en France près de deux millions de maisons vides et trois millions de maisons secondaires. Cela fait cinq millions de logements vides la plupart du temps alors que de nombreuses personnes sont sans abri. C'est un problème ardu, car il touche à la propriété privée. L'association Droit au logement a mené avec succès des actions de rattachement de logements vides pour des sans-abris (6). Il existe une loi de réquisition des logements vides qui pourrait être mise au goût du jour. Comme au Pays de Galles, des comités locaux doivent se développer pour réfléchir et agir face au problème des maisons secondaires. Avons-nous besoin de plus d'un logement par famille ? Une solution pour les vacances peut être l'échange de logements.

Il y a énormément de raisons de réduire l'utilisation de produits animaux,



(4) Goodwin, Phil, Hass-Klau, Carmen, Cairns, Sally. (1998). "Evidence on the effects of road capacity reduction on traffic levels". *Traffic Engineering and Control*, June 1998, pp. 348-354.

(5) voir <http://ecoplan.org/votebogota2000/>

(6) Droit au logement, 8, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, tél : 01 42 78 22 00.

viandes, fromages, produits cosmétiques surtout si ces animaux ne sont pas élevés localement. En premier lieu, il n'y a pas assez de terres pour nourrir une humanité carnivore. L'élevage industriel devrait être remis en cause, non seulement pour son côté inhumain mais aussi parce qu'il crée un effet rebond de consommation par les baisses de prix qu'il occasionne.

Il y a énormément d'autres gadgets à réduire : est-ce qu'un seul téléphone ne suffit pas ? Si nous avons un téléphone au travail, est-il nécessaire d'avoir un téléphone fixe à la maison et un, voire plusieurs, téléphone portable ? Libérons-nous des fours à micro-ondes, des ascenseurs, des tondeuses, des frigos en hiver...

## Au niveau des extractions

La prévention de base des problèmes écologiques consiste à réduire les extrac-

tions de ressources naturelles. Pour cela, il est indispensable de réduire l'utilisation des outils qui y participent. Ces outils s'appellent des extracteurs (7) et comprennent :

- les bulldozers, excavateurs et explosifs qui servent dans les mines et dans les chantiers pour extraire terre, rochers et végétation,
- le processus Haber Bosch qui extrait l'azote de l'air pour permettre la production d'explosifs ou d'engrais chimiques,
- les pompes qui servent à extraire l'eau des nappes phréatiques,
- les engins forestiers telles les tronçonneuses qui extraient le bois des forêts,
- les puits de pétrole et de gaz qui extraient ces mêmes matières énergétiques,
- les bateaux de pêche et les filets qui extraient les poissons des mers,
- les fusils de chasse qui servent à extraire le gibier des milieux naturels,
- les dragues qui extraient sables et boues

du fond des ports, canaux et fleuves navigables,

- les tracteurs et leurs outils de labour qui servent à retourner les terres agricoles,
- les véhicules tout terrain qui extraient même un peu de terre et végétation des chemins.

Une réduction des extractions signifie une baisse des extracteurs. Il est facile de faire de beaux discours sur l'importance d'agir au niveau des problèmes écologiques et de le quantifier en terme de nécessité de réduire d'un facteur 4 ou 10 les extractions de ressources naturelles. Mais ceci ne risque-t-il pas de demeurer un vœu pieu si nous ne réalisons pas de manière concrète que cela implique de diminuer le nombre et l'usage des extracteurs de ces ressources naturelles ? De même qu'un bannissement des productions d'armements est un moyen d'action pour réduire les morts, il faudra développer une politique de réduction des extracteurs pour réduire les impacts écologiques.

Et avons-nous besoin de fusées interplanétaires, sauf peut-être pour la recherche fondamentale ? C'est une question que l'on peut se poser. Une action urgente est d'arrêter les programmes spatiaux. Avons-nous réellement besoin de satellites ? Quel serait l'impact de l'introduction de nouvelles substances venant de l'espace dans les écosystèmes terrestres ?

Les mirages de cités lunaires ou martiennes nous font croire que l'on peut remplacer notre planète. La perspective – improbable – d'une colonisation d'autres planètes devient un argument pour moins faire attention à celle, l'unique, qui est favorable à la vie. Ne pourrait-on pas plutôt mettre toute notre énergie à sauver notre planète ?

Refusons les constructions de TGV qui étendent les espaces parcourus en favorisant la vitesse. Et remplaçons-les par des TER et des pistes de campagne.

## En aval : émissions et déchets

Les emballages jetables créent une facilité de consommation et de rejet et sont en parfaite harmonie avec la consommation de masse qui fait l'apana-



(7) Schneider F, Niza S, "Development of Input Indicators based on Extraction Equipment", Workshop Quo vadis MFA? Material Flow Analysis – Where do we go? Issues, Trends and Perspectives of Research for Sustainable Resource Use, Wuppertal, Germany, 9–10 October 2003.

ge des systèmes de grande distribution. Au niveau individuel, refusons les produits emballés dans des emballages jetables en les laissant systématiquement chez le commerçant, faisons du lobby pour que des lois les interdisent.

Certains déchets toxiques devraient être sévèrement réglementés au niveau de leur production : tous les déchets hautement toxiques, radioactifs, ne devraient tout simplement pas être produits.

S'il est un processus qui augmente de manière conséquente l'entropie, c'est l'incinération. Elle rend les matières inutilisables, les disperse, les rend plus polluantes. Il y a certainement de meilleures méthodes à adopter que celle qui consiste à brûler tous les végétaux alors que l'humus se raréfie, en premier lieu dans les pays du Sud et les régions méditerranéennes. Arrêtons de brûler les végétaux à l'air libre alors qu'ils peuvent être compostés. L'écobuage détruit toute vie dans un territoire. L'humus est en voie de disparition, il est primordial pour retenir l'humidité, pour fixer les minéraux dont l'azote, pour stocker le carbone plutôt que de le laisser prendre la forme de CO<sub>2</sub>. En ville se développe l'incinération des déchets, qui impose bien souvent de garder sur le long terme des flux de déchets pour nourrir ce système. Comment développer réellement des systèmes de prévention des emballages jetables, les systèmes de recyclage des déchets ?

## 3 - Intégration de limites

Le troisième type, c'est l'intégration de limites à certaines technologies. Certaines techniques ne sont pas remises en cause, mais limitées artificiellement.

### Limites à la vitesse

La vitesse étant un facteur important de rebond, des limitations techniques de la vitesse peuvent être mises en place en concevant par exemple des voitures bridées, ne pouvant se déplacer à plus de 100 km/h, en créant des obstacles sur les routes comme les dos d'âne ou des plantations d'arbres, à l'image de ce qui se fait en Hollande dans les Woonerf, ces quartiers où les voitures ne peuvent se déplacer qu'à vitesse très réduite, laissant alors la place aux modes de transports doux et à la convivialité entre les habitants.

La baisse des limites de vitesse est une mesure utile. La très officielle Agence internationale de l'énergie a recommandé

de réduire à 100 km/h la vitesse des autoroutes dans le monde pour réduire le choc pétrolier annoncé.

### Limites de la capacité

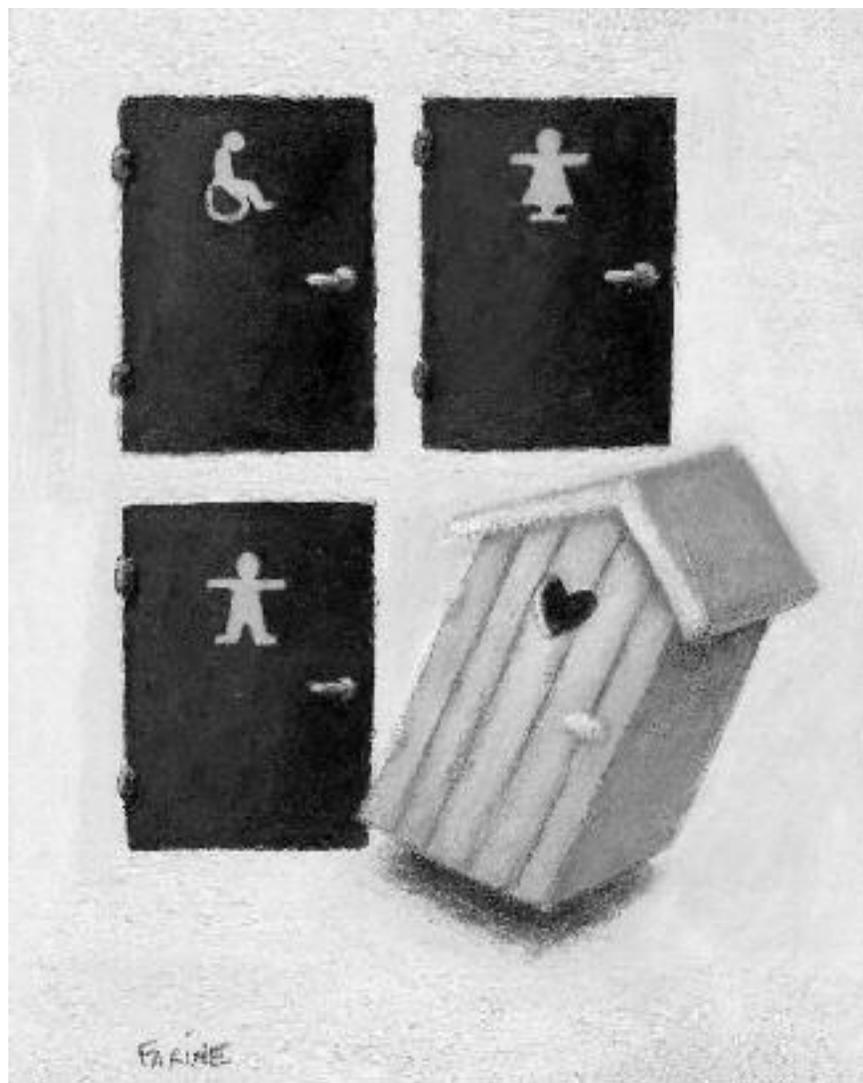
On sait aussi que le niveau d'utilisation des routes est lié à leur capacité (8). Lorsque la demande est très élastique, une limitation de la capacité des routes ou la suppression de certains axes de circulation peut avoir un effet très positif sur le niveau de trafic. De même que la construction de grands axes routiers et autoroutiers favorise la route par rapport à d'autres alternatives, ou des activités basées sur une frénésie du déplacement, la réduction des routes crée un transfert vers d'autres modes de déplacement et des activités moins gourmandes. Comme leur suppression, la réduction de capacité des routes conduit dans de nombreux cas à trouver d'autres manières de voyager.

L'espace de logement augmente continuellement. C'est en partie dû au fait que les personnes restent dans les mêmes lieux alors que le couple se sépare ou que les enfants s'en vont. Il s'agit alors soit de changer de logement, soit de le partager.

### Localisation des techniques

On pourrait envisager une néo-localisation de l'économie en intégrant les distances à internet.

On sait qu'internet favorise les déplacements à longue distance en facilitant les contacts entre des individus très éloignés les uns des autres. Une manière de contrer cet effet serait de limiter l'accès de certains sites à des internautes locaux, créant de cette façon une motivation pour les liens de proximité. Il reste à étudier comment un tel dispositif pourrait fonctionner au niveau technique mais, vu les



prouesses techniques dans ce domaine, la mission ne doit pas être impossible. Internet pourrait être utilisé pour lancer des appels à proximité puis, dans un périmètre de plus en plus large, pour échanger produits et services.

Un aspect important, c'est le regroupement des activités, que ce soit en ville ou en campagne. De façon générale, regrouper les activités à un même endroit a un potentiel de localisation de l'économie, de retour à la convivialité, d'économie d'échelle et de réduction des transports polluants.

La séparation des villes en zones "mono-fonction" a une grande responsabilité dans la frénésie urbaine pour la voiture. Il faut sans cesse voyager entre zone d'habitation, zone verte, zone de bars et de spectacles et zone de travail. Bien sûr, les zones à vocation agricole manquent en ville. A défaut de développer des politiques de reconquête des ceintures vertes accaparées par les banlieues, pourquoi ne pas développer des transports en commun de denrées alimentaires depuis les zones agricoles limitrophes ? La planification urbaine devrait donc consister à transformer les villes en de multiples centres multifonctions où toutes les activités seraient regroupées. Il est à noter que la transformation des villes en zones de déplacement pour voiture et camions s'est fait sans concertation. Plutôt que de considérer comme naturel que 1/5 ou 2/5 des villes occidentales soient dédiés à la voiture, demandons leur avis aux citoyens, débattons de cette question. Que voulez-vous dans votre espace public ? Des jardins, des parcs, des jeux pour enfants, des squares, des places publiques, des marchés, des bancs, des zones cyclables ou... des routes et des parkings ? Nous n'arriverions certainement pas au découpage actuel de la ville ! Autre manière d'aborder le problème, ne serait-il pas avisé que chaque citoyen ait une part équitable des investissements publics ? Ce n'est pas du tout le cas

(8) Schneider F, Nordmann A, Hinterberger F, "Road Traffic Congestion, Extend the Problem", *World Transport Policy & Practice*, Volume 8, Number 1, 2002, pp34-41, <http://wTransport.org>.

(9) Dossier « Vivre à la campagne sans voiture », *Silence* n°317 Décembre 2004, coordonné par François Schneider.

(10) Proposé notamment dans le dernier livre d'Yves Cochet, *Pétrole apocalypse*, éd. Fayard, 2005.

(11) Que l'on appelle en anglais « Material Input Certificates », Schneider F, Hinterberger F, Mesicek R, Luks F, "Eco-Info-Society: Strategies for an Ecological Information Society", in *Sustainability in the Information Society*, Hilty, M.L., P.W.Gilgen (Eds.), part 2, p.831-839, Metropolis-Verlag, Marburg.



lorsque qu'une large partie de la ville est affectée aux voitures, pour leur déplacement ou leur immobilisation, alors que le mètre carré urbain coûte une fortune ; de la même manière, prenons en compte le coût de la pollution urbaine et celui des accidents. Il est injuste que seule une part infime des deniers publics soit affectée aux cyclistes et aux piétons.

Pour ce qui est de la campagne, le problème est similaire. A quoi sert la campagne ? se demandent les politiciens. Ils définissent alors des zones : zone constructible, zone de production agricole, zone artisanale ou zone de nature. Et le politique fixe ainsi des fonctions uniques à chaque zone de campagne, entre lesquelles il faut se déplacer sans cesse. Développons l'idée de zones multifonction où toutes les activités sont intégrées à la nature environnante. Mais, dans ce cadre, la voiture et les routes, tout ce qui propage cette élongation et cette intensification des transports doit être sérieusement remis à tous les niveaux de décision (9).

Pour cette néo-localisation, il serait important qu'une "Organisation Mondiale de la Localisation" (OML) remplace l'OMC (10). De façon générale, le pouvoir des institutions internationales doit diminuer, excepté celles visant une réduction du pouvoir des institutions internationales. Le fonctionnement de ces institutions est incompatible avec un fonctionnement au plus près de chacun. Il reste à débattre comment des formes de solidarité peuvent toutefois se maintenir dans le cadre d'une relocalisation choisie.

Une autre limite à intégrer, c'est la limite des prix par les écotaxes. Les techniques écologiquement ou socialement

inacceptables doivent devenir chères par la mise en place d'écotaxes tenant compte des coûts globaux qu'elles font porter à la société. Il s'agit de taxer le kérosène, d'intégrer les coûts écologiques et des constructions de routes dans le prix de l'essence... Il est important que les profits de ces écotaxes financent des subventions qui soutiennent des technologies alternatives luttant contre l'effet rebond. Rendons par exemple les transports en commun gratuits grâce aux péages d'autoroutes, plutôt que de réinvestir cet argent dans de nouvelles constructions.

## En amont : extraction des ressources naturelles

On a vu que les impacts écologiques étaient fondamentalement liés à l'extraction de ressources. Cela signifie que l'extraction de ressources est un indicateur fondamental des impacts écologiques : si nous améliorons vraiment l'environnement, cela doit se traduire par une réduction des extractions. A l'inverse, il est avisé d'agir au niveau d'une réduction des extractions de façon à réduire les impacts écologiques.

Une première idée est donc de créer des quotas dégressifs d'extraction (11). Au départ, le quota choisi serait le niveau d'extraction actuel d'une matière première donnée, par exemple le minerai de fer. Puis ce quota ira diminuant de manière régulière, par exemple de 5 % chaque année, de façon à pouvoir planifier sur plusieurs années une décroissance de l'extraction de chaque matière première.

# Décroissance soutenable

Cette mesure peut encore une fois se porter au niveau individuel, local, régional, national...

Comme nous sommes dans une économie mondialisée, nous aurons des problèmes pour mettre en place des quotas sur les extractions qui servent à produire les biens et services que nous importons. Pour cette raison, aux quotas dégressifs d'extraction pourront se joindre des quotas dégressifs d'importation ; c'est le seul moyen d'avoir un impact sur les extractions qui se font ailleurs.

Une autre idée est de créer des zones protégées des extractions, comme pourraient l'être l'Alaska ou l'Antarctique. De telles zones devraient exister dans de nombreux endroits et s'élargir. On peut aussi vouloir protéger certaines zones de destructions supplémentaires. Dans les cas où des zones ont déjà été perturbées, l'exploitation pourrait s'arrêter au point où elle est arrivée. On peut inclure dans cette catégorie la conservation de zones architecturalement et historiquement intéressantes. Plus on laissera des ressources naturelles de manière illimitée dans le sous-sol, moins il y aura de dégâts écologiques. Ce ne sont pas des réserves pour plus tard, ce sont des "oubliettes" à minéraux, des réserves naturelles.

La réduction des extractions peut aussi être obtenue par le jeu des taxes et la suppression des subventions à l'extraction. Par ailleurs, il est judicieux de remplacer des sources non renouvelables par des sources renouvelables exploitées au long terme et, à un niveau plus local, de limiter les niveaux d'extraction sur chaque exploitation.

## En aval : émissions et déchets

Il faut établir des normes de plus en plus strictes de pollution, de toxicité, de traitement des déchets. C'est un moyen de réfréner la production.

## 4 - Développement d'alternatives

Certains types de développement sont justifiés : soyons pour le développement... de la décroissance. Il est important de développer des alternatives, mais

(12) Alain Gras, « le dirigeable, vol autorisé ? », *La Décroissance*, n°30 p10.

(13) *Silence* n°290, décembre 2002, Association des transports fluviaux du midi.



Laurence Duval

Capteur solaire pour l'eau chaude.



Poêle économe.

Elisa Sourzac

Les rencontres des Ami-es de Silence :  
une bonne occasion de tester  
les innovations frugales.

celles-ci doivent réellement remplacer des secteurs plus problématiques et intégrer des limites.

## Au niveau des usages

Privilégions l'usage de la force humaine, que ce soit la machine à laver à pédale, le vélo, la marche et la randonnée à pied. Le vélo est le moyen de transport le plus efficace énergétiquement, le plus rapide à courte distance (moins de 6-7 km en ville), très sûr (sans voitures alentour il est vrai) ; il est bon pour la santé, modérateur du trafic, convivial, pratique pour le commerce local, peu consommateur d'espace, non polluant au niveau local (sauf en ce qui concerne l'augmentation des émissions respiratoires), très peu polluant au niveau global.

On sait que certains produits de consommation ont l'avantage de créer une réduction de la consommation d'autres produits. Ce sont notamment les produits et activités qui permettent par leur lenteur d'apprécier le temps qui passe comme le vélo utilitaire, le jardinage, la randonnée. La bicyclette limite les distances parcourues. Les petites péniches de type Freycinet vont dix fois plus lentement qu'un semi-remorque mais transportent douze à quinze fois plus de charge (12) tout en consommant environ cinq fois moins par tonne transportée (13). Elles sont surtout beaucoup plus conviviales.



Toilettes sèches.

Virginie Philippe

D'autres types de consommation ont des limites intrinsèques qui créent une limite à l'explosion de la consommation. Le train restreint son aire aux gares, et crée alors une urbanisation concentrique qui aura tendance à regrouper les activités en un même lieu. Pour les déplacements à longue distance, la relance des dirigeables gonflés à l'hélium pour remplacer les avions est une piste intéressante à explorer. Une génération moderne de bateaux à voile est aussi une idée intéressante.

Pour ce qui est de la télévision, au niveau local il est convivial d'avoir une télévision de quartier ou de village, de développer les cinémas ou vidéo de quartier. Il est intéressant de développer des chaînes locales de télévision sans publicité.

Le partage des biens devrait être favorisé partout, car il permet de réduire le nombre de produits nécessaires. Si on partage une machine à laver entre dix familles, on évite tout simplement la production d'environ neuf machines à laver. Et cela coûte moins cher. Le partage est convivial, il permet de créer de nouveaux pôles conviviaux, peut-être parfois plus

conviviaux que les bars, que l'on peut combiner à d'autres activités, à des échanges d'information. Partageons donc les aspirateurs, les ordinateurs, les magnétoscopes... Le partage ne crée pas d'effet rebond car, de toute façon, l'usage de tels objets est limité aux moments où les autres utilisateurs ne les utilisent pas. C'est ainsi qu'il a été démontré que les voitures partagées avaient tendance à réduire l'usage des voitures, réduisant les distances parcourues de 30 % (14). Le partage peut aussi représenter une étape pour réaliser que l'on peut se passer de tel ou tel produit. Les systèmes d'auto-partage peuvent être vus comme

**La consommation doit demander plus d'efforts que l'économie.**

des systèmes pour apprendre à vivre sans voiture. Bien souvent, les gens laissent leur voiture pour adhérer au système, puis quittent le système et vivent sans voiture. Le partage des maisons par la colocation et la copropriété devrait être favorisé. De même que certains pays instaurent des péages dégressifs selon le nombre de passagers de la voiture, il pourrait aussi être instauré une taxe d'habitation dégressive selon le nombre d'habitants par surface de logement.

Un autre moyen de partager est d'utiliser et de favoriser l'usage des transports en commun en les subventionnant plus, en augmentant leur fréquence (un train par heure devrait être le minimum), en ouvrant des lignes. Que les frais de transport ne soient remboursés que quand il est fait usage de transports en commun, du vélo ou de la marche à pied, mais non de la voiture.

Toutes les énergies renouvelables sont à favoriser si elles remplacent réellement des énergies fossiles ou nucléaires. Les énergies renouvelables ont des limites en elles-mêmes, car elles dépendent du vent, du soleil, de l'eau. A un certain moment, on ne pourra pas consommer plus qu'il n'y a. Le chauffage solaire crée une limite à la consommation d'eau chaude, en lien avec les contingences climatiques. Ce développement doit s'accompagner d'une politique de maîtrise de la consommation d'énergie (là aussi, on peut viser une baisse de 5 % par an), l'impact de ces énergies renouvelables n'étant pas négligeable (15).

Un domaine qui produit beaucoup de déchets et qui est important pour la quantité de matériaux utilisés (et donc de déchets produits), c'est le secteur de la construction, bien que les déchets pro-

duits soient souvent plus inertes que dans d'autres secteurs. Il faut là encore utiliser au maximum les matériaux locaux et écologiques. Il faut prendre en compte toute la phase d'utilisation qui est longue pour les constructions, en faisant des bâtiments bien isolés tout en étant respirants, utilisant au mieux les données bioclimatiques, permettant une réutilisation des eaux usées, comprenant des toilettes sèches. Un aspect souvent mis de côté est la prise en compte des distances de transport liées à l'usage des bâtiments. De manière générale, toute la vie qui va aller avec un bâtiment dans la conception écologique et néo-locale.

Prenons en compte aussi la taille des logements pour que le maximum de gens puissent habiter dans le minimum d'espace.

Certaines limites se créent avec l'effort lié à la consommation. Sans qu'il faille exagérer cette manière de faire, il semble logique que la consommation demande plus d'efforts que l'économie. Or l'organisation de notre société a ainsi amené de nombreux effets pervers. La déconnection du local et la production de masse a, dans certains cas, rendu la frugalité plus ardue que le gaspillage. Il devient plus facile de laisser toutes les lumières allumées que de les éteindre, de gaspiller l'eau que de l'économiser. Bien souvent, cette facilité immédiate n'amène pas de facilité à un niveau plus large : le gaspillage de l'électricité paraît facile, mais il n'est pas dénué de l'effort de travailler pour payer l'électricité gaspillée ; il n'est pas si facile de travailler pour construire toutes ces infrastructures de transport et de production d'électricité ; il n'est pas si facile de s'occuper de ces enfants irradiés ou malades à cause des accidents nucléaires ou autres pollutions liées à nos modes de vie. Mais néanmoins la facilité directe de gaspiller pousse largement notre société à l'effet rebond et au gaspillage.

Un autre exemple du genre est l'emballage consigné. Il a été démontré que le verre consigné favorisait une consommation de proximité (16), en ramenant les bouteilles au détaillant qui nous les a vendus et une consommation moindre : on aura moins envie d'acheter douze bouteilles de coca-cola s'il faut les porter à la maison lorsqu'elles sont en verre consigné.

Il n'y a pas que les externalités économiques qui existent ; dans certains cas, le

temps perdu du système consommateur n'est pas porté par celui qui utilise ce système, ce qui nous ferait développer l'idée d'écotaxe temporelle, d'écotaxe d'effort. Une proposition est donc de développer des systèmes frugaux, économes, qui demandent moins d'efforts et qui offrent plus de facilité et de confort que les systèmes consommateurs. La toilette à compost doit être plus facile d'accès, plus confortable, plus belle que la toilette à eau. Le garage à vélo doit être plus facile d'accès que le garage à voiture. Les routes (à voitures) doivent faire de grands détours tandis que les pistes cyclables doivent être directes comme à Groningue, aux Pays-Bas. L'action peut se porter aussi bien sur une amélioration des systèmes frugaux que sur une dépréciation des systèmes consommateurs. Cette manière de procéder aurait un effet important sur le statut social associé aux consommations polluantes.



Le processus le plus décroissant n'a pas été inventé par les humains, mais par les plantes : il s'agit de la photosynthèse, où l'énergie du soleil est stockée au lieu de se diffuser dans l'espace. Une action humaine primordiale est de développer la production végétale : plantons des arbres, développons tous les moyens pour ralentir l'érosion : par la collecte des eaux de pluie, en évitant les labours, surtout profonds, en fabricant ou rénovant les petites terrasses. De nombreuses méthodes ont été développées dans le cadre de la permaculture.

(14) Stephen Potter "Cutting CO<sub>2</sub> Emissions from Personal Transport : a consumption system's approach", The 7<sup>th</sup> European Round Table for Cleaner Production (ERCP), 2001, Workshop on rebound effect, Lund, Suède.

(15) Les photopies posent des problèmes de recyclage, les éoliennes et les photopies nécessitent un haut niveau de technologie.

(16) Fairlie, S. (1992) "Long distance, short life". *The ecologist*, vol. 22, n° 6, November/dec 92, pp. 276-283.

S'il est une action qui peut démarrer dès maintenant avec un petit bout de terrain, il s'agit du compostage. Pas besoin d'attendre l'Etat. En Autriche, cependant, une politique très efficace a été menée dès les années 1990. Peu de gens compostaient avant ces années et, face aux problèmes des décharges, une politique ambitieuse de recyclage et de compostage a été menée dans le pays. Les hommes politiques se sont mis à composer devant la télé, des représentants de chaque village ont fait des stages de formation au compostage payés par l'Etat, des interventions dans les écoles ont enjoint les élèves à composter, des composteurs et fascicules explicatifs ont été distribués. Le résultat est là : une large majorité de la population autrichienne composte dans son jardin, et des systèmes de collectes des matières organiques ont été mis en place dans les zones urbanisées. Quand le programme a démarré, au début des années 1990, l'Autriche avait renoncé à l'incinération. Les résultats se sont un peu dégradés lorsque l'option de l'incinération est réapparue vers 1995, le "problème des déchets semblait résolu".

Favorisons la réduction et la réutilisation mais, quand c'est impossible, le recyclage est une option : en développant et achetant des produits faits de fibres recyclées, en produisant en matériaux séparables donc recyclables (17). Bien entendu, les produits faits de matériaux recy-

clés doivent réellement remplacer les produits faits de ressources vierges. Il ne s'agit pas d'inventer de nouveaux produits ou de remplacer des systèmes meilleurs, comme ce qui s'est fait en France avec le démantèlement des systèmes de consigne des bouteilles en verre au profit du recyclage. Remplaçons réellement la décharge et l'incinération avec le recyclage. Admettons aussi que l'on ne peut pas tout recycler tout de suite, tant que les filières n'ont pas été développées. Séparons systématiquement les déchets et luttons pour que le recyclage se fasse (de manière locale bien sûr). Il serait dommage d'arrêter de séparer les déchets parce que le recyclage ne se fait pas, la solution n'est pas de se débarrasser des déchets dans les filières polluantes (18).

Ce temps de transition dans la mise en place des filières doit être pris en compte avec la mise en place de "parking à déchets" (19). Tant que des déchets non réutilisables sont produits, il reviendra à celui qui les a produits à la base de s'occuper de leur stockage séparé, sûr et facilement accessible, jusqu'à ce que des filières de recyclage optimales soient découvertes. Les frais de ce stockage et de sa surveillance sont de bonnes motivations pour éviter de produire ces déchets à la base. Comme les déchets sont séparés et classifiés de manière rigoureuse, ils sont prêts à trouver acquéreur dans des filières locales adaptées. Les utilisateurs

ou acquéreurs de déchets doivent utiliser les déchets à leurs niveaux de qualité les plus bas pour laisser les matériaux de qualité aux filières qui en ont réellement besoin. C'est une idée de base de la création de cascades les plus longues possibles de réutilisation et de recyclage (20). Lorsque la gestion des déchets devient néo-localisée, il devient envisageable de prendre en compte toute le système cascade, c'est à dire toute la chaîne de produits liée à une ressource vierge donnée (21).

Il serait important de développer des accords internationaux sur l'immobilisation des déchets, les déchets n'ayant pas à être transportés entre régions ou pays.

## 5 - Ajustement frugal

Lorsque les quatre premiers aspects de l'innovation frugale ont été pris en compte, nous nous apercevons que cela coûte moins cher, que cela crée une décroissance économique. Que va-t-on faire avec cet argent économisé, acheter de nouvelles choses ? Non bien sûr, on ne veut pas d'effet rebond, et c'est à ce point que nous entrons dans l'innovation frugale de type 5.

C'est l'ajustement frugal qui consiste à mettre à niveau notre espace de consommation par rapport à nos démarches personnelles ou collectives plus écolo-sociales. C'est la dernière mesure pour éviter l'effet rebond qui ferait que les gains de nos actions se retrouveraient perdus à nouveau. Il s'agit réellement que nous consommons moins. Or si nous consommons moins, nous avons aussi besoin de moins produire et de moins travailler pour gagner de l'argent. Ceci nous amène à l'ajustement économique qui implique cette trilogie :

- réduction de la consommation, ou de ce qu'on appelle le « vouloir d'achat »,

(17) Tromp, O.S. (1995) "Toward sustainable quality - A methodological principle for sustainable management of material use". Thèse de doctorat : Rijuniversiteit Groningen, Pays-Bas, 1995, 243 p.

(18) Frosch, R.A. et Gallopoulos, N.E. (1989), "Strategies for manufacturing". *Scientific american*, 1989, Vol. 261, n° 3, pp 94-102.

(19) Braungart, M. et Engelfried, J. (1992), "An intelligent product system to replace waste management". *Fresenius environmental bulletin*, 1992, Vol. 1, pp 613-619.

(20) Sirkin, T. et Houten, M. (1994), "The cascade chain - A theory and tool for achieving resource sustainability with application for product design". *Resource, conservation and recycling*, 1994, Vol. 10, p.213-277.

(21) François Schneider, thèse de doctorat, « Analyse des réemplois, recyclages, valorisations de déchets par l'étude de systèmes cascade », INSA de Lyon, 1997, 318 pp.





Parking vélos à Portland (Orégon- Etats-Unis).

- réduction de la production,
- baisse et partage du temps de travail rémunéré.

Si nous consommons moins, nous avons besoin de moins produire, et si nous produisons moins, nous avons besoin de moins consommer, mais il faut partager le temps de travail pour éviter que certaines personnes ne se retrouvent marginalisées. Partageons le travail et les revenus, mais à un niveau de consommation moindre.

L'ajustement doit se faire au niveau tant individuel que local et global.

Ainsi au niveau économique, quand une innovation permet de réduire nos dépenses, alors nous pouvons en profiter pour réduire nos revenus et travailler moins. Si on a des transports qui consomment moins, alors nous pouvons réduire nos coûts et nous permettre de gagner moins en réduisant notre temps de travail. Si une politique est menée pour réduire l'usage des voitures, alors nous réduirons les budgets de voirie, les budgets liés aux accidentés de la route et les coûts de nombreux dégâts écologiques.

De façon à promouvoir dans le même temps l'équité et l'assouvissement des besoins de base, deux mesures représentent des pistes complémentaires dans le cadre de l'ajustement économique: l'instauration d'un revenu minimum garanti universel et d'un revenu maximum acceptable (RMA) (22).

Mais l'ajustement n'est pas seulement économique : tous les bienfaits des technologies et nouveaux modes d'organisation, nous les retrouvons réellement par une décroissance.

Nous allons pouvoir ajuster notre temps.

Quand une innovation nous permet de gagner du temps tant au niveau individuel que collectif, il s'agit d'ajuster le temps que nous dédions à la consommation pour enfin avoir du temps libre, pour libérer l'emprise du collectif sur les individus. Pour finalement avoir du temps pour les relations avec les autres, pour la tendresse, du temps pour apprécier la

beauté de la nature, pour construire un immédiat qui ne soit plus conditionné à des volontés extérieures.

• *Ajuster notre conscience écologique*

Quand nous réussissons à consommer moins de produits polluants et plus de produits écologiques, profitons-en pour améliorer réellement notre environnement et celui d'autrui en ajustant notre conscience écologique. Nous allons avoir une nature préservée. Quand des politiques préventives des pollutions sont menées, il ne s'agit pas qu'elles justifient d'autres politiques créant de nouvelles pollutions. Grâce à la consommation de papier recyclé, on a un produit qui pollue moins ; si, en plus, la consommation de papier diminue, cela débouche vraiment sur un gain écologique.

• *Ajuster le danger acceptable*

Quand nous parvenons à réduire notre utilisation de produits et d'engins dangereux, profitons-en pour créer un univers moins dangereux autour de nous en ajustant le danger acceptable pour soi et pour les autres. Quand des actions collectives réduisent l'usage de biens dangereux, ajustons-y les nouvelles normes de danger pour bénéficier réellement d'un environnement moins dangereux.

• *Ajuster le nocif acceptable*

Enfin, quand nous réussissons à réduire la quantité de produits nocifs de notre liste de produits, utilisons cette opportunité pour réduire la nocivité que nous jugeons acceptable pour soi et les autres. Quand les politiques menées réduisent la production de produits nocifs, ajustons les normes de nocivité pour jouir d'un environnement réellement moins nocif.

• *Ajuster notre espace dédié à la consommation*

Quand nous réussissons à moins posséder d'objets encombrants, profitons-en pour réduire la taille des logements, pour favoriser leur partage.

De façon générale, il s'agit de réduire sa limite pour s'ajuster à sa nouvelle consommation en en tirant vraiment les bénéfices pour soi et les autres.

## Dans la joie et la bonne humeur

Il est difficile d'imaginer un système économique décroissant. Pourtant, à un niveau local dans un site en autarcie, on comprend très bien que consommer moins va nous apporter moins de problèmes. Il nous faut encore inventer ce système économique. Il devra être large-

ment basé au niveau local. Pour y arriver nous avons besoin de coopération et d'échange.

Au niveau individuel, de nombreuses personnes parviennent à vivre des expériences de décroissance, mais ceci ne se fait pas sans difficulté. La simplicité volontaire n'est pas facile, contrairement à ce que de nombreuses personnes tentent de soutenir. La perte du statut social est une donnée importante. Il existe au niveau collectif de nombreuses choses à inventer et à développer.

La décroissance soutenable, c'est de la mesure dans ce qui décroît par le partage, et de la démesure dans ce qui croît quand on le partage.



Cuiseurs solaires en Afrique.

Les émotions, la joie, la bonne humeur, la santé, la convivialité, la beauté, tout cela augmente avec le partage, donc dans un monde qui voudrait être équitable il n'y a pas d'hésitation à développer cela dans la démesure.

La soumission à l'idée de croissance correspond à de la servitude volontaire, car on affirme qu'il n'y a pas d'autre choix. Comme le dit Schumacher (23) : « un grand cri de triomphe s'élève à chaque fois que quiconque a trouvé une nouvelle évidence – en physiologie ou psychologie ou sociologie ou économique ou politique – de la non-liberté, de plus amples indications que les gens ne peuvent s'empêcher d'être ce qu'ils sont et faire ce qu'ils font. » Sortons donc de cette soumission volontaire.

François Schneider ■

www.decroissance.org/francoisR&D -  
Recherche et Décroissance  
BP 52 – 81602 Gaillac Cedex

(22) Sophie Divry, « Un SMID en plus du SMIC », *La Décroissance*, n° 30, page 6, février 2006.

(23) Schumacher, *Small is beautiful, a study of economics as if people mattered*, éd. Abacus ISBN 0-349-13132-5.



## Se lancer dans l'économie alternative

Si vous avez entre 18 et 30 ans et un projet de création d'entreprise, avec le souci d'avoir une démarche alternative, le réseau Repas, Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, peut grandement vous aider. Il organise pour la onzième année un parcours de compagnonnage du 19 février au 15 juin 2007 au sein des entreprises du réseau (dont beaucoup ont été présentées dans *Silence*), ceci afin de vous aider à préciser votre projet, à mieux connaître les contraintes liées à une entreprise, et vous permettre de découvrir qu'il existe différentes manières d'appliquer des idées alternatives dans ce domaine.

Les dossiers de candidature sont à retirer dès maintenant auprès de *Repas, Le Mat, Le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80.*

## Systemes d'échanges locaux

### ■ Bordeaux : La maison du Sel.

Le 23 juin a été inaugurée à Mérignac, dans la banlieue de Bordeaux, la maison du Sel, un local de 85 m<sup>2</sup>, un lieu où il est possible d'organiser des réunions, des repas conviviaux et même de déposer des objets pour le troc. Ce local se trouve au sein d'un pôle associatif qui comprend l'association Aides-Solidarité, une banque du temps et un café culturel. *Maison du Sel, 53, avenue de l'Yser, 33700 Mérignac, tél : 06 85 27 97 31.*

■ **Tours : nouveau Sel.** Un nouveau Sel vient de se constituer à Tours et autour. Outre les échanges, l'association espère aussi développer différentes activités conviviales. *Sel Touraine, maison des associations culturelles, place Plumereau, 37000 Tours, tél : 02 47 44 15 16.*

## Médias

■ **Alternative tibétaine, 38, rue Baussenque, 13002 Marseille, tél : 06 87 57 67 85.** Le débat sur le Tibet se résume trop souvent à une opposition entre un gouvernement en exil en Inde et les autorités chinoises. Pourtant



le débat politique est plus complexe et le débat démocratique veut que l'on puisse entendre d'autres propositions. C'est ce que propose cette revue annuelle qui traduit de nombreux textes écrits dans différents pays par des Tibétains.



■ **Caracoles, c/o CLAJ, avenue de Provence, les Bahamas, 29200 Brest, www.caracoles.infini.fr.** En 1999, le CLAJ, Club loisirs action jeunesse, lance le festival "Enrageons-nous" qui depuis s'est tenu trois fois dans les "quartiers" de Brest. Ce festival leur permet de rencontrer différents groupes culturels, associatifs, politiques... et les échanges d'expériences se multiplient au fil des ans, d'où l'envie d'ouvrir le

## Petites phrases

"Au cours de l'évolution, la nature s'est donné un mal extrême pour que chaque individu soit différent de tous les autres [...] Physiquement et mentalement, chacun d'entre nous est un être unique. Toute civilisation qui, soit dans l'intérêt de l'efficacité, soit au nom de quelque dogme politique ou religieux, essaie de standardiser l'individu humain, commet un crime contre la nature biologique de l'homme"

Aldous Huxley (1894-1963)

"Le bonheur c'est tout petit, si petit que parfois on ne le voit pas. Alors on le cherche, on le cherche partout.

Il est là, dans l'arbre qui chante dans le vent,

l'oiseau le crie dans le ciel, la rivière le murmure,

le ruisseau le chuchote, le soleil, la goutte de pluie le disent.

Tu peux le voir, là, dans le regard de l'enfant, le pain que l'on rompt et que l'on partage, la main que l'on tend.

Le bonheur c'est tout petit, si petit que parfois on ne le voit pas et on le cherche dans le béton, l'acier, la fortune mais le bonheur n'y est pas, ni dans l'aisance, ni dans le confort.

On veut se le construire, mais il est là, à côté de nous

et on passe sans le voir

car le bonheur est tout petit.

Il ne se cache pas, c'est là son secret.

Il est là tout près de nous et parfois en nous"

Auteur inconnu.

débat par écrit avec cette nouvelle revue qui donne longuement la parole à quatre des associations du collectif. 96 pages avec de belles photos que l'on peut acheter ou lire directement sur internet.

■ **Etopia, espace Kegeljan, avenue de Marlagne, 52, B-5000 Namur, tél : 00 32 81 22 58 48, www.etopia.be.** Etopia est un centre d'animation et de recherche en écologie politique qui a vu le jour en 2004, à proximité d'Ecolo, le parti vert wallon. Etopia propose déjà sur son site toute une liste de textes provenant de rencontres, colloques et forma-



tions. Le centre vient de lancer en plus un semestriel de réflexions, avec la volonté de faire se confronter les approches vertes des différents pays européens.

## Chemin faisant

Tifenn Hervouët et Frédéric Gana, de mars à septembre 2005, sont allés à la rencontre de plus de 80 paysans ayant une démarche originale en matière de respect de l'environnement et de la dignité humaine : agriculteurs bio, Amap, réseau semences paysannes, commerce équitable, etc. Ils ont accumulé les photos, les films, les témoignages et se proposent maintenant d'intervenir en milieu scolaire, associatif ou autre pour présenter le fruit de leur collecte. *Frédéric Gana et Tifenn Hervouët, tél : 06 09 42 49 73.*

## Projet SOL

Aujourd'hui la monnaie n'est pratiquement plus liée à un territoire et elle a perdu le sens de lien social qu'elle a pu avoir. Pour favoriser une circulation locale de la monnaie et redonner du sens à l'échange, le projet SOL envisage de créer une monnaie solidaire, que l'on peut convertir avec des euros (10 SOL pour un euro), mais que l'on ne peut faire circuler que dans des circuits locaux de l'économie solidaire. Le projet est né en 1999 avec des partenaires comme le Crédit coopéra-

## PARIS

## Festival du livre d'écologie

La quatrième édition du festival du livre et de la presse d'écologie se tiendra le dimanche 19 novembre de 11 h à 19 h au Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>, M<sup>o</sup>Anvers. Invité de l'année : Jean-Marie Pelt (conférence à 11h15), table-ronde sur les métiers de l'environnement (13h25), débat : de la marge à la mode, comment

la presse à découvre l'environnement (15h05), débat : déchets, y survivrons-nous ? (17h15). Entrée gratuite. Renseignement : *Festival du livre et de la presse d'écologie, maison des associations, Boite 9, 15, passage Ramey, 75018 Paris, tél : 08 71 37 10 93.*





## Habitat sain

■ **Belgique : 3<sup>e</sup> journée de l'éco-construction.** La troisième journée de l'éco-construction se tiendra à Namur le 23 novembre sur le thème : écoconstruction, un choix énergéthyque qui se mesure". Cette journée présentera les grilles d'évaluation des critères écologiques qui permettent des comparaisons entre les techniques, en particulier au niveau énergétique, et les manques qui existent encore pour pouvoir faire les comparaisons dans d'autres domaines. *Nature & Progrès, 520, rue de Dave, 5100 Jambes, tél : 081 30 36 90.*

■ **Loiret : Rendez-vous : la Terre.** Le centre *Rendez-vous : la Terre* est un centre de démonstration pour les particuliers, les petites entreprises, les petites communautés afin de connaître ce qui se fait dans les domaines de la maîtrise de l'énergie, de l'efficacité énergétique et de la gestion de l'eau. Dans un bâti ancien, le centre met en pratique les techniques disponibles : éolienne, modules photovoltaïques, panneaux solaires thermiques, chauffe-eau solaire, pompe à chaleur, bois-énergie pour l'appoint chauffage et la cuisine, équipements de traitement des eaux (grises et pluviales), traitement des déchets domestiques... *Rendez-vous : la Terre, Les Maisons Rouges, 45340 Boiscommun, tél : 02 38 33 82 14.*



Rendez-vous : la Terre.

■ **Rhône : habitat sain et empreinte écologique.** Une table-ronde sur ce sujet est organisée le mardi 14 novembre à 19 h à la MJC de Vaulx-en-Velin, animée par François Leroux et Aurélien Boutaud. Renseignements : *Oïkos, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 94 09 65.*

tif, la MACIF, Chèque-déjeuner, la Maïf et commence à être expérimenté dans trois régions : en Bretagne (à Rennes et Carhaix), dans le Nord (Lille) et en Ile-de-France (à Paris). Les frais initiaux sont pris en charge par les régions et le fonds Equal de l'Europe. Chaque utilisateur dispose d'une carte bancaire qu'il peut recharger en SOL. Pour en savoir plus : *Chèque Déjeuner, Jean-Philippe Poulnot, tél : 01 41 85 08 53 ou Celina Whitaker, projet SOL, tél : 06 88 10 43 37.*

## La guerre de la gratuité

Les multinationales ont des appuis certains parmi les législateurs. Un décret est paru qui, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006, "interdit de fournir, par quelque moyen que ce soit, les recettes de produits naturels non-homologués", le simple fait d'en parler peut être passible d'une peine maximale de 2 ans de prison et 75 000 € d'amende. Ainsi, les recettes



## Paris : errata

■ **One voice.** Dans la liste des médias, nous signalions *Noé*, la revue de l'association *One voice*. Celle-ci a déménagé son siège social à Nantes et la bonne adresse est : *Noé, One Voice, 23, rue du Chanoine-Poupard, BP 91923 Nantes cedex 3, tél : 02 51 83 18 10.*

■ **Vélo 15 et 7.** L'adresse a changé, c'est maintenant *68, rue des Cévennes, 75015 Paris, tél : 01 40 60 76 74. tél : 08 71 37 10 93.*

populaires et traditionnelles, qui appartiennent au bien commun de l'humanité se voient d'un seul coup criminalisées, les seules recettes autorisées étant celles fournies par le biais du commerce ! De nombreuses associations ont décidé de réagir et s'engagent à continuer à faire circuler ce genre de conseils gratuits avec des produits fournis gratuitement par la nature. Pour en savoir plus : *Les Amis de l'Ortie, Michèle Lesage, Les Broches, 27350 La Haye-de-Routot, tél : 02 32 57 35 74.*

## Agriculture bio

### ■ Consommation d'énergie.

Une étude nationale a été faite portant sur 463 fermes dont 101 bio, sur la production et la consommation d'énergie. Si les fermes bio consomment sans surprise presque deux fois moins d'énergie que les fermes conventionnelles, l'étude montre qu'elles sont cependant loin de pouvoir

faire face à une crise du pétrole lequel représente en moyenne 26% de leur consommation d'énergie. Ce sont les fermes qui font de la polyculture élevage qui sont les plus économes, les fermes faisant des grandes cultures en bio se rapprochant des fermes conventionnelles. Si les fermes bio consomment 20% de moins en moyenne d'électricité, cela représente quand même le deuxième poste avec 21,3% du total. Les économies proviennent pour une bonne part de l'élevage en plein air au lieu de l'élevage en confinement qui nécessite éclairage et chauffage. C'est au niveau de l'achat d'aliments que se fait une grosse différence : en étant plus complète dans ses cycles et donc plus autonome, la ferme bio consomme 3,6 fois moins d'énergie par le biais d'achats d'aliments. Au niveau des fertilisants, c'est le record : 11 fois moins de consommation, avec le refus des engrais chimiques très coûteux en énergie. Là aussi, la culture sur place de plantes qui enrichissent le sol en azote est un facteur important

## espéranto

■ **L'espéranto, langue de l'Europe ?** En septembre 2005, le Haut conseil de l'évaluation de l'école, qui dépend du ministère de l'éducation, a publié un rapport sur "l'enseignement des langues étrangères comme politique publique. Il évoque l'évolution des langues en Europe et propose trois solutions : le maintien du plurilinguisme actuel, avec un roulement des langues dans les rapports européens, selon les présidences, situation actuelle qui coûte extrêmement cher ; soit le tout à l'anglais, d'un coût élevé et qui favorise une nation au détriment des autres ; ou l'espéranto, qui ne nécessiterait qu'un faible coût, favorise l'équité, est d'une grande précision, rapide d'apprentissage et protège les langues maternelles. Le rapport conclut "il faut que les pays d'Europe l'appliquent et que les mentalités l'acceptent (... ) on nous a bien imposé l'Euro, pourquoi pas l'espéranto". Depuis les espérantistes demandent comme première mesure l'enseignement de l'espéranto dans les lycées avec possibilité de le choisir comme une langue au baccalauréat.

■ **Hymne en espéranto.** C'est sans doute passé complètement inaperçu des médias, mais lors du récent match de coupe du monde France-Brésil, l'hymne brésilien a été chanté en espéranto.

■ **Allemagne : la ville-espéranto.** Le 11 juillet 2006, la ville de Herzberg-am-Harz a voté à l'unanimité des quatre partis représentés au conseil municipal moins trois abstentions, le rajout au nom de la commune de "die Esperanto-Stadt", "la ville-espéranto". La commune a indiqué vouloir engager des jumelages avec des communes d'autres pays, les correspondances se faisant en espéranto. La ville édite ses documents en allemand et espéranto et offre à ses habitants des cours gratuits d'espéranto ainsi que différentes activités culturelles. (*Espéranto-info, septembre 2006*)





d'autonomie énergétique. La bio résistera donc mieux à la crise prévisible de l'énergie, mais n'y échappera sans

doute pas. (*Symbiose, juin 2006*)

### ■ Lutte contre les pesticides.

Une étude financée par l'agence de l'environnement des Etats-Unis conclut que l'alimentation bio provoque une chute importante de la présence des pesticides organophosphorés dans les urines des enfants : en deux semaines d'alimentation bio, la chute de deux pesticides a été diminuée d'un facteur cinq, la reprise d'une alimentation chimiquant provoquant un retour aux taux antérieurs. L'étude a également montré que les enfants de ceux qui pulvérisent des pesticides sont les plus exposés et présentent les taux les plus élevés. Au moment des pulvérisations, les taux relevés chez des enfants d'agriculteurs sont de 50 fois plus élevés que des enfants éloignés des cultures. (*Corabio, 7 novembre 2005*)

### ■ Bois raméal fragmenté.

Après une coupe de bois ou une taille d'arbre, ne détruisez pas

des morceaux de bois va lentement permettre de remonter le taux de matière organique du sol comme cela se passe naturellement dans une forêt. Entre-temps, cela aide à chauffer le sol au printemps, à limiter l'évaporation de l'eau, à stabiliser l'acidité du sol, à lutter contre le ruissellement et l'érosion. Cet enrichissement en lignine permet d'enrichir la diversité des bactéries puis des insectes, diminuant le risque de maladies.

■ **Les faux discours du gouvernement.** Le gouvernement limite actuellement les aides à l'agriculture biologique... en faisant référence aux contraintes européennes. Or, la FNAB, Fédération nationale de l'agriculture biologique relève que les directives encadrant la PAC, (politique agricole commune) laisse à chaque Etat la possibilité de "moduler" les aides en accordant une surprime aux agricultures durables — donc entre autres pour la bio — à hauteur de 20% du budget. Cela laisse une énorme marge de progression pour les aides, à condition évidemment de vouloir lutter contre "la maison qui brûle".

## SEINE-SAINT-DENIS

### La Cathode

Depuis 20 ans, la Cathode réalise un travail important d'ateliers de réalisations de films dans les quartiers de la région parisienne. À partir de ce travail de terrain, elle développe une production de documentaires pour la télévision et les réseaux associatifs. Elle a réalisé une trentaine de films dans la collection *Un film pour en parler* qui aborde des thèmes comme l'alcoolémie,

les tentatives de suicide, les grossesses des adolescentes, les relations parents-ados, les violences faites aux femmes, les gens du voyage, la séparation du couple, le commerce équitable... Elle diffuse également des films plus engagés comme *On n'est pas des steacks hachés* qui raconte la

### Quinzaine de l'économie solidaire

La deuxième Quinzaine de l'économie solidaire se déroulera du 11 au 26 novembre. Plus de cent animations permettront de découvrir les acteurs de cette économie solidaire. De nombreuses journées portes ouvertes dans des entreprises ou des lieux alternatifs, et des rencontres regroupant les acteurs par département. En **Ariège**, le samedi 18 novembre à la Tour-de-Crieu, salle de Cassière, stands et tables-rondes sur "entreprendre en économie solidaire", "mobilité et emploi", "consommation responsable". En **Aveyron**, le samedi 25 novembre, à Sébazac, 1<sup>er</sup> forum aveyronnais de l'économie solidaire, avec 32 conférences et plus de 60 stands. En **Haute-Garonne**, le dimanche 19 novembre à l'Uzine Autre sens, à Mazières-sur-Salat, 1<sup>re</sup> journée de l'économie solidaire dans le Comminges. Dans le **Gers**, au Relais Gascon, à Puycasquier, le dimanche 12 novembre, journée de l'économie solidaire ; le samedi 18 novembre à la salle des fêtes de l'Isle-Arné, présentation d'un projet de quartier en éco-construction. Dans le **Lot**, débat et présentation des initiatives toute la quinzaine sur Radio Antenne d'Oc. Samedi 18 novembre à la bourse du travail de Cahors, 2e forum lotois de l'économie solidaire, nombreux stands et débats. Dans les **Hautes-Pyrénées**, le vendredi 24 novembre à partir de 18h30 au Conservatoire de Tarbes, présentation des différentes formes d'économie solidaire et des initiatives locales. Dans le **Tarn**, nombreux débats décentralisés. Dans le **Tarn-et-Garonne**, Vendredi 17 novembre à partir de 19h à la salle de l'ancien collège à Montauban, rencontres et témoignages d'initiatives du département... que l'on retrouve le samedi 18 novembre à Emmaüs de Ville-Dieu-du-Temple pour une journée avec stands et tables-rondes sur le commerce international, les cantines bio, le concept d'éco-hameau, les énergies renouvelables, le recyclage...

Le programme détaillé se trouve sur le site de l'agence pour le développement et la promotion de l'économie solidaire en Midi-Pyrénées : [www.adepes.org](http://www.adepes.org).



### Vive les figues

Danielle Batard s'est découverte une passion pour les figues. Elle les cultive en bio et propose des dégustations en saison, propose des recettes avec des figues dans tous les plats, de l'entrée au dessert. Elle commercialise différents produits à base de figues. On se délecte en lui rendant visite : *Danielle Batard, 19, rue de la Coutibe, 66540 Baho, tél : 04 68 92 99 53.*

le petit bois : il peut constituer un excellent apport pour votre jardin. Ce petit bois provenant des rameaux (moins de 3 cm de diamètre), comprenant moins de 20% de résineux, peut être fragmenté et utilisé comme couche sur le sol à raison de 5 à 25 litres par m2. La désagrégation

grève pendant 115 jours d'employés de MacDo... Des films pour animer vos soirées militantes. *La Cathode, 119, rue Pierre-Sémard, 93000 Bobigny, tél : 01 48 30 81 60.*

## AIX-LES-BAINS

### Terre du ciel

Le 18<sup>e</sup> forum Terre du ciel Laura pour thème cette année "L'amour, cœur de la vie, bâtir une civilisation de l'amour". Il se tiendra les 3, 4 et 5 novembre au centre des congrès d'Aix-les-Bains. Parmi les intervenants : Jean-Marie Pelt, Christiane Singer, Pierre Rabhi, Rajagopal... Programme complet : *Terre du ciel, BP 1094, 69202 Lyon cedex 01, tél : 03 85 60 40 33.*

## DIJON

### Vélocampus

Vélocampus est une nouvelle association de prêt de vélos aux étudiant-e-s, avec un local pour les petites réparations. Elle s'appuie sur des expériences antérieures qui existent déjà à Aix, Nantes, Saint-Etienne et Poitiers. *Vélocampus, Maison de l'étudiant, BP 27877, 21078 Dijon.*

## LILLE

### Le paradoxe indien

La compagnie des Tambours battants présente, avec le soutien de la Maison de la nature et de l'en-



LOZÈRE

## Bois 2 mains

**B**ois 2 mains est une SCIC créée en 2002 par une dizaine d'amis, amoureux des Cévennes. Il s'agit de travailler ensemble et de remettre en valeur une filière bois dans une région désertifiée. Les interventions en forêt (abattage, débardage, sciage, élagage...) se font dans le respect du milieu pour une régénération ou une requalification rapide des parcelles. Elle a également développé une activité de restauration et de construction d'habitat traditionnel cévenol (charpente, plancher, construction, maçonnerie et pierre sèche). La priorité est donnée aux matériaux sains et écologiques. Une douzaine de personnes y travaillent, avec le soutien d'une vingtaine de personnes. La volonté est de rester une structure ouverte et accueillante pour des personnes en difficultés ou non, désireuses de partager son expérience. Bois 2 mains fait partie du réseau Repas, Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires. *Bois 2 mains, Muriel Saiz et Jean-Luc Mathieu, Le Fresquet, 48240 Saint-Frézal-de-Ventalon, tél : 04 66 45 44 92.*

vironnement, d'EDA et de Greenpeace, un spectacle intitulé "Le paradoxe indien", le jeudi 23 et le vendredi 24 novembre à 20h30 à la Maison Folie de Moulins, rue d'Arras. Le spectacle présente Bollywood, le tandoori au poulet, les catastrophes industrielles, le pillage des ressources naturelles, les paradoxes d'un pays à la fois progressiste et rétrograde, traditionnel et en pleine mondialisation.

Renseignements à la MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02.

VENDÉE

## Libera Verda

Libera Verda est une association dont le but est la diffusion de pratiques respectueuses de l'environnement et des humains. Elle diffuse une petite feuille d'infos, donne des infos sur le compostage individuel, organise des réunions sur les éco-gestes, le jardin naturel, fait des sorties nature sur des thèmes comme l'ortie, les insectes, les plantes médicinales... Afin de mettre en place un jardin collectif biologique et pédagogique, l'association cherche des renforts dans le département. *Libera Verda, 1, rue du Pijouit, 85140 Les Essarts, tél : 06 26 23 72 66.*

BORDEAUX,  
TOULOUSE

## Cosmétiques naturels

L'association l'Ortie organise des stages pour apprendre à fabriquer soi-même ses cosmétiques

naturels à partir de plantes. Cela se passe près de Toulouse le week-end du 11 et 12 novembre ; près de Bordeaux, le week-end du 18 et 19 novembre. Renseignements : *L'Ortie, 40, rue Lacanau, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 94 53 10.*

TOULOUSE

## Education et prospective

Le Grep, Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective, propose tout au long de l'année des soirées-débats autour de thèmes très larges. Citons-en quelques-uns : l'économie entre science, empirisme et idéologie (18 novembre), du consommateur au consommateur-citoyen (7 février), chômage, des secrets bien gardés (26 avril)... *Grep, 5, rue des Gestes, BP 71340, 31013 Toulouse cedex 6, tél : 05 61 13 60 61.*

AVIGNON

## Théâtre des Carmes

Le théâtre des Carmes est un lieu ouvert à la création culturelle engagée. Dans la programmation de cette année, on note par exemple "Opération y'a bon bwana, positif, positif", une pièce d'André Benedetto sous-titrée "ô clandestins, bienvenue chez vos ancêtres les gaulois", les 8, 9, 10, 15, 16 et 17 décembre. Programme complet : *Théâtre des Carmes, 6, place des Carmes, 84000 Avignon, tél : 04 90 82 20 47.*

## Fêtes, foires, salons

(le signe \* indique que Silence est présent)

- \* **Paris : Marjolaine.** Du 3 au 12 novembre, au parc floral de Paris, bois de Vincennes. 500 exposants, nombreuses conférences et ateliers. Vendredi 3 : Itinéraire bio en Ile-de-France (14h), Chemin faisant, agriculture durable (16h). Samedi 4 : les nouveaux circuits de financement (14 h). Dimanche 5 : mondialité et désir d'humanité (14h), alliance des ONG pour la planète (16h). Lundi 6 : sans la nature, pas de société (14h), la nature, une société savante (16h). Mercredi 8 : écologie et santé (14h), l'homéopathie, histoire contrariée (16h). Jeudi 9 : Sauver l'eau avec la bio (14h), qu'est-ce qui bloque l'impératif écologique (16h). Vendredi 10 : les paysans au cœur de nos sociétés (14h), semences, danger de spoliation (16h), alerte au vivant (19h). Samedi 11 : Le modèle libéral actuel, une fatalité (14h), gare à la dérive sécuritaire (16h). Dimanche 12 : la bio, une passion à partager (14h), le commerce équitable (16h). Programme complet : *Spas, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*
- \* **Jura : Humeur bio.** 4 et 5 novembre à Longchaumois, dans un espace couvert et chauffé. Soirée conviviale le samedi soir avec pique-nique et restauration sur place. Thème de l'année : le jardinage bio. *Humeur bio, 12, rue de la Poyat, 39200 Saint-Claude, tél : 03 84 60 69 34.*
- **Nantes : 3<sup>e</sup> salon de l'habitat sain et des énergies renouvelables,** 10 au 12 novembre, parc des expositions de la Beaujoire, une centaine d'exposants. *Expo Nantes Atlantique, parc des expositions de la Beaujoire, route de Saint-Joseph, 44300 Nantes, tél : 02 40 52 08 11.*
- **Ardèche : fête des fruits retrouvés.** 11 et 12 novembre à Ucel, espace Deydier. *L'Œil dormant, Le Barre, 07140 Malbosc, tél : 04 75 36 90 36.*
- **Rhône : 9<sup>e</sup> salon de l'édition indépendante.** 17 au 19 novembre à Grigny. Thème de l'année : "Libérer, résister". Dans le cadre du festival *De l'écrit à l'écran. Espace Pandora, 7, place de la Paix, 69200 Vénissieux, tél : 04 72 50 14 78.*
- **Lyon : 5<sup>e</sup> Vivez nature.** 17 au 20 novembre, à Eurexpo-Lyon, 275 exposants, conférences, ateliers. *Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.*
- **Paris : 24<sup>e</sup> Festival international du film d'environnement.** Du 22 au 28 novembre, sous le parrainage de Yann Arthus-Bertrand, au cinéma la Pagode, 57 bis, rue de Babylone. Trois sections : documentaires, fictions et courts-métrages. Programme : *Festival international du film d'environnement, direction de la communication, région Ile-de-France, 35, boulevard des Invalides, 75007 Paris, tél : 01 53 85 67 94.*
- **Rhône : 20<sup>e</sup> Science et cinéma.** Du 23 novembre au 3 décembre, au théâtre de la Renaissance à Oullins (sud de Lyon). 107 films présentés. *MJC, 10, rue Orcel, BP 120, 69923 Oullins cedex, tél : 04 72 39 74 93.*
- **Lille : 6<sup>e</sup> salon du bien-être.** 24 au 26 novembre au Grand-Palais. Bio, santé, habitat sain, environnement, tourisme vert, jardinage... Une centaine d'exposants. *Xpo conseil, 8, rue de Lattre-de-Tassigny, 59000 Lille, tél : 03 20 57 75 78.*
- \* **Gard : 20<sup>e</sup> Journée de l'arbre, de la plante et du fruit.** 25 et 26 novembre à Saint-Jean-du-Gard, espace Paulhan. Vendredi 24 : conférence à 20h30 : quelles variétés fruitières pour une arboriculture écologique et les jardiniers amateurs. 150 exposants. *Les Dimanches verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 32 18.*
- **Grenoble : 20<sup>e</sup> Naturissima.** 25 novembre au 3 décembre, à Alpexpo. 200 exposants. Thèmes de l'année : les transports propres, l'éco-habitat, les énergies renouvelables. *Alpexpo, avenue d'Innsbruck, BP 2408, 38034 Grenoble cedex 2, tél : 04 76 39 66 00.*
- **Paris : 3<sup>e</sup> Bâtir écologique.** 1<sup>er</sup> au 3 décembre à la Cité des sciences et de l'industrie. Une centaine d'exposants, une douzaine de conférences. *Caseat, 101, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, tél : 01 45 55 71 50.*

# Rencontre des Ami-e-s de Silence

Pour la quatrième fois, les lecteurs de Silence ont pu se rencontrer cet été, sur la ferme La Terre, dans le Lot. L'occasion de nombreux échanges en direct sans passer par votre média préféré. Impression d'un des nombreux participants.

C'était "repaissant" et apaisant de découvrir La Terre dans le Lot avec ce retour aux sources qu'est la reconstitution d'une tribu de l'humanité, le renouveau du sens de la communauté avec le partage quotidien des tâches, l'écoute des expériences dures ou réjouissantes des uns et des autres, des moments de détente et de fête, enfin l'échange de savoirs, savoirs-vivre et de chaleur humaine dans des ateliers.



Fabrication de papier recyclé.

## Des ateliers pour tous les goûts

Il y en avait un paquet d'ateliers pour savoir comment fabriquer un mur en bottes de foin, comment armer une dalle avec du bambou, comment fabriquer son dentifrice à base d'argile et d'huile essentielle, comment pratiquer l'agriculture sans arrosage, mais aussi pour savoir mieux masser les pieds, exprimer sa tendresse, faire du théâtre-forum (qui permet de mieux comprendre des problèmes et de communiquer), chanter, danser (aussi

se balancer dans les arbres), improviser danse et musique ensemble, créer du land art, dénicher nos féroces tendances compétitives inconscientes, apprendre la guitare, communiquer de manière plus efficace par l'écoute active et l'affirmation de soi, faire de la co-écoute, faire son clown (certains ne verront jamais plus des nou-nours ou des blaireaux de rasage de la même manière qu'avant...), faire du yoga et du qi gong, j'en passe et des meilleures.

Même les tâches quotidiennes nous apprenaient des tas de choses : sur la fabrication du pain, l'économat pour 200 personnes, les recettes végétariennes, les toilettes sèches. Un très drôle anarchiste des banlieues m'a rappelé comment ne pas me faire mal au dos en portant l'eau, un sympathique étudiant m'a exposé les dessous de la lutte anti-CPE pendant que nous nettoyions des toilettes et m'a entretenu du langage gestuel des Amérindiens. Et les assemblées générales quotidiennes étaient une école de démocratie, de prise de parole, avec des pratiques admirables d'écoute et de gestion de la parole, mais aussi des exemples des tentations de la domination par la parole, les jugements portés sur les autres, et la difficulté humaine de juger de l'opportunité d'une



Anouk Cartignies



Four à pain et petits mitrons.

intervention : est-ce utile, nécessaire ou est-ce seulement la recherche d'une valorisation de soi ou d'envie d'exister à travers la critique systématique ?

Il y avait du théâtre itinérant sur le monde rural, un documentaire sur des gens qui cherchent à sortir de la société de croissance, du travail et de la propriété, des groupes de musique et des danses folkloriques, un concert dans le forêt avec des chansons à textes la nuit de la pleine lune (bon, on s'est caillé un peu, et on ne voyait pas grande chose, mais...), et des balades pour aller voir un dolmen, pour nager, pour cueillir des plantes sauvages.

## Des questions multiples

Il y avait également des débats sur les limites à imposer pour les inscriptions, vu le nombre croissant de participants chaque année, l'acceptabilité des interventions extérieures, surtout sans l'accord de l'AG, sur la place de la télé dans une telle rencontre (même si peu de monde a contesté l'intérêt certain des documents diffusés), sur les limites imposées à la convivialité par la pénurie de places assises et d'endroit pour poser des assiettes pendant les repas, sur l'absence d'une action non-violente vers l'extérieur cette année et sur l'absence d'ateliers pour développer de telles actions politiques, sur la sous-représentation de certaines minorités ethniques dans ces rencontres, sur l'opportunité d'accepter le naturisme lors



Ce n'est pas la danse de la pluie, mais du soleil...

des prochaines rencontres, sur la déscolarisation et le changement de l'école, sur une offre considérée un peu en deçà des attentes en termes de spiritualité.

## ... Et ma vision des choses

Dans le détail, pour les inscriptions, 80% ont été faites après la date limite, ce qui impose une surcharge de travail pour les organisateurs qui hésitaient à refuser tant de monde. Cependant, dans un monde où on veut que chacun soit responsable, il ne me semble pas déplacé de poser des limites et de dire aux retardataires, "eh bien tant pis pour vous" et de donner les coordonnées exactes du lieu seulement aux inscrits. Car ne pas savoir dire "non", ouvre la porte à tous les abus. J'ai discuté avec des clandestins qui sont venus, sans s'inscrire, sans payer et qui ont mangé aux frais des autres : choisir de laisser venir certains qui ont demandé de l'aide ouvertement c'est peut-être une façon d'aider des personnes sans moyens, mais à ne pas poser de limites, la gestion risque de devenir impossible et de décourager les volontaires.

Concernant les minorités sous-représentées dans ces rencontres, elles le sont aussi probablement dans les abonnés de Silence qui ne traite pas beaucoup leurs préoccupations majeures et qui emploie souvent un langage assez universitaire qui accroche peu les classes sociales populaires en général. A voir si cela peut évoluer.

Concernant l'action non-violente, animer un atelier sur ce thème demande un niveau de confiance et d'expérience élevé que peu osent prétendre posséder ; un cercle de discussion sur ces thèmes serait peut-être plus facile à organiser.

Sur le naturisme, il me semble que les Ami(e)s de Silence auraient intérêt à y réfléchir sérieusement. Même s'il y a toujours le risque des exhibitionnistes et des voyeurs, il n'en est pas moins vrai que le tabou autour du corps empêche l'émancipation, sépare le corps de l'esprit, interdit le plaisir, et livre les gens aux manipulations médiatiques et commerciales qui exploitent l'obsession qui en résulte.

A propos de la déscolarisation, plusieurs personnes ont exprimé leur malaise sur les propos virulents et catégoriques entendus lors de cet atelier, particulièrement difficiles à supporter pour ceux qui se donnent à fond pour faire évoluer le système. Je comprends la frustration ressentie par ceux et celles qui voudraient savoir plus sur la façon dont déscolariser leurs enfants, face à la souffrance et la manipulation dont les enfants peuvent être victimes dans les établissements scolaires, et j'ai bien vu qu'ils/qu'elles n'ont pas aimé qu'une partie importante du



Musique dans le vent.

temps de l'atelier soit consacré au débat sur la manière dont radicalement transformer l'institution scolaire. Cependant, je crois que la société entière va droit dans le mur à courte échéance si les gens les plus conscients de ce qui s'y passe si mal se désintéressent et se retirent et ne font plus rien pour bouleverser cette institution. Si tous les écolos boycottent l'école, les 96 % de la population restante subiront l'école et nous en subissons tous les conséquences planétaires, avec nos enfants en première ligne.

Une offre pauvre en spiritualité ? Souvent on cherche des pratiques, des rites, des méthodes, des formules pour



Réfection d'un four à pain..

avancer sur ce chemin, mais je me méfie de tout ce qui est métaphysique et non-accessible sauf aux "initiés", car j'ai souvent constaté que cela relève uniquement de l'imaginaire et de l'autosuggestion. Comme le philosophe indien Krishna-murti et des moines zen, parmi d'autres, l'ont observé, le savoir et le langage sont des pièges qui ont tendance à nous faire chercher les complications pour une spiritualité "ailleurs" alors que c'est seulement ici et maintenant à l'intérieur de nous, à chaque instant, par nos relations et notre conscience que nous pouvons vivre une spiritualité. J'ai trouvé les contacts humains de ces rencontres exceptionnellement riches en termes spirituels.

## A l'année prochaine

Voici pour ma petite vision étriquée de la chose. C'était court cette semaine si riche en partage (mais certains, libres avant, ont pu partager la semaine de mise en place aussi...) et le tissage de relations parmi 200 personnes est resté plus lâche que dans une tribu moins nombreuse, mais je recommencerais bien.

Gregg West ■

# Le Café du Soleil

Dans le Jura suisse, le Café du Soleil est un haut lieu de la musique alternative. Un projet culturel né dans les années 70 et qui a perduré jusqu'à aujourd'hui.

Marie Clem's

Après l'euphorie des années qui ont suivi mai 68 et les manifestations dans tous les sens pour revendiquer un autre modèle de société, la vague culturelle enfle dans les années 70. Le besoin de plus en plus fort de ne pas attendre le Grand soir pour se lancer dans une telle société fait se multiplier les projets alternatifs. A Saignelégier, petite commune de 2000 habitants perchée dans le Jura suisse, tout commence à l'école quand un enseignant propose à ses élèves de réaliser une exposition sur les peintres de la région. Six mois de contacts divers et d'intenses moments de convivialité, de rencontres avec des artistes. Le résultat donne envie à un groupe d'élèves de poursuivre l'expérience. Lorsqu'à l'automne 1979, le Café du Soleil, grande ferme de 2800 m<sup>2</sup>, datant de 1788, abritant un petit bistrot, rendez-vous intimiste du monde agricole, est mis en vente, ils sont six — moyenne d'âge 25 ans — à prendre contact avec la propriétaire pour lui proposer le rachat des lieux. Une société anonyme "Le Soleil vert" est mise en place pour réunir les fonds (50 000 FS de l'époque). Ses statuts précisent : "La société Soleil Vert a pour but de promouvoir un lieu de rencontre, d'animation régionale, d'échange d'idées et d'entraide sous toutes formes possibles, spécialement en relation avec la vie des Franches-Montagnes". Les Franches-Montagnes correspondent aux communes voisines.(1)

Ils sont six au départ de cette aventure. Le plus âgé est Gilles Fleury, l'enseignant, un ancien étudiant du CIDOC, le centre interculturel mexicain de recherche créé par Ivan Illich. Il dispose donc d'une bonne formation sur la convivialité, l'autonomie, les dynamiques solidaires, l'entraide... Ruth Wenger, autre enseignante, a participé à la mise en place de l'exposition artistique. Kurt Stücheli,

milite au sein des mouvements autogestionnaires suisses alémaniques. Péan Rebetez, enseignant, est passionné d'écologie. François Noirat, électricien, né dans le village, milite pour l'indépendance du Jura. Ces trois derniers sortent de prison après avoir été condamnés pour avoir refusé de faire leur service militaire. Brigitte Müller, après de longs voyages en Amérique du Sud, rejoint le groupe après un coup de foudre pour la région.

## Tout commence par des travaux

Tout est à faire, et l'aspect matériel des choses, pour important qu'il soit, ne recouvre qu'une partie de l'entreprise. Il faut penser la maison, l'outil, ses exigences, ses finalités, son fonctionnement, ses prestations, les besoins qu'il doit couvrir. Partagés entre piochards, truelles, pinces, pinceaux, ciseaux et crayons, chacun, au prix souvent de sa vie privée, invente, dessine les espaces culturels et physiques et les construit.

Parallèlement aux travaux, de nombreux textes sont écrits pour essayer de définir ce que peut être un projet culturel autogéré.

Ils écrivent en 1981 : "Le groupe d'étude qui se trouve à la base de la rédaction du présent travail se compose d'hommes et de femmes, travailleurs manuels et intellectuels, tous représentatifs, d'une manière ou d'une autre et partie prenante du mouvement social en émergence un peu partout et qui se caractérise par la volonté affirmée de la part des individus le constituant de se donner les moyens d'influer sur leur environnement en se donnant la possibilité de réaliser une société dans laquelle l'homme pourra exercer son indépendance et sa créativité, sera maître de sa propre vie.

Pour y parvenir, ces gens partagent la conviction qu'il est nécessaire et possible d'agir pour transformer radicalement leur environnement tant social, économique que politique. Ils ont donc conscience que le système dans lequel ils vivent empêche aujourd'hui la très grande majorité des individus d'accéder à une réelle émancipation, à une totale autonomie. (...) L'action culturelle entreprise se veut un 'outil' pour faire bouger la vie". Ils adoptent une charte contre la drogue "au nom de la liberté (et non des tabous). La drogue et les drogués, pensons-nous, sont directement liés au système actuel, comme le reflet l'est au miroir".

Ils définissent leur démarche artistique : "Le Soleil doit devenir un lieu dans lequel s'opère un mouvement actif d'innovation pour tenter de dégager une pensée, un art réellement nouveau (...) en rupture constructive avec le conformisme des pseudo avant-gardes dans lesquelles le sempiternel renouvellement des formes ne correspond plus à aucun besoin interne de l'art ou de la pensée, mais répond à un besoin externe, une production toujours plus grande et plus rapidement variée, exigée par la logique du marché de la 'Culture'. Le marché devenant la fin en soi de la production artistique".

Ils se fixent des objectifs sociaux : "Mettre à disposition d'un village, d'une région, un espace ouvert où l'analyse critique et la liberté prédominent, la liberté comprise comme une reconquête de l'autonomie de la personne et contribuer ainsi à celle de la région". L'organisation du travail est issue d'une assemblée générale qui se tient chaque lundi. Les décisions doivent être prises à l'unanimité. En cas de désaccord, la décision est repous-

(1) Le nom résulte de l'histoire locale : c'est un ancien plateau donné par l'Evêché de Bâle à des paysans qui l'ont défriché et ont alors bénéficié d'une zone franche.

sée dans l'attente d'un compromis. Le salaire est égal pour tous, le pouvoir également.

Le bâtiment restauré propose, au rez-de-chaussée, un bar, une grande salle de restauration, une salle d'exposition, et à l'étage, des bureaux et des chambres pour accueillir des artistes en résidence. Elle comprend également un dortoir pour les randonneurs de passage. Avec le temps, d'autres salles de travail seront aménagées dans les étages, le bâtiment étant immense.

Au départ, cela part un peu dans tous les sens. Les premiers salariés, autres que les six premiers, sont tout autant enthousiastes et des projets de centre de documentation et de revue voient le jour, d'autres sont débattus mais restent dans les têtes (comme une bibliothèque-femmes). La créativité part dans tous les sens : cinéma, photo, théâtre, ateliers culturels les plus divers... mais aussi implication dans les campagnes politiques : soutien aux réfugiés, lutte contre le racisme,

an, soit environ l'équivalent des subventions actuellement perçues des institutions.

Les six membres fondateurs du Café vont être élus à la fin des années 80 au conseil municipal de Saignelégier, ce qui marquera un virage et la fin de la marginalisation du lieu. Outre les activités animées par le collectif du Café du Soleil, une quinzaine d'associations locales bénéficient de services et de locaux au sein du Café du Soleil.



Marie Clem's

## Marginalisation et reconnaissance

Le lieu ouvre le 21 juin 1980 avec un menu humoristique pastichant les drogues en vogue du moment. La cuisine est novatrice pour la commune : les produits sont biologiques provenant des producteurs locaux (2). Ces positions "révolutionnaires" leur permettent d'être en phase avec les mouvements alternatifs des grandes villes environnantes (3)... mais provoquent une grande défiance dans la commune. La fermeture d'un café voisin va leur permettre de récupérer une partie de la clientèle locale qui, peu à peu, va se mélanger avec une clientèle plus culturelle et politique venue de l'extérieur.

Le jazz contemporain sera l'une des premières activités pérennes du lieu. Il permettra d'asseoir la renommée du Café du Soleil. La galerie d'art contemporain complètera cette reconnaissance dans la presse spécialisée. Très rapidement sont mis en place des résidences d'écrivain, avec des concours de nouvelles sur différents thèmes.

me, maintien des emplois locaux, soutien à des luttes dans d'autres pays (Pologne, Nicaragua...). Le lieu s'abonne à de nombreuses revues qui sont mises en lecture libre dans le café.

Les années passent, le bouillonnement ne s'avère pas toujours rentable et en 1985, le déficit provoqué par la multitude de concerts n'est plus supportable. Jusqu'alors, l'ensemble des activités culturelles ont été menées sans aucune subvention. Un plan de redressement est alors adopté avec une baisse des salaires, un arrêt des concerts. Les incertitudes pèsent lourd et des fondateurs prennent leurs distances. Le projet est remis en discussion avec une ouverture du capital à d'autres personnes — une soixantaine initialement, une centaine aujourd'hui — et la mise en place d'un conseil d'administration plus formel. La SA Soleil Vert devient SA Café du Soleil. En 1992, les activités sont séparées : le café-hôtel-restaurant va fonctionner de manière autonome, mais en reversant 1 % de son chiffre d'affaires aux activités culturelles. Celles-ci vont alors devoir se gérer avec cette aide non-négligeable : 12000 € par

## Structuration et professionnalisme

L'égalité des salaires est abandonnée en 1992. Le nombre de salariés augmente jusqu'à 25 aujourd'hui, représentant 9 temps pleins, et certains ne souhaitent pas participer à la gestion collective du lieu. La grille des salaires est indexée sur la convention collective de la profession. Un conseil d'administration bénévole continue un temps à gérer l'ensemble, mais l'activité économique s'avère lourde et en 2000, un gérant des lieux est nommé. Les bénévoles se consacrent alors à animer la coordination culturelle qui rassemble aujourd'hui sept activités. Cette coordination ne compte qu'un seul salarié :

- Musiques en Franches-Montagnes,
- Galerie du Soleil,
- Atelier de dessin et de peinture,
- Atelier de littératures,
- les Matins classiques (musique classique)
- Paroles et musiques (chanson)
- Encore plus de Soleil.

Cette dernière activité est née en novembre 1996 pour concrétiser le projet de transformer l'ancien marché couvert de chevaux (4), voisin du Café du Soleil, en une salle de spectacle polyvalente. Il a fallu réunir près de 300 000 €. Cette nouvelle salle de 135 m<sup>2</sup> a ouvert en 2001. Cette initiative a permis un renouvellement de génération, la salle étant gérée par des plus jeunes, plus tournés vers le rock et les musiques actuelles.

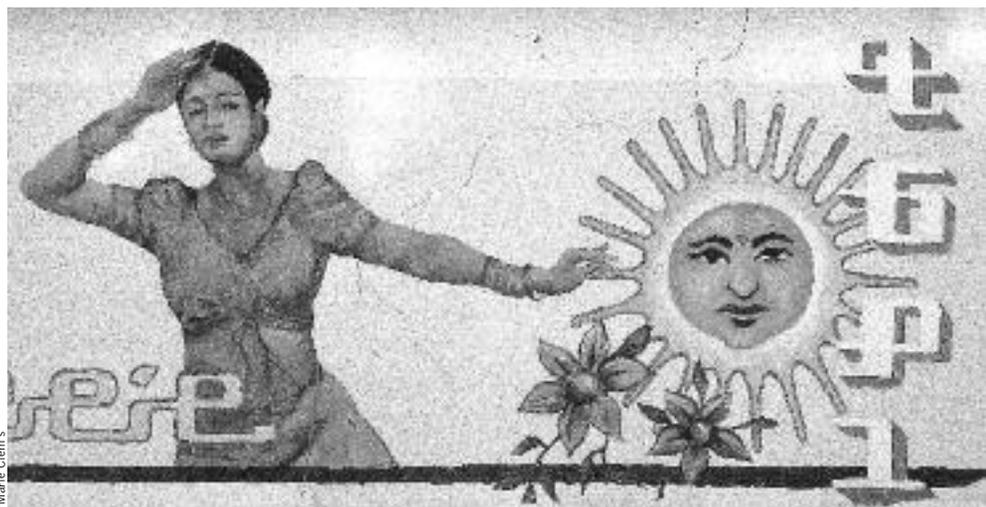
(2) La préférence sera toujours donnée au local avant le bio.

(3) Saignelégier est l'une des dernières communes francophones au nord du Jura suisse et les grandes villes voisines sont de langue allemande. Ils adhèrent donc au Netzwerk, un réseau des lieux autogérés, la plupart en Suisse alémanique. Ce réseau a disparu aujourd'hui.

(4) La spécialité de Saignelégier a longtemps été l'élevage de chevaux pour la boucherie mais aussi pour la cavalerie militaire.

Un concert est organisé chaque mois, en variant les styles. Le lieu est bien connu du milieu musical et ils reçoivent environ 25 demandes par mois, ce qui donne lieu à des sélections difficiles. Les musiciens sont payés au cachet, le public paie un prix raisonnable (10 à 15 €). Le fonctionnement en réseau permet d'avoir peu recours à la publicité, les subventions permettent de payer les droits d'auteurs.

La Galerie est animée par une commission d'une dizaine de personnes avec quatre-cinq artistes professionnels et quelques passionnés. Elle organise une dizaine d'expositions par an. Elle a beaucoup mis l'accent sur la "géopoétique", c'est-à-dire l'art lié au paysage et à la marche, ce qui englobe certaines formes de land-art. Aujourd'hui, elle est moins liée à un style. La peinture est prédominante, il y a un peu de photographie, de gravure, de graphisme, rarement des sculptures ou des installations. Celles-ci se font plutôt en extérieur, dans le cadre d'animations programmées au niveau de



Une fresque peinte à l'entrée du café.

Les résidences sont organisés avec de multiples réseaux. En lien avec Longo Mai (5), il a été possible de faire venir des artistes des pays de l'Europe de l'Est.

## Différences persistantes

Concrètement, le randonneur de passage remarquera sans doute l'abondante étagère de journaux engagés et pourra tomber sur une soirée politique comme récemment des débats sur la montée de l'UDC, droite populiste, en Suisse. Mais la forme alternative de l'organisation peut lui échapper.

Si la réalité économique a obligé à une plus grande rigueur, en particulier dans la gestion de l'hôtel-restaurant (qui comprend toujours un dortoir d'une dizaine de lits avec des nuitées parmi les moins chères de Suisse), l'équipe animatrice revendique toujours sa différence comme le rappelle avec humour ce petit texte mis sur son site internet :

"De nombreux points distancient le Soleil d'un centre culturel traditionnel. Son fonctionnement, son (non) subventionnement, son insertion dans le paysage humain. Au centre de tout se trouve le bistrot, avec ses histoires, ses bouffes, ses spleens, ses projets, ses dragues, ses errances, ses blasphèmes, ses rires, ses rognés, ses maladroites, ses engueulades, ses tendresses, ses surprises, ses émois, ses complots, ses accueils, ses concerts, ses retrouvailles, ses tableaux, ses tapages, ses bouquins, ses câlins, ses soucis, ses cendriers, ses journaux, ses paysans, ses distributions de primes, ses joueurs de cartes, ses blagues, ses désirs, ses regards, ses oublis, ses pourboires, ses torchons et ses serviettes, ses balais, son horloge, son pinard, ses vernissages, ses songes, ses sexes, ses têtes de veau vinaigrette, ses inhibitions, ses cueillettes de champi-

gnons, ses politiciens en campagne, son petit lard, ses critiques, ses chansons, ses bas résille, ses boeufferies, ses mégots, ses fermetures, ses cris d'enfants, ses gueules de bois, ses échanges, sa nicotine, l'air qui rentre des fenêtres, ses croissants, ses sourires, ses toux, ses déprimés, ses musiques, ses réfugiés, ses salades aux cervelas, ses cambures, ses adieux, ses abandons, ses affiches, ses gogues, ses bises, sa table ronde, ses confidences, ses plaques de neige sous les godasses, ses jurons, ses rendez-vous, ses désarrois, ses prises de gueule, ses amitiés, ses hoquets, ses gobelets de tiquets impayés, ses rubans dans les cheveux, ses mains qui tremblent, ses parapluies, ses copains qu'on retient, ses fourneaux, ses commandes, son couscous de la pleine lune, ses frémissements, ses erreurs, ses mini-jupes, ses barbes, ses bardes, ses caresses, sa buée sur les vitres, ses écrivains, ses méditations, ses polémiques, ses fêtes de solstices et de réveillons, les secrets de ses chambres, ses plats ethniques, ses promesses, ses cornichons, ses mensonges, ses nouvelles têtes, ses pieds de cochon, ses mains qui se cherchent, ses verres qui se vident, ses larmes, ses chiens, ses espoirs, ses copains, ses négoces, ses médisances, ses impatiences, ses chaises, ses solidarités, ses bordées, ses adieux, ses saxos, ses silences, ses attentes, ses libidos, ses pétitions, ses courants d'air, ses cuites, ses guitares, ses bretelles, ses mémoires, ses dérisions, ses admirations, ses combines, ses absences, ses crayons, ses complicités, ses paillasons, ses murmures, ses tamponnes, ses gâteaux, ses rêves, ses confidences, ses conseils, ses écharpes oubliées... Sa vie, quoi!"

Michel Bernard ■

Café du Soleil, Marché-concours 14, CH 2350 Saignelégier, tél : (0041) 32 951 16 88.

(5) Longo Mai a été présenté dans le numéro 305-306.



la commune. Pour les cent ans du cinéma, une exposition photo a été réalisée dans le train qui relie Saignelégier à la Chaux-de-Fonds. Cinquante artistes ont été sollicités avec comme contrainte de proposer un seul format de photo et de traiter du thème du cinéma.

Atelier dessin et de peinture est ouvert à tout âge, mais compte des horaires pour les plus jeunes (à partir de 14 ans) notamment ceux qui veulent faire ensuite une école des Beaux-Arts. Il y a trois professeurs professionnels et les cours du samedi matin sont suivis par 12 à 15 personnes. Une fois par mois, il y a un cours avec modèle vivant destiné à des personnes ayant déjà un bon niveau et qui viennent des communes voisines. Certains des élèves du cours sont devenus aujourd'hui des artistes renommés... et sont exposés dans la galerie.

# Réfractaires à la guerre d'Algérie, Comme un seul homme ...

«**P**arce qu'elle réfère à un passé encore présent pour beaucoup d'entre nous, la guerre d'Algérie garde encore, à bien des égards, ses mystères. Les voiles sur ces "événements" ne se soulèvent finalement que lorsque les langues de nos parents se délient. Mais il faut du temps, beaucoup de temps pour qu'ils nous livrent, lorsqu'ils le font, l'histoire vibrante, ardente et éprouvante de celui qu'elle a transcendé et souvent meurtri. Et c'est cette émotion qu'ils parviennent à cristalliser dans des mots qui jaillissent parfois au détour d'un repas de famille" (1). C'est ainsi que, plus de quarante ans après la fin de la guerre d'Algérie, un groupe d'anciens réfractaires et de solidaires ont décidé de témoigner à travers un site internet (2), un livre (3) et un film (4).

## Les réfractaires et solidaires

De tous ceux, divers, qui se sont opposés à la guerre d'Algérie (déserteurs, insoumis, exilés, anarchistes, anti-colonialistes, ou ayant refusé d'obéir), il est impossible de connaître le nombre exact, qui doit approcher les 400. Parmi eux, ceux qu'on appelle les "réfractaires et solidaires" sont des militants de l'Action civique non violente (ACNV), association dont le slogan est alors "Essayons la paix" ! De fin 1959 à fin 1963, ces femmes et ces hommes protestent contre la torture en Algérie et l'existence des camps d'assignation à résidence, dans lesquels le pouvoir français de l'époque enferme un grand nombre d'Algériens, de façon arbitraire. Ces mêmes personnes se solidarisent avec les jeunes hommes qui refusent de participer à la guerre d'Algérie, organisent avec eux leur résistance et, pour transformer leur

refus en proposition constructive, se portent volontaires pour des chantiers de service civil en Algérie.

## Le choix de la désobéissance civile

Leur histoire est pratiquement méconnue. Ils sont insoumis, réfractaires, dans une démarche d'abord individuelle, puis groupés pour une action commune, non-violente, sans dogme, dans l'évidence que la seule obéissance possible est à leur conscience, et qu'il devient obligatoire pour eux de désobéir à la loi. La plupart d'entre eux le paieront d'années de prison, parfois jusqu'en 1963, date à laquelle fut adopté le statut d'objecteur de conscience.

Aujourd'hui, ils ont décidé ensemble de se raconter et de témoigner de leur choix de la désobéissance civile, cette "forme d'action non-violente par laquelle des citoyens, ouvertement et délibérément, transgressent de manière concertée une (ou plusieurs) loi (décret, règlement, ordre émanant d'une autorité légale) en vigueur, dans le but d'exercer soit directement soit indirectement (par l'appel à l'opinion publique) une pression sur le législateur ou sur le pouvoir politique, pression visant soit la modification de la loi transgressée soit la modification d'une décision politique, soit même — très exceptionnellement — le renversement de ce pouvoir" (5).

## Comme un seul homme

Le titre du film évoque la parade employée par les militants de l'ACNV lors de l'arrestation des réfractaires. L'action consistait pour ces militants à adopter l'identité du réfractaire recherché. A la demande des gendarmes venant arrêter celui qui avait refusé l'incorporation, ils répondaient tous être celui-ci. Sans papiers d'identité sur eux, ils partageaient alors avec le réfractaire son arrestation, son emprisonnement et ne le quittaient que contraints et forcés, lorsque les autorités avaient enfin déniché le "bon" parmi les "mauvais".



Le film est une série d'interviews pratiquées aujourd'hui, confrontées à des photos d'hier, photos de famille ou coupures de presse illustrant bien le climat et les actions de cette époque. Il permet de découvrir à la fois le contexte historique et les raisons philosophiques de cet engagement. Il donne la parole aux anciens réfractaires mais aussi aux acteurs des réseaux de soutien, sans lesquels l'action n'aurait pas abouti. Récits, témoignages, archives et analyses font le lien entre une situation passée et l'actualité de la désobéissance civile.

Elsa Joyeux-Bouillon ■

(1) Djaouida Sehili, in *Réfractaires à la guerre d'Algérie*, Erica Fraters, 2005, Editions Syllepse (post-face).

(2) [www.refractairesnonviolentsalgerie1959a63.org](http://www.refractairesnonviolentsalgerie1959a63.org)

(3) *Réfractaires à la guerre d'Algérie*, Erica Fraters (anagramme du mot "réfractaires"), 2005, Editions Syllepse.

(4) *Comme un seul homme*, réalisé par François Chouquet (voir le site ci-dessus pour en savoir plus sur sa diffusion).

(5) Christian Mellon in *Alternatives Non Violentes*, La désobéissance civile, n°108, automne 1998, 64 p., page 8.

Non-violence XXI a soutenu financièrement la création de ce film. Non-violence XXI est un fonds associatif entièrement dédié au financement d'une culture de non-violence, notamment dans les actions citoyennes, militantes, politiques, etc.

Non-Violence XXI soutient la non-violence ; soutenez Non-Violence XXI en faisant un don !

114 rue de Vaugirard 75006 Paris – 01.45.48.37.62  
contact@nonviolence21.com  
<http://www.nonviolence21.com>



## Sans-papiers N'importe quoi !

Sarkozy ayant fixé des objectifs d'expulsion annuels en constante hausse, il est de plus en plus dur pour les préfetures de respecter ces quotas. Dans l'affaire de la régularisation des parents sans-papiers, soutenus par le Réseau éducation sans frontière, on assiste ainsi à des régularisations ici alors que le même dossier est refusé ailleurs. Pour RESF, ce sont les plus rapides à remettre



avoir assisté, début septembre, dans une gare de Paris à un contrôle concernant uniquement des Asiatiques. Explication selon le GISTI : un charter était prévu pour l'Afghanistan et il fallait trouver des Afghans à expulser pour rentabiliser le coût de l'avion ! Sarkozy avait promis "la tolérance zéro", c'est surtout le "n'importe quoi".

## Presse quotidienne en difficulté (2)

A tous ceux qui s'étonnent de voir ou d'entendre Sarkozy monopoliser les médias, à la limite du despotisme, cette petite phrase qu'il a déclarée devrait leur ouvrir les yeux : "j'ai tous les patrons de presse avec moi" (*Le Canard Enchaîné* du 18 mai 2005. Et la grande presse de s'étonner d'être en difficulté !

## Nano- technologies

■ **Minatéc : sécurité prise en défaut.** Début septembre, des pirates ont réussi à se procurer les plans et consignes de sécurité du site de nanotechnologies de Grenoble et à le mettre en ligne sur Internet. Réaction des autorités militaires : c'est regrettable.

■ **Des élus courageux !** Alors que le site de Minatéc a été inauguré le 1<sup>er</sup> juin 2006, les élus Verts et alternatifs viennent de demander, début septembre, un moratoire sur Minatéc ! Jusque-là, ces élus avaient suivi les recommandations de la majorité socialiste que ce soit au niveau municipal ou départemental... alors que le projet est sujet à une contestation locale depuis sept ans !

## Loueurs racistes

La Halde, Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité a réalisé un *testing* en répondant à 126 annonces immobilières de 120 agences en Ile-de-France, à Lille et à Nice. Résultat sans réelle surprise : les agences filtrent les rendez-vous selon le nom et les accents : des différences de traitements apparaissent dès le premier coup de fil (44% en Ile-de-France, 32% à Nice, 15% à Lille). Après un premier entretien, 35% des candidats de référence obtiennent un rendez-vous contre seulement 20% de ceux d'origine maghrébi-

## Presse quotidienne en difficulté (1)

Le *Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *l'Humanité*... la presse quotidienne nationale connaît d'importantes difficultés financières. Il est de bon ton d'annoncer que la concurrence du journal télévisé a plombé ce type de presse, qu'en plus il y a maintenant la concurrence d'internet et des gratuits. *Futuroquest* une société de prospectives basée à Lorient a réalisé une étude pour le compte du *Monde*, d'*Ouest-France* et d'*Alternatives économiques* qui montre que cette analyse est fautive.

Au niveau européen, on constate que les Français sont à la fois les moins lecteurs de presse quotidienne et les moins auditeurs de journaux TV. A l'autre extrémité, on trouve les Pays-Bas, les pays scandinaves et l'Ecosse où le taux d'écoute TV est très fort, mais aussi fort que le taux de lecture de la presse quotidienne. L'étude montre qu'en France, il y a une défiance très importante devant les informations délivrées par les télé comme par les quotidiens et l'étude date même quand devient visible cette défiance croissante : dans le traitement lamentable de l'accident de Tchernobyl il y a vingt ans. A bon entendre, salut !



ne, 14% pour ceux originaires d'Afrique noire. Et ensuite, 77% des premiers obtiennent le bail contre 17% pour les seconds, 22% pour les troisièmes.

## Pauvres patrons !

On ne va pas les pleurer, mais les grands patrons du Cac40 gagneraient un peu moins depuis maintenant cinq ans. Alors qu'en moyenne, ils gagnaient 554 années de Smic en 2001, ils n'en

ont gagné que 366 en 2004. Seulement un millier de fois plus qu'une personne au RMI. Dans le détail, c'est le patron de L'Oréal qui gagne le plus (1220 Smic) et celui de Gaz de France, le moins (24 Smic) (*Alternatives économiques*, septembre 2006)

G R E N O B L E

## Soldats inconnus

Des centaines de milliers de soldats venus de nos colonies sont morts "pour la France". Soldats superbement ignorés dans les comptabilités macabres de nos guerres patriotiques. Aujourd'hui leurs enfants revendiquent une reconnaissance et une pièce de théâtre sur ce sujet "Soldats inconnus" est actuellement en tournée pour rappeler les faits et interroger sur la réalité des guerres : combien de Français ont réellement combattu en première ligne ? La pièce est coproduite par une compagnie française et une autre sénégalaise. Elle sera présentée les 10, 15 et 18 novembre à l'Espace 600, 97, galerie de l'Arlequin, 38000 Grenoble, tél : 04 76 29 42 82, avant d'être présentée au Mali et au Sénégal. *Graines de soleil*, 7, rue de la charbonnière, 75018 Paris, tél : 01 46 06 08 05.

## Publicité

■ **Honte sur le WWF.** Le WWF, fonds mondial pour la nature, une des trois plus grosses associations mondiales de protection de l'environnement, a manifestement des problèmes déontologiques ! En effet, on ne comprend pas comment il est possible que le WWF se soit associé avec *La nuit des publivores* sous prétexte de pouvoir y projeter des films publicitaires pour son organisation, lors de la 26<sup>e</sup> édition du 21 octobre dernier. *La nuit des publivores* est une énorme opération commerciale montée par les publicitaires — ceux qui font la promotion de la destruction de la nature par la surconsommation, s'il faut le rappeler — où des drogués acceptent de payer fort cher pour se gaver d'encore plus de publicités qu'ils peuvent voir gratuitement à la télévision !

■ **Lettres en T.** Les publicités sont de plus en plus souvent accompagnées de lettres portant un T en signe d'affranchissement. Lorsque ces lettres sont renvoyées, c'est le destinataire qui paie les frais d'envoi, autant dire celui qui a envoyé la publicité. Un bon moyen de protester et de pénaliser financièrement ceux qui vous encombrant la boîte aux lettres est de renvoyer ces lettres aux expéditeurs. Afin de rendre l'action visible, il est proposé par des groupes anti-pub de les renvoyer toutes en même temps. Prochain renvoi collectif : le 9 décembre. Renseignements sur le site [www.jeet.ouvaton.org](http://www.jeet.ouvaton.org).

# OK Chorale

Ce fut la cinquième année, une année charnière pour ces rencontres de Chorales révolutionnaires à Saint-Amant-Roche-Savine, en pays auverpin. D'abord à cause du nombre de participants, et puis aussi parce que 150 personnes se gèrent tranquillement, chantant, intervenant pour la maternité d'Ambert, houspillant son directeur avec le concours de la population, ou encore chantant deux chants pour la Palestine au moment même où le Hezbollah résistait au Liban, ça faisait chaud au cœur dans cette semaine glaciale du début du mois d'août.

Si Valérie ne fait pas ses 45 ans c'est sûrement grâce à l'accordéon dont elle joue à *La Barricade* de Saint-Etienne, ou pas moins de 60 personnes se retrouvent pour chanter « *La grève générale* » sa chanson préférée. « Cette année le meilleur moment aura été de chanter à l'université pendant le CPE et aussi à l'asile de nuit pour les SDF ». « A la



La compagnie Jolie Môme.

*Barricade* on trouve des libertaires, des trotskistes, un socialiste et même quelqu'un de la CFDT » déclament la joyeuse bande d'anars venue du pays des mineurs. On y chante « *Mineurs de France* » de Gabriel Mariton, stéphanois, emprisonné par les socialistes durant la grève de 48, et on oublie un moment qu'on peut appartenir à un syndicat patronal !

Jean-Paul a un visage qu'on n'oublie pas. Une voix non plus ! Il tonitruait de sa voix de basse depuis Rouen où la Chorale-Ternative distribue ses textes quand elle se présente au public. Essentiellement composée de membres « *Des Alternatifs* », ils sont une vingtaine, jeunes ou plus expérimentés, à chanter « *La Varsoivienne* » ou à composer des remix sur des airs connus : « *le FMI sur*

*l'air de la Bastille* ». Si Jean-Paul blague à l'apéro : « Je viens ici pour l'esprit révolutionnaire, la subversion... pour une fois qu'on peut fréquenter des trotskistes » s'emportant d'un rire, il explique le côté familial de la chorale : « C'est d'origine catho, gamin j'ai entendu *Le temps des cerises*... » alors Jean-Paul transmet ses valeurs humaines.

Sandra vient d'Amiens et travaille dans une agence de voyages. Sa chorale c'est la *Bande à Rosa*. Comprenez Luxembourg, pas le jardin mais plutôt la révolutionnaire allemande. Sa chanson : « *La Semaine sanglante* ». Pas folichon ? Si, justement ils le sont ceux du pays picard qui viennent pour la première fois et qui trouvent qu'on avance rapidement, qu'il y a « une profusion de chants ». Par contre Sandra regrette les débats sur les textes : doit-on supprimer tel passage jugé sexiste ?

*Les barricades de Grenoble* sont venus en bataillon. Parmi eux un nouveau, Frédéric, 43 ans, enseignant, pas encarté. Il a rencontré la chorale dans une manif sur le CPE : « *C'est à la carte, c'est parfait !* » me dit-il. Son meilleur moment fut de chanter pour la commémoration des congés payés : « Nous n'étions que quatre à Saint-Martin-d'Hères à chanter *Juillet 36* de Serge Utge Royo. Année prochaine ils s'appelleront peut-être les Nano-barricades !

Il y a Laure qui vient pour la seconde fois de Toulouse où elle répare des clarinettes quand elle ne chante pas « *La Lega* » dans la chorale de *la Canaille du Midi*. Son plaisir ici : « *Exprimer des idées révolutionnaires de manière douce, rencontrer d'autres gens, se gérer* ». Sa chorale est à dominante Cénétiste et assez féminine.

Christine appartient à *La belle Etoile*, une chorale dirigée par Cyril, des « *Jolie Môme* » et qui se réunit à Argenteuil. Elle adore « *Anarchie ma blanche* » et chante « *pour porter le message* ». Elle est bibliothécaire et se retrouve dans les idées de Ras le Front. C'est en chantant au Contre-salon de l'armement à la Villette en juin qu'elle s'est le plus régalée cette année.

Leur intervention dans l'usine Malora en grève et occupation, Stéphane s'en souviendra. Lui qui milite à la LCR, à la CGT et travaille à l'Insee trouve qu'ils avaient vraiment leur rôle à chanter dans cette boîte : « c'est différent que de

chanter dans notre milieu d'intellos » « Militer, chanter, partager » déclare-t-il ce qui va dans le même sens que sa chanson préférée : « *l'Internationale* », un tube ! Aux « *Sans Nom* », à Nancy, ils sont soixante au bas mot dans cette chorale qui existe depuis déjà six ans. Leur chef de chœur, Thomas n'a d'ailleurs pas son pareil pour orchestrer « *La danse des Bombes* » de Louise Michel. Gaffe à la vôte !

Cette année c'est une chorale composée exclusivement de femmes, *Les Josettes Rouges* du Havre qui avait organisé la semaine. Faut-il y voir un clin d'œil à Eddy Mitchell ? Roselyne, professeur, adhérente à Sud éducation, proche de RESE, Réseau éducation sans frontière, défend leur choix de chants féministes et ajoute qu'elles ne sont pas lesbiennes, en riant « on est là depuis le départ, c'est un moment de rencontre, un bol d'air, une bulle pour se ressourcer » dit-elle. Les 100 ans de la mort de Louise Michel furent un grand moment cette année pour celle qui aime particulièrement la chanson de Marmoud Darwich : « *Sarkhata Thaer* »

Ajoutons que les chorales de Marseille, Limoges, ou encore celle de *Coup de rouge* (apéro garanti !) du Havre chanteront à l'unisson sous la houlette des *Jolie Môme* qui fêtaient leur dixième année de résidence en Auvergne. Le souhait de Michel, le directeur artistique : « *Etre encore plus nombreux l'année prochaine !* » Et on chantera en chinois s'il y a des maoïstes ?

Christophe Goby ■

## En chœur et encore

■ Le festival « *La belle rouge* », à Saint-Amant-Roche-Savine, Puy-de-Dôme, est organisé par la Compagnie Jolie Môme, BP 22, 92235 Gennevilliers cedex, tél : 01 48 59 67 80.

■ *La Barricade* à Saint-Etienne, Françoise, tél : 06 84 49 18 77.

■ Chorale-ternative, à Rouen, c/o Les Alternatifs, 205, rue Saint-Julien, 76100 Rouen, tél : 06 85 16 46 74,

<http://www.alternatifs.org/76/chorale.html>.

■ *La Bande à Rosa*, à Amiens, dolle.f@club-internet.fr.

■ *La Canaille du Midi*, à Toulouse c/o Sarah Hirsch, tél : 05 61 14 13 07 ou Laure Lebrun, tél : 06 23 03 11 87.

■ *Les Josettes rouges*, au Havre, claudine.santus@wanadoo.fr.

### Et d'autres encore :

■ Front musical d'intervention, à Paris, <http://fmi.lautre.net>.

■ Chorale des chants de la rue, centre Ascaso-Durruti, 6, rue Henri-René, 34000 Montpellier.



# Politique

## Manifestations qui dégènèrent

Quelques incidents en marge des manifestations anti-CPE au printemps ont provoqué une multiplication des articles sur les "débordements" et les "casseurs".

Pourtant lorsqu'une manifestation provoque plusieurs morts (deux personnes ayant chuté de moto, une femme tombée d'une voiture, un jeune mort noyé dans la Seine, un autre écrasé dans le métro...), et de multiples blessés graves (un empalé sur une grille au centre de la place de la Bastille, un autre blessé par un coup de hache, un homme tabassé pour avoir refusé de voir son chien peint en tricolore...), on ne parle plus que de "petits incidents en marge des rassemblements". Pourquoi ? Sans doute parce que le Mondial de football est perçu comme une drogue nécessaire.

## Candidate écologiste ?

Le 14 septembre à Poitiers, pour l'inauguration d'une ligne TER roulant à 30 % au diester, la présidente de région, candidate PS possible, s'est fendue d'un discours très écologiste : "L'après-pétrole est en marche (...). Si des décisions rapides étaient prises dans le domaine de la fiscalité écologique, la France pourrait monter plus vite en puissance sur le plan environnemental" dénonçant "l'insupportable écart entre

PARIS

## Bibliothèque La Rue

La bibliothèque libertaire *La Rue* organise une fête pour ses huit ans, le samedi 2 décembre à son siège. *La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris, M°Blanche ou Abesses.*

le discours gouvernemental à propos d'environnement et la réalité". "Ce sont dans les éco-industries qu'il y a les emplois du futur", se vantant d'être la première région à accueillir un lycée qui produira plus d'énergie qu'il n'en consomme.

GRENOBLE

## Amis du monde diplomatique

Les Amis du monde diplomatique organisent tout au long de l'année des débats sur différentes questions politiques et de société. A signaler : "La décroissance pour tous" avec l'auteur du livre du même nom, Nicols Ridoux, le mardi 28 novembre à 20h30, au Tonneau de Diogène, 6, place Notre-Dame ; "quel financement

Les élections ...  
ça vous amuse encore ?



Abstention ! Révolution ! Autogestion !

FEDERATION ANARCHISTE

www.federation-anarchiste.org

## L'affiche qui fait rêver les Verts

La Fédération anarchiste diffuse une affiche sur le thème "Les élections, ça vous amuse encore ?" représentant un Rubik's cube où les couleurs sont remplacées par les sigles des partis. Il y a 27 cases visibles, dont 2 "vote blanc", 6 PS, 6 UMP, 5 Verts, ce qui en pourcentage donne 30 % au PS et à l'UMP et 25 % aux Verts !

## L'Ardèche est-elle une marchandise ?

Les producteurs de châtaigne d'Ardèche ont réussi à créer, le 28 juin 2006, une AOC, Appellation d'origine contrôlée, sous le nom "châtaigne d'Ardèche", cette dénomination étant protégée pour une zone géographique donnée... Qui ne couvre pas le département. Si vous produisez des châtaignes en dehors de la zone, mais toujours dans le département, vous ne pouvez plus dire que vous êtes producteur en Ardèche ! Le département est ainsi devenu une marchandise !



prendre, comment la partager. Une première réunion de débats est organisée le samedi 2 décembre de 9h30 à 17 h à Couleur des Mets, 5, rue Alexandre-Boutin, à Villeurbanne (M°Charpennes), près de Lyon. Une autre réunion aura lieu le 17 mars à Paris. *Responsabilité, Fred Meyer, 9, rue des Sapins, 68170 Rixheim.*

## Politique éthique

Dans notre parti politique, nous accomplissons ce que nous promettons. Seuls les imbéciles peuvent croire que nous ne lutterons pas contre la corruption. Parce qu'il y a quelque chose de certain pour nous : L'honnêteté et la transparence sont fondamentales pour atteindre nos idéaux. Nous démontrons que c'est une grande stupidité de croire que Les mafias continueront à faire partie du gouvernement comme par le passé. Nous assurons, sans l'ombre d'un doute, que La justice sociale sera le but principal de notre mandat. Malgré cela, il y a encore des gens stupides qui s'imaginent que L'on puisse continuer à gouverner avec les ruses de la vieille politique. Quand nous assumerons le pouvoir, nous ferons tout pour que Soit mis fin aux situations privilégiées et au trafic d'influences Nous ne permettrons d'aucune façon que Nos enfants meurent de faim Nous accomplirons nos desseins même si Les réserves économiques se vident complètement Nous exercerons le pouvoir jusqu'à ce que Vous ayez compris qu'à partir de maintenant Nous sommes le parti libéral fédéral, la « nouvelle politique ». *Et maintenant, lisez le texte en commençant par la dernière ligne et en remontant phrase par phrase jusqu'au début... Réaliste n'est-ce pas ? !* (source : Morphéus, sept-déc 2005, www.morpheus.fr)

pour quel développement ?" avec Eric Berr et d'autres, mardi 12 décembre à 20h30 au CLC (Centre Loisirs et Culture, à proximité de la salle ODYSSEE) 27 rue Victor Hugo à Eybens (tel : 04 76 24 22 32)... *Amis du monde diplomatique, Jacques Tolédano, Le Croz, 38700 Sarcenas, tél : 04 76 88 82 83.*

LYON

ET PARIS

## Responsabilité

La responsabilité est au cœur de notre quotidien. Dans chaque acte, petit ou grand. Une nouvelle association cherche à se créer autour d'une réflexion sur cette responsabilité, comment la com

# Solange Fernex

Une grande dame nous a quittés. Présente dans de nombreuses luttes écologistes depuis plus d'une trentaine d'années, Solange Fernex devrait rester un modèle pour ceux qui veulent militer dans le cadre de la non-violence.



P-E-Week ID photo

Solange Fernex.

«**C**omme au début des années 70, nous luttons pour remettre à nos enfants et petits-enfants une terre viable, un monde fraternel, solidaire, beau et divers, masculin et féminin». Ces lignes, rédigées par Solange Fernex en guise de conclusion de son long texte, *Montée de sève*, en bonne place dans le numéro spécial de *Silence Alternatives en Alsace* du 15 mai 1997, résume parfaitement son existence, interrompue bien trop tôt, vouée à la protection de la planète et à la défense de tous(toutes) ses habitant(-e)s. (Re)lisez la biographie très détaillée qu'Elisabeth Schulthess lui a consacrée (1).

Le lundi 11 septembre 2006, vers quinze heures, l'infatigable pionnière s'éteignit à l'âge de soixante-douze ans, entourée des sien(-ne)s, dans le magnifique domaine de Biederthal, à deux pas de la frontière helvétique. Elle incarnait la fidélité indéfectible aux principes essentiels d'une écologie politique en symbiose avec le pacifisme et le féminisme.

Le 20 février 1973, la demeure de Solange et Michel servit de cadre à la création d'*Ecologie et Survie*, le premier mouvement de ce type sur le Vieux Continent. Durant trente-deux ans, la polyglotte œuvra au sein du *Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin, CSFR*, la doyenne des associations antinucléaires hexagonales, portée sur les fonts baptismaux à la mi-août 1970, et toujours vivace. La citoyenne du monde se sentait enracinée dans le «Dreieckland» («le pays des trois frontières»), théâtre de plusieurs occupations de terrain couronnées de succès. La fameuse trilogie «*Marckolsheim-Wyhl-Kaiseraugst*» (20 septembre 1974-7 novembre 1975) déclencha une vaste prise de conscience quant aux questions environnementales. Sous sa houlette, sa commune, au conseil duquel elle siégea durant vingt-quatre

ans, fut la première à adopter une délibération contre le canal Rhin-Rhône à grand gabarit (141 villages suivirent).

Le 10 juin 1979, la liste Europe-Ecologie, conduite par elle, rata de peu l'accession au Parlement européen. Dix ans plus tard, le 18 juin 1989, celle dirigée par Antoine Waechter, sur laquelle elle figurait en seconde position, engrangea 1 919 717 voix (10,59%, dont 20,4% dans le Haut-Rhin) et obtint neuf élu(-e)s. Durant ses trente mois de mandat, elle fit notamment avancer le dossier quant à l'harmonisation des normes pour les productions biologiques (logo AB).

L'intransigeante messagère de la non-violence active monta au créneau pour plaider en faveur du désarmement, fut-il «unilatéral», et de la reconversion des «industries de mort». Elle ne cessa de dénoncer l'épouvantable scandale de «l'extermination par la faim», dressant systématiquement un parallèle saisissant entre les budgets militaires à croissance exponentielle et les moyens, des plus étiques, alloués pour circonscrire misère et malnutrition.

La native de Strasbourg s'associa à maints jeunes. Les plus longs : du 10 février au 5 mars 1977, à Roggenhouse, avec six autres personnes (dont son fils Antoine), pour exiger des «garanties de sécurité élémentaires» pour les deux réacteurs PWR de la centrale de Fessenheim, qui divergea, le...7 mars. «*Je n'ai jamais autant pleuré*», répéta-t-elle souvent ; trente-huit jours, du 6 août au 12 septembre 1983, afin de réclamer «le gel de l'armement atomique» ainsi qu'un moratoire pour l'installation des «euromissiles» (dans les deux camps du duopole impérialiste !) et des essais en Polynésie.

Le week-end des 8 et 9 septembre 2001, pour son engagement permanent en la matière, la Fondation munichoise *Nuclear-Free Future Award* lui décerna à Carnsore Point (Irlande) le Prix éponyme. Solange Fernex n'avait cure des querelles partisans et des combines politiciardes. Son immarcescible générosité, sa

noblesse d'âme et sa mansuétude la préservaient de mépriser un adversaire ou de s'impliquer plus que de raison dans des discussions stratégiques partidaires. Cette inlassable défricheuse préférait investir son énergie, constamment renouvelée, dans les multiples combats qui lui tenaient tant à cœur, se préoccupant bien davantage de la prochaine pétition à faire signer, d'un livre capital à traduire et à diffuser, d'un colloque à préparer, d'une cause à défendre coûte que coûte, y compris aux confins du globe.

Elle parcourut des dizaines de milliers de kilomètres pour contrer les ignominieux mensonges des nucléocrates à propos des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. Le 27 avril 2001, elle fonda avec son époux, médecin tropicaliste genevois, et quelques ami(-e)s, l'association *Enfants de Tchernobyl Belarus*. La défunte avait émis le vœu que celles et ceux qui se déplaceraient pour ses obsèques, le samedi 16 septembre, soutinssent, par un don, cette structure qui s'efforce de secourir, dans les zones les plus sinistrées, des milliers d'enfants en leur distribuant de la pectine de pomme, un adsorbant de métaux lourds favorisant, par élimination, l'atténuation de la charge en césium 137 dans le corps contaminé.

Très croyante, spirituellement proche des préceptes d'Albert Schweitzer, du Mahatma Gandhi, de Lanza del Vasto et de Teilhard de Chardin, la contestataire protestante se ressourçait régulièrement auprès du moine bouddhiste, le Vietnamien Thich Nhat Hanh, dans le village des Pruniers, près de Thénac en Dordogne. Cinq jours avant de fermer les yeux à jamais, minée et rongée par un mal implacable, elle confia à André Larivière, militant antinucléaire, qu'elle «veillerait» désormais sur notre «travail, de là où» elle «se trouverait».

René Hamm ■

(1) Solange Fernex, *l'insoumise*, Ed. Yves Michel (BP 3, 05300 Barret-sur-Méouge), octobre 2004, 212 p, 13 €, «livre du mois» dans *Silence* de janvier 2005.

## Les nano, c'est la guerre !

Minatéc, pôle des nanotechnologies à Grenoble, organisait début septembre un colloque "Echanges sur les nanotechnologies". Une quinzaine d'ingénieurs iraniens se sont inscrits en juin dernier pour y participer. Ils n'ont pas pu venir, Didier Molko, le directeur de Minatéc, a d'abord indiqué aux organisateurs du congrès qu'en raison de la situation politique internationale, « les règles du CEA interdisent l'accès [de Minatéc] aux ressortissants iraniens ». Autant dire que le site de Minatéc est considéré comme sensible sur le plan militaire. Le CEA, Commissariat à l'énergie atomique, est un organisme dépendant du ministère de la défense. La DGA, direction générale des armées, est en contrat avec plusieurs équipes de recherche pour la mise au point d'armes, de drones, etc. au niveau nanotechnologique. Dans un rapport publié début septembre par l'*Observatoire des transferts d'armement*, Antonin Reigneaud montre comment l'armement de demain se prépare dans des pôles de recherche soi-disant civils et comment Minatéc est l'un de ces pôles où la confusion civil et militaire est la plus totale. *Observatoire des transferts d'armement, CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 L*

## L'art de vivre en paix

Apprendre l'art de mieux vivre la vie, c'est possible avec le programme du même nom développé par *Unipaz*, l'université holistique internationale de la paix à Brasília. En France, un séminaire-atelier de deux jours, pour

explorer, avec la tête, avec le cœur, avec le corps, où éclôt la paix, comment la vivre intensément, en soi, avec les autres et avec la nature, est organisé à différentes dates et lieux : les 15-16 janvier à Paris, les 27-28 janvier à Tours, les 17-18 mars à Beauvais, les 24-25 mars à La Roche-sur-Yon, les 31 mars-1<sup>er</sup> avril à Die, les 28-29 avril à Toulouse, les 5-6 mai à Lyon. *Unipaz-France, 6, rue de l'Occident, 78000 Versailles, tél : 01 39 02 23 04. yon, tél : 04 78 36 93 03.*

## ERYTHRÉE

### Refus de la guerre

L'Erythrée n'est indépendante que depuis 1990. Aujourd'hui, un recrutement forcé est mené par le gouvernement et de nombreuses personnes n'ont d'autre choix que l'exil. Des réfugiés en Allemagne demandent que ce pays reconnaisse le droit à l'objection. *Eritrean Anti-militarism Initiative c/o Abraham Gebreyesus Mehreteab, Adlerflichtstraße 8, D-60318 Frankfurt, tél : 069 / 9551 8994 ou Yohannes Kidane Ogubamichael, Bahnstr 51, D 61449 Steinbach, tél : 01625-208472.*

## PARIS

### Festival du film antimilitariste

Le festival du film antimilitariste se tiendra les 10 et 11 novembre à l'Espace culturel *La Clef*, 21, rue de la Clef, 75005 Paris,

## Bush dégoût

■ **Rapport accablant.** Un rapport des services de renseignements américains, rendu public par le *New-York Times* fin septembre, conclut que la guerre en Irak a augmenté le risque terroriste. Si Al Quaida aurait été désorganisé, le conflit aura provoqué la multiplication des réseaux et de nombreux groupes se développent tout seuls, rendant impossible leur repérage par les services secrets.

■ **Le Japon se retire.** Le 20 juin, le Japon a annoncé à son tour qu'il retirait ses 600 soldats de l'armée de terre présents en Irak. Des soldats de l'armée de l'air continueront à participer au transport du ravitaillement.

■ **Soldats accusés de meurtre.** Pour avoir été vus en train de tuer inutilement des civils irakiens, huit GI ont été inculpés de meurtre.

Quatre autres sont en procès pour les tortures filmées dans une prison de Bagdad. De nombreux juristes estiment que le gouvernement Bush pourrait relever d'une procédure du tribunal international pour les nombreux massacres faits arbitrairement contre les civils.



### ■ Guantanamo doit fermer.

Profitant du passage de Bush en Europe fin juin, l'Union européenne lui a officiellement demandé de fermer la prison illégale de Guantanamo.

Bush a répondu qu'il espérait trouver une solution juridique pour faire passer en procès les personnes détenues... depuis maintenant près de quatre ans.

M<sup>o</sup> Censier-Daubenton. Renseignements : *union pacifiste de France, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75.*

## FINISTÈRE

### Parentalité et non-violence

Le CMR, Chrétiens en milieu rural, du Finistère-Sud lance un atelier de parentalité et CNV, communication non-violente, qui se poursuivra toute l'année 2007. Pour comprendre les questions abordées, deux conférences sont organisées à Quimper. La première, le vendredi 24 novembre à 20 h, avec Michèle Guez, formatrice en CNV, aura pour thème "comment parler à nos enfants pour qu'ils nous écoutent et comment les écouter pour qu'ils nous parlent". La deuxième, le

8 décembre, portera sur la transmission des valeurs et l'autorité. Elle sera animée par Dominique Hougrou, psychologue.

Renseignements : *CMR Finistère Sud, Bas Van Zuijlen, Kergulan, 29120 Combrit, tél : 02 98 56 37 07.*

## CREUSE

### 11 novembre anti-militariste



Comme chaque année, les militants antimilitaristes se retrouveront le samedi 11 novembre à Gentioux, dans la Creuse, devant le monument aux morts de la commune qui porte la phrase "Maudite soit la guerre". Stands et activités festives toute la journée. Renseignements : *Union pacifiste de France, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75.*



Barques de pêche à Saint-Paul, la Réunion.

## Le Clemenceau à la Réunion ?

Le maire de Saint-Paul, à la Réunion, sur les conseils de Guy Marcoz, un ingénieur retraité du nucléaire vivant sur place depuis quatre ans, a demandé au gouvernement d'étudier la possibilité de couler le porte-avion Clemenceau au large de sa commune, une fois celui-ci désarmant... au nom du développement durable. Il s'agirait d'en faire un récif artificiel pour les poissons et les coraux, mais aussi d'attirer les touristes. Le maire en question, qui se vante de faire de la démocratie participative, n'a évidemment rien demandé à personne et les habitants de la commune s'interrogent sur la nécessité de mettre en place des récifs artificiels, un bon moyen de renommer un déchet encombrant !

# Inspection citoyenne dans les Landes

A l'appel d'une quinzaine d'organisations nationales, plusieurs milliers de personnes se sont retrouvées le week-end du 22 au 24 septembre, à Biscarosse, dans les Landes, pour dénoncer la mise au point de nouvelles armes nucléaires.

Après un concert le vendredi soir qui a réuni près de 10 000 personnes, entre 1200 (selon la police) et 2000 personnes (selon les organisateurs) se sont retrouvées le samedi devant le centre d'essais militaires de Biscarosse, dans les Landes, pour dénoncer la volonté du gouvernement de mettre au point le missile M51 capable de porter des têtes nucléaires de faible importance.

Jacques Chirac, président de la République et chef des armées, a annoncé en janvier dernier, que ces missiles peuvent servir de manière "préventive" lors d'un conflit ou dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Ceci est en totale contradiction avec la doctrine française de dissuasion et en violation du droit international qui dit que l'arme nucléaire est illégale et que ceux qui la possèdent doivent s'engager dans la voie de la dénucléarisation, traité de non prolifération ratifié par la France.

Plusieurs musiciens de renoms (Johnny Clegg, les Motivés...) ont apporté leur soutien au rassemblement. Deux maires seulement étaient présents : Noël Mamère (Verts) et Dominique Masset (interviewé dans le spécial Ariège de Silence).

Environ 200 personnes ont enfilé une tenue jaune en forme de missile fournie par Greenpeace, tandis que la Brigade activiste des clowns protégeait les manifestants avec des tibia-zookas, sorte de bazookas délirants s'armant avec des os de récupération, très pratique sur un champ de bataille.

Une demande officielle d'inspection avait été faite. Sans surprise, le ministère de la défense a refusé. A 500 m de la rive, un énorme navire militaire surveillait le large dans la crainte d'une action de Greenpeace. Des hélicoptères stationnaient au-dessus de la tête des manifestants.

Alors que le gros des manifestants se déployait sur la plage, formant un gigantesque symbole de la paix, trente-neuf personnes arrivaient à passer outre la surveillance militaire et à commencer une inspection sur le site. Rapidement arrêtés, ils n'ont été retenus que brièvement. Ils ont tous été relâchés sans poursuite judiciaire. A noter que ces inspecteurs citoyens étaient pour la plupart belges, britanniques et suédois, trois pays où ce genre d'action est déjà pratiqué depuis plusieurs années. Seuls trois inspecteurs étaient français.

Le troisième jour, des forums se sont tenus avec différents thèmes. Bizarrement, très visibles jusque-là, les militants du parti communiste et du mouvement de la paix avaient tous disparu lorsqu'ils ont été invités à venir expliquer comment ils peuvent lutter contre le nucléaire militaire et pas contre le nucléaire civil. A l'étranger, les mouvements de la paix et les communistes luttent contre les deux. La France est là une exception... qui s'explique sans doute par les liens historiques entre le PCF, la CGT, le mouvement de la paix et le comité d'entreprise d'EDF.

Globalement, ces trois journées sont un succès pour la quinzaine d'organisations nationales qui mènent la campagne contre la prolifération nucléaire, laquelle devrait se poursuivre par d'autres inspections citoyennes, sur d'autres lieux symboles de la prolifération française.

Francis Vergier ■

Non au missile M51, Xavier Renou, Greenpeace, 22 rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02, www.nonaumissilem51.org.



Protection par la brigade des clowns.



Greenpeace



Marche des missiles dans les rues de Biscarosse.



## Hydroliennes plus profondes

Les courants marins exploitables par hydroliennes (comme des éoliennes mais sous-marines) sont souvent situés à des profondeurs supérieures à celles où un plongeur peut descendre. Pour éviter le recours coûteux à des sous-marins pour l'entretien des machines, la compagnie TridalStream, de Londres, à mis au point une hydrolienne équipée d'un flotteur : en cas de nécessité d'entretien, le flotteur permet de remonter la machine à la surface.



Un prototype fonctionne à Pentland Firth. Avec des pales de 20 m de long, la puissance électrique produite est équivalente à celle d'une éolienne ayant des pales de 100 m. Si l'expérience est validée sur la durée, ce genre de machines pourrait se multiplier dès 2010.

### ECOSSE

## Objectifs dépassés

L'Écosse s'était engagée au niveau européen à atteindre 17,5% de son énergie provenant des renouvelables d'ici 2010. Elle a annoncé mi-juin que cet objectif serait dépassé d'ici la fin 2007. Fin 2007, elle prévoit en effet de produire 10% de son énergie grâce à l'hydraulique et 7,5% grâce à l'éolien.

## Une commune allemande autosuffisante

La commune de Freimat, à 25 km au nord de Fribourg, 4300 habitants, a annoncé cet été son autosuffisance énergétique. Côté électrique, sa consommation annuelle de 13 millions de kWh est assurée principalement par quatre éoliennes qui fournissent 3 millions de kWh chacune, le reste provenant de 75 toits photovoltaïques installés chez des particuliers. Pour les besoins de chaleur, de très nombreuses initiatives ont été mises en place : échangeur de chaleur dans une ferme pour récupérer la chaleur du lait de vache au moment de sa réfrigération, chauffages aux copeaux de bois provenant de deux scieries elles-mêmes alimentées par des turbines hydrauliques, production de gaz par biomasse, 150 capteurs solaires pour l'eau chaude sanitaire, etc. (AFP, 3 août 2006)

### ILE-DE-FRANCE

## Ecole zéro énergie

La commune de Limeil-Brevannes, dans le Val-d'Oise, est en train de construire le groupe scolaire Jean-Louis-Marquès selon un principe d'équilibre entre la production et consommation énergétique. Le groupe scolaire ouvrira à la rentrée 2007. Pour parvenir à cet équilibre, la construction sera deux fois plus

## HAUTE-LOIRE Energies renouvelables, saumons et hommes

Le WWF et SOS Loire vivante ont obtenu après de nombreuses années de lutte la protection de la Loire comme fleuve vivant. A ce titre, ils essaient de faire fermer les uns après les autres les barrages encore présents sur des affluents de la Loire, barrages qui perturbent la vie fluviale. Que faut-il alors mettre à la place pour produire de l'électricité ?

Deux pistes sont évidentes : la sobriété énergétique qui vise à diminuer la consommation et le recours à d'autres formes d'énergies renouvelables, qui, elles aussi, peuvent avoir des inconvénients. WWF et Loire-Vivante organisent un colloque les 8 et 9 mars 2007 au Puy-en-Velay pour en débattre : énergies renouvelables et biodiversité, énergie et crise climatique, potentiels énergétiques, le potentiel de négawatts, le boom éolien, le retour du bois, les promesses du solaire, quelles technologies pour l'hydraulique, les politiques locales de l'énergie, visite d'une ferme éolienne... Programme complet : WWF, Marylène Folcher, 1, carrefour de Longchamp, 75116 Paris, tél : 01 55 25 84 05.



isolée que les normes actuelles, elle bénéficiera des vitrages les plus performants. Elle sera orientée au sud avec de nombreuses ouvertures pour bénéficier au maximum de l'éclairage naturel. Elle utilisera des lampes économes, une ventilation double flux (l'air chaud sortant préchauffe l'air froid entrant), une partie du chauffage est assurée par une pompe à chaleur qui puise des calories dans le sol. Le toit sera couvert de plusieurs centaines de m<sup>2</sup> de cellules photoélectriques pour fournir le complément électrique. La récupération des eaux de pluie servira à l'arrosage des espaces verts, lesquels seront

riches en biodiversité, y compris sur certaines toitures. Un système d'accompagnement des élèves à pied "Pedibus" sera organisé dans le quartier pour éviter les déplacements motorisés autour de l'école. A signaler que si c'est la première école de ce genre en France, il en existe une en Grande-Bretagne qui fonctionne sans chauffage depuis 1969. Mairie, place Charles-de-Gaulle, 94450 Limeil-Brévannes, tél : 01 45 10 76 00.

### BRETAGNE

## Centrale solaire et biomasse ?

RTE, Réseau des transports électriques, une filiale détachée d'EDF, estimant les importations électriques de la Bretagne trop importantes, a lancé un appel d'offre pour la construction d'une centrale à proximité de Saint-Brieuc. Ce projet de 120 MW est contesté localement avec des contre-propositions portant sur la diminution de la demande électrique. Une jeune compagnie d'électricité *Electricité de Marseille* a répondu à l'appel d'offre en proposant une centrale électrique fonctionnant au solaire et à la biomasse. Un hectare de photopiles permet la compression d'air comprimé à 120 bars, lequel fait ensuite tourner des turbines en fonction de la demande d'électricité. Lorsque le solaire ne suffit pas, une chaudière à biomasse prend le relais ; celle-ci peut être alimentée par des déchets agricoles (paille, tiges de colza, de maïs...) ou par du bois. Il existe déjà deux centrales de ce type au Danemark.



### ■ Espagne : 18%.

Dans la semaine du 4 au 10 août, la production d'électricité éolienne en Espagne a dépassé 10% des besoins, le record a été atteint le 12 août, avec 18% des besoins. Globalement, en 2005, la production éolienne a couvert 8,5% des besoins soit une hausse de 19% en un an.

### ■ Bretagne : éoliennes en plein boum !

Le cap des 300 éoliennes autorisées à la construction a été franchi pour la seule Bretagne, fin juin 2006. Cela correspond à environ 400 MW. Les autorisations concernant 207 autres éoliennes sont en attente. Les objectifs annoncés par la région prévoient 900 éoliennes en fonctionnement en 2010... de quoi fournir l'électricité à un Breton sur trois à cette date.

## Sortie du nucléaire Manifestations décentralisées

Après la manifestations de Cherbourg, le Réseau Sortir du nucléaire a décidé d'une journée de manifestations décentralisées pour le 17 mars 2007, en pleine campagne électorale. Cinq grandes manifestations se tiendront à Rennes, Lille, Strasbourg, Lyon et Toulouse.



Conférence de presse "Tous à cherbourg", le 15 avril 2006.

## Tchernobyl

### ■ Débauches des chercheurs.

L'institut Belrad du docteur Vassili Nesterenko est le seul laboratoire à avoir su résister jusqu'à maintenant aux pressions négationnistes du gouvernement biélorusse. C'est lui qui régulièrement publie des données sur les contaminations des enfants dans les zones contaminées. Après différentes tentatives pour l'arrêter, le gouvernement a dû renoncer devant la pression internationale. En juin dernier, Vassili Nesterenko a lancé un appel après avoir constaté la démission de deux de ses principaux collaborateurs : ceux-ci ont été embauchés par le gouvernement à un salaire triple de celui de l'Institut, une nouvelle manière de saborder le travail



Vassili Nesterenko

scientifique.

■ **Négationnistes.** Le lobby nucléaire finance de longue date l'Association des écologistes pour le nucléaire, qui est un modèle de manipulation de l'opinion. Cette association a lancé un appel

"Vérité Tchernobyl" et dénonce les journalistes français, victimes du lobby antinucléaire aux moyens démesurés, qui continuent à parler de Tchernobyl comme d'une catastrophe. Tout cela serait un mythe ! L'appel a déjà été signé par Guy Ourisson et Maurice Tubiana, tous deux de l'Académie des sciences, Dominique Vignon, ancien PDG de Framatome, Claude Aurfort, représentant de la CGT au Conseil supérieur de la recherche et de la technologie, Michel Rocard, ancien premier ministre

socialiste ...

*PAYS DE GALLES*

## Cancers en hausse

Une étude publiée en Pays de Galles le 12 juin dernier, réalisée sur les 1000 personnes vivant le plus près de la centrale de Trawsfynydd située au nord du Pays de Galles présente un taux anormal de cancers : chez les femmes de plus de 50 ans, ce nombre est quinze fois supérieur à la moyenne. Ce taux statistiquement significatif pourrait s'expliquer par la consommation de poissons pêchés dans un lac artificiel alimenté par les eaux de refroidissement de la centrale. Des mesures indiquent que l'eau y est dix fois plus radioactive que les normes admissibles. Le gouvernement a qualifié ces données de "sensationnelles" !

*LA HAGUE,  
SOULAINES*

## Mensonges imbuables

Selon les autorités, la situation du stockage de 500 000 m<sup>3</sup> de déchets radioactifs à proximité de l'usine Cogéma de la Hague est normale. "Mensonges," dénonce Greenpeace, qui vient

de faire faire des analyses d'eau par un laboratoire indépendant, l'ACRO (Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest) : certains prélèvements dans la nappe phréatique indiquent des contaminations à un niveau mille fois supérieur aux normes admissibles. Contacté par les médias, le directeur du centre de stockage, Jean-Pierre Vervialle, avoue que cette contamination en tritium proviendrait d'un accident datant... de 1976 ! Depuis trente ans, la presque île baigne donc dans le tritium radioactif !

En 1992, le site de La Hague étant plein, un autre a ouvert à Soulaines, dans l'Aube. Là aussi, Greenpeace détecte une radioactivité anormale, toujours en tritium. Le directeur du centre, Nicolas Ricquart, reconnaît la pollution mais l'estime inoffensive. En attendant la pollution du sous-sol de Bure, Greenpeace a fait livrer, le 30 mai, une bouteille d'eau radioactive à chacun des députés pour les mettre devant leurs responsabilités.

*ESSONNE*

## Tchernobyl, 20 ans après

L'Université populaire de Viry-Châtillon organise une rencontre-débat animée par Roland Desbordes, président de la CRII-Rad, le jeudi 9 novembre à 20h30 à la Ferme, 31, rue Henri-Barbusse, 91170 Viry-Châtillon. Renseignements à la même adresse, tél : 01 69 12 61 11.

*PUY-DE-DÔME*

## Déchets enlevés

De 1948 à 1955, une exploitation minière a été faite sur la commune de Lachaux : extraction d'uranium qui a laissé des déchets importants sur place. En 1986, 1989, 2000, 2006, des mesures de radioactivité ont montré une radioactivité anormale, notamment dans la cour d'une école. Enfin durant l'été 2006, 2000 m<sup>3</sup> ont été enlevés pour que cesse cette situation. Le sous-préfet a toutefois refusé la présence des associations plaignantes lors des travaux. Les déchets sont donc partis... mais pour où ? Puy-de-Dôme-environnement, 19, rue Chabrol, 63200 Riom, tél :

## Après la panne suédoise

■ **Allemagne : Sortir plus vite ?** Après l'incident suédois du 25 juillet (voir numéro n°339), outre-Rhin, le choc a été rude et le débat sur la vitesse de sortie du nucléaire a repris à l'initiative du ministre de l'environnement, le social-démocrate Sigmar Gabriel. Il reste 17 réacteurs en fonctionnement en Allemagne et le plan actuel de sortie prévoit la fermeture du dernier en 2020 soit une fermeture par an. La droite ne l'entend pas ainsi, estimant que les énergies renouvelables ne permettent pas le remplacement de la production. Le ministre de l'économie estime que même avec un baril de pétrole à 100 dollars, il serait plus rentable d'avoir recours au charbon, ce qui entraînerait des émissions de gaz à effet de serre en contradiction avec les objectifs de Kyoto. Les compagnies d'électricité — souvent régionales — sont plus pragmatiques : elles proposent à leurs clients le choix entre trois tarifs : renouvelables, nucléaire ou énergies fossiles... et constatent une demande en forte hausse du côté des renouvelables, même si le prix est encore légèrement plus cher. Les renouvelables représentent déjà un peu plus de 10% de la consommation électrique. L'Allemagne compte déjà 18 000 éoliennes et multiplie les projets de champs éoliens offshore dans la mer Baltique.

■ **Suède : quatre réacteurs à l'arrêt.** Estimant l'incident "très sérieux", l'inspection de sûreté nucléaire suédoise a demandé l'arrêt de quatre des dix réacteurs du pays, estimant qu'ils pouvaient présenter le même défaut. L'enquête en cours pendant l'été a permis de comprendre que c'est une surtension électrique qui a provoqué une panne totale du fonctionnement de la salle de contrôle, mais l'origine de cette tension n'a pas pu être déterminée. En attendant de résoudre le problème, les quatre réacteurs sont toujours à l'arrêt.



CÔTE  
D'IVOIRE

## Déchets toxiques



File d'attente devant les hôpitaux à Abidjan.

Fin août, un navire a déposé clandestinement dans des décharges d'Abidjan, environ 400 tonnes de déchets dont 528 litres de produits extrêmement toxiques. Les émanations de gaz, de l'hydrogène sulfuré (à l'odeur d'œuf pourri, dont on fait les boules puantes) ont été telles que début septembre des dizaines de milliers de personnes ont commencé à se trouver mal aux alentours de la décharge. Plusieurs dizaines de

milliers ont dû être soignées et au moins huit en sont mortes. Le gouvernement a rapidement présenté sa démission, estimant avoir failli dans la protection du territoire national. Le 18 septembre, les autorités d'Abidjan ont annoncé l'arrestation de deux Français représentant une société néerlandaise. Ils seraient à l'origine du déversement de ces déchets issus de l'industrie pétrolière. La société avait traité avec un sous-traitant local qui n'avait rien trouvé de mieux que de déverser les déchets dans quatorze décharges de la ville. L'ONU a estimé qu'il faudrait deux mois pour que la situation redevienne normale. Greenpeace a retrouvé le bateau, le Probo Koala dans un port estonien, permettant à la commission d'enquête ivoirienne d'en demander l'immobilisation le 26 septembre. Pour une affaire comme celle-ci qui est rendue publique, combien de déchets toxiques du Nord disparaissent dans les sous-sols et les fonds de mer du Sud, en contradiction totale avec la convention de Bâle qui interdit l'exportation de déchets vers des pays qui n'ont pas les infrastructures nécessaires pour les traiter ?

## Café solidaire

Il existe aujourd'hui au Mexique trois coopératives zapatistes productrices de café : MutVitz, Yachil, Yochin. Pour éviter l'endettement et les intermédiaires, un réseau de solidarité a été mis en place. On peut commander des paquets à l'avance jusqu'à fin décembre, le café sera disponible en juin 2007 après son arrivée en France et sa torréfaction. Le prix est de 3 € le paquet de 250 g en grains ou moulu, frais de port compris. Les commandes sont à envoyer à l'ordre d'Echanges solidaires, c/o CSPCL, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

Renseignements : *CMR Finistère-Sud, Bas Van Zuijlen, Kergulan, 29120 Combrit, tél : 02 98 56 37 07.*

DRÔME

## Formation au commerce équitable

L'association *Quatre mâts développement* a mis en place une formation nationale "entendre un commerce équitable" destinée à des personnes souhaitant ouvrir un commerce dans ce domaine.

La formation se déroule du 6 novembre au 9 février, en Val-de-Drôme. Un partenariat avec la région Rhône-Alpes permet une prise en charge financière de la formation pour les demandeurs d'emplois de la région.

Renseignements : *Quatre mâts développement, centre de Kerfléau, 56850 Caudan, tél : 08 71 38 32 45.*



FINISTÈRE

## Le soja contre la vie

Alors qu'au niveau national se poursuit la campagne "Le soja contre la vie", une conférence est organisée sur ce thème le mardi 7 novembre à 20h30 au cinéma Agora de Châteaulin avec le CCFD, Laurent Laot, sociologue, Benoît Fauchoux (modérateur). Libre participation aux frais.

## Semaine de la solidarité internationale



La 9<sup>e</sup> édition de cette semaine organisée avec le soutien de différents ministères, se tient cette année du 11 au 19 novembre. Des centaines d'initiatives ont lieu dans toute la France... avec des niveaux de conscience politique fort différents, de la simple charité à la décroissance en passant par les multiples formes d'aides au développement. Une sélection :

■ **Paris : Réfugiés en Palestine.** Jeudi 16 novembre, de 12 h à 15 h, au Centre international de culture populaire, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Rencontre publique entre une délégation de réfugiés palestiniens du camp de Deihseih, notamment des femmes réfugiées. Expo photo et débats.

■ **Seine-Saint-Denis : je m'interroge, je m'informe et j'agis !** Mercredi 22 novembre, à la mission locale de Cergy-Saint-Christophe (93), de 14h à 17h, conférence "Solidarité internationale : je m'interroge, je m'informe et j'agis !". Retour d'expériences de personnes impliquées dans des chantiers-écoles au Bénin, au Mali, Burkina Faso et au Sénégal. Mission locale, 18, rue de la Bastide, 95800 Cergy-Saint-Christophe, tél : 01 34 41 70 71.

■ **Essonne : contes.** Mercredi 15 et samedi 18 novembre, à la salle d'exposition du Centre culturel de Dourdan, contes de Madagascar et du Mali. Du 14 au 19 novembre, exposition sur "les apports des pays du Sud aux pays du Nord". Centre culturel, 27, rue des Vergers-Saint-Jacques, 91410 Dourdan, tél : 01 64 59 52 31.

■ **Jura : rallye découverte.** Dimanche 12 novembre, dans les villages du Val d'Amour, rallye découverte des associations de solidarité internationale. ADAVAL, association de développement et d'animation du Val-d'Amour, 52, grande Rue, 39380 Chamblay, tél : 03 84 37 79 68.

■ **Meurthe-et-Moselle : Soupes du monde.** Vendredi 10 novembre, marché de la ville de Jœuf, de 7h30 à 12h, dégustation de soupes du monde (marocaine, algérienne, polonaise, vietnamienne, albanaise, italienne et française) vendues dans des bols (à conserver) réalisés par un artisan marocain. Temps d'échanges sur le commerce équitable. Egalement pendant toute la semaine, un défi solidaire : vente de 500 litres d'huile d'olive de Palestine avec explication de la situation actuelle, dans plusieurs communes. Vendredi 17 novembre, au centre culturel Pablo Picasso, à Homécourt, spectacle de danse : l'histoire vraie d'un jeune Albanais qui s'est reconstruit à travers la danse hip-hop. Union locale des MJC, 2, rue Haut-Soulieu, 54310 Homécourt, tél : 03 82 22 64 64.

■ **Meuse : Ensemble, jouons la solidarité.** Du 9 au 15 novembre, à la salle Dumas, à Bar-le-Duc, ateliers sur le thème "Ensemble jouons la solidarité". Exposition : l'importance du jeu et du jouet chez l'enfant. Conditions de travail des ouvrier(e)s fabriquant nos jouets dans les pays d'Asie. Atelier de fabrication de jeux et de jouets avec du matériel de récupération. Collectif meusien pour la Semaine de la solidarité internationale, Joelle Huguin, 03 29 45 55 02.

■ **Pas-de-Calais : votre voisin n'a pas de papiers.** Mardi 21 novembre, à la bibliothèque municipale des Annonciades, à Boulogne-sur-Mer, à 18h, lecture de textes à voix haute sur le thème des migrants et autour du livre « Votre voisin n'a pas de papier ». Atelier Nord/Sud du Centre régional de documentation et d'information pour le développement et la solidarité, 19, rue de Wicardenne, 62200 Boulogne-sur-mer, tél : 03 21 31 12 02.

■ **Seine-Maritime : une semaine solidaire.** A l'Espace Bourvil, à Caudebec-lès-Elbeuf. Du 15 et 18 novembre, jeu de l'oie sur les droits et les devoirs des enfants. Le 15, forum sur les différents programmes disponibles pour favoriser les actes de solidarité internationale chez les jeunes. Solidarité Laïque, 27, rue Claude-Debussy, 76000 Rouen, tél : 02 35 60 48 97.

■ **Tours : le développement d'essences.** Du 13 au 20 novembre, bâtiment C du Lycée Grandmont, parcours de découverte de développement durable des huiles essentielles malgaches. Le 14 novembre, conférence-débat "protection de la biodiversité : une nécessaire solidarité". Lycée Grandmont, avenue de Sévigné, 37200 Tours, tél : 02 47 48 78 78.

■ **Tours : rencontres régionales.** Le samedi 18 novembre, les 6e rencontres régionales de la coopération et de la solidarité se tiendront à Tours sur le thème "La dimension interculturelle dans les actions de coopération internationale". C'est organisé par la région. Pour en savoir plus : Centraider, 59, bis Faubourg-Chartrain, 41100 Vendôme, tél : 02 54 80 23 09.

■ **Vienne : concert.** Vendredi 17 novembre, à la MJC Claude-Nougare à Montmorillon, à 21h, concert du Kora Jazz Trio (Abdoulaye Diabate, Djeli Moussa Diwara et Moussa Cissoko). Rencontre entre la tradition musicale mandingue et la liberté du jazz, association édifiance de la kora, du clavier et de la percussion.

■ **Landes : forum de la culture et des loisirs.** Du 13 au 25 novembre, à Saint-Pierre-Mont, exposition culturelle et artisanale sur le thème des peuples indiens d'Amérique. Collectif "Nos enfants vers les enfants du monde".

■ **Haute-Loire : Migration.** 1<sup>er</sup> décembre à la halle aux grains de Brioude, soirée souvenir et présentation de documents d'époque sur l'immigration portugaise à Brioude. Le 18 novembre, marché équitable à la salle polyvalente de Brioude. Du 10 au 25 novembre à la mairie de Brioude, exposition Amnesty international sur les phénomènes migratoires. Collectif pour les journées Nord Sud de Brioude, François Roux, tél : 04 71 50 93 40.

■ **Var : Circus Baobab.** Du 13 au 17 novembre, dans les écoles de Fayence, Callian, Seillans, Montauroux et Tourettes, stages de danses et de percussions africaines avec les Circus Baobab (cirque de Guinée).

■ **Vaucluse : théâtre.** Lundi 13 novembre, à l'espace culturel de Vaison-la-Romaine, à 19h, pièce de théâtre sur le commerce mondial, organisée par l'association Pain et Liberté, 1, rue Ernest-Renan, 84110 Vaison-la-Romaine, tél : 04 90 36 38 15.

■ **Drôme : "Un train de choses".** Vendredi 17 novembre, cinéma le Navire, à Valence, en soirée, projection du film "Un train de choses" de Antoine Chesné, en présence du réalisateur. Documentaire sur la privatisation du coton et du rail au Mali. Invité : Ibrahim Koulibaly, président de Via Campesina au Mali. Tables de presse des associations partenaires. Barzéquitable d'Artisans du Monde. Artisans du Monde, 1 place du Temple 26000 Valence, tél : 04 75 56 34 27.

## Dioxines



Incinérateur de Vienne en Autriche, décoré par Hundertwasser.

### ■ Bouches-du-Rhône : bataille de l'incinérateur.

Alors que la communauté urbaine de Marseille avait réussi à obtenir le lancement du chantier de l'incinérateur prévu à Fos-sur-Mer, les communes voisines du chantier et les associations environnementales (Fare Sud, Ecoforum, WWF, Greenpeace, etc.) ont engagé différentes actions juridiques. Le 2 août, un premier procès a eu lieu à Aix-en-Provence qui a ordonné la suspension des travaux tant que la société concernée n'aura pas présenté un inventaire de la faune et de la flore et notamment des espèces protégées menacées par l'implantation de l'incinérateur.

■ **Savoie : dioxines et plaintes rejetées.** Tenez-vous bien ! La dioxine est officiellement reconnue comme cancérigène depuis

1997. L'ancien incinérateur de Gilly-sur-Isère a été arrêté en catastrophe le 24 octobre 2001 après des mesures montrant d'importants rejets de dioxines. Les habitants du voisinage portent alors plainte pour obtenir réparation. Eh bien, les plaintes sont rejetées les unes après les autres sous prétexte que les plaignants n'apportent pas la preuve qu'ils ont subi eux-mêmes un préjudice ! Pour en savoir plus : ACALP, Association citoyenne active de lutte contre les pollutions, Mairie, cd 925, 73200 Grignon.

■ **Rhône : un incinérateur de plus ?** Le conseil général du Rhône a voté pendant l'été le rachat du site de l'ancienne centrale thermique de Loire-sur-Rhône, au sud de Lyon, pour y installer un nouvel incinérateur pour les ordures ménagères. L'agglomération lyonnaise dispose de deux incinérateurs (à Gerland, au sud et à Rillieux-la-Pape au nord) et la collecte sélective a en principe contribué à faire baisser les volumes incinérés. Ce troisième incinérateur serait destiné aux ordures des communes hors agglomération lyonnaise. Les Verts ont organisé une première manifestation contre ce projet le 6 septembre dernier. Les Verts, 27, rue Ferrandière, 69002 Lyon, tél : 04 78 92 99 92.

## Transports

■ **Vitesse autorisée ?** Soyons logique : s'il est interdit de rouler à plus de 130 km/h, pourquoi autorise-t-on la commercialisation et la fabrication de bolides roulant à 200 km/h ? L'APIVIR, Association pour l'interdiction des véhicules inutilement rapides, créée en 2004, s'est posée cette bonne question. Elle l'a d'ailleurs posée juridiquement devant le Conseil d'Etat, s'appuyant sur la décision de cette juridiction concernant l'amiante qui conclut à la mauvaise gestion de la question par l'Etat. A deux reprises, l'Etat a envisagé de rendre obligatoire un limiteur de vitesse (en 1999 et 2004), à deux fois, il a reculé devant les pressions du lobby automobile. Le 12 juillet dernier, le Conseil d'Etat a rejeté la plainte de l'association. APIVIR, c/o Claude Got, 56 route de Sainte-Gemme, 78860 Saint-Nom-la-Bretèche.

■ **Parking vélo symbolique.** Adrien Rovero a conçu un modèle de parking à vélos représentant une voiture. Hautement symbolique : à la place d'une voiture, on peut stationner six vélos.



■ **Trafic aérien en baisse.** A en croire les médias et les chambres de commerce et d'industrie, il nous faudrait d'urgence de nouveaux aéroports pour faire face à une hausse du trafic aérien. Bizarrement, les chiffres officiels du ministère des transports indiquent une forte chute

des transports par avion après le 11 septembre 2001... et depuis une très faible augmentation, ce qui fait qu'en 2005, le trafic aérien n'était qu'au niveau de celui de 1995.

■ **Paris : journée sans vélo ?** Le 22 septembre est, en principe au niveau mondial, la journée sans voitures. Profitant de cette aubaine, environ 200 cyclistes ont voulu aller se promener au rond-point de l'Etoile. Arguant de l'"entrave à la circulation", le préfet de Paris a interrompu... la circulation automobile. Ah non, le rassemblement cycliste ! La journée sans voitures est devenue journée sans vélos ! Pas moins de 60 vélos ont été confisqués et emportés par les forces de police ! A quand la même efficacité pour enlever les voitures en proportion ?

■ **Paris : transports gratuits ou presque.** Le conseil régional a adopté, à partir du 1<sup>er</sup> octobre, la gratuité du réseau RATP pour les Rmistes et une réduction de 75 % sur la carte orange pour ceux qui ont la CMU, l'AME, l'API ou l'ASS (chômeurs en fin de droits). Cette mesure profite à environ 10 % de la population de la région.

■ **Vallée du Rhône : logique délétaire.** Un grand débat public sur l'aménagement des transports dans la vallée du Rhône et l'arc lanquedocien (Vral) s'est déroulé de mars à juillet, avec en toile de fond l'éventualité du doublement des infrastructures autoroutières A7 et A9. Comme pour le tunnel Lyon-Turin, les hypothèses de

base sont faussées puisque l'on considère comme inéluctable une augmentation de la mobilité. Une hypothèse de départ qui commence à avoir du plomb dans l'aile puisque les statistiques indiquent qu'en 2005, avec la hausse du prix du pétrole, les kilomètres parcourus par personne en voi-

## Environnement



ture individuelle sont en baisse de 1,4% contre une hausse de 2% l'année précédente. Une autre hypothèse faussée du débat : la prévision d'un prix du baril de pétrole à 60 \$... en 2025 ! L'un des moyens, extrêmement simple et écologique, de résoudre les problèmes d'encombrement dans la vallée du Rhône et ailleurs consisterait déjà à augmenter les taxes sur les produits pétroliers et sur les péages.

## Semaine contre les pesticides

Après le succès de la première édition, une nouvelle semaine pour des alternatives aux pesticides est organisée en 2007, du 21 au 30 mars. Dès maintenant, les associations, collectifs, particuliers qui veulent aborder cette problématique peuvent prendre contact avec *Action citoyenne pour des alternatives aux pesticides, MDRGF, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 45 79 07 59.*

BORDEAUX

## Pesticides non merci

L'association L'Ortie organise une projection du film "Pesticides non merci" le mardi 5 décembre à 20h30 au cinéma Utopia de Bordeaux. Le film sera suivi d'un débat avec François Veillerette, du Mouvement pour le droit et le respect des générations futures. Renseignements : L'Ortie, 19, rue Neuve, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 94 53 10.

MIDI-PYRÉNÉES

## Rencontres naturalistes

Les deuxièmes rencontres naturalistes de Midi-Pyrénées se tiendront les 17 et 18 novembre à la Halle aux Grains, à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées). Outre des débats assez spécialisés, le samedi après-midi, se tiendra une table-ronde sur "une vision transpyrénéenne de la protection de la nature". *Nature Midi-Pyrénées, 14, rue de Tivoli, 31068 Toulouse cedex, tél : 05 34 31 97 33.*



La Maison des femmes de Paris est une structure de rencontres entre femmes, d'échanges et de solidarités féministes. Ce lieu d'initiative et de convivialité parisien a fêté ses 25 ans cette année.

«**O**n s'y sent bien, il y a quelque chose de magique ici», une militante de la Maison des femmes.

On y est chaleureusement accueillie à la Maison des femmes. Dans le hall d'entrée, des présentoirs proposent de la documentation militante et culturelle. Sur les murs sont affichées les infos concernant l'actualité de la Maison. A droite, un salon lumineux avec ses fauteuils et sa petite table basse vous incitent à prendre le temps de vous poser pour discuter. Dans la cuisine ouverte, des femmes de différents âges et origines parlent en préparant un café. Sur la gauche se trouvent les bureaux des salariées dont la porte est rarement fermée.

Ce lieu paisible s'anime au gré des passages des femmes et des activités que permet la Maison.

C'est en juin 1981, après dix-huit mois passés à arpenter les rues de la capitale à la recherche d'un local que la Maison des femmes est créée au 8, cité Prost dans le 11<sup>e</sup> par des militantes féministes issues notamment du Mlac (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception). Parmi elles, des féministes historiques telle que Christine

Delphy, Monique Dental, Maya Surdut et Paola Bachetta. L'arrivée de la gauche au pouvoir et la création du ministère des Droits des femmes, avec à sa tête Yvette Roudy, facilite l'aboutissement de l'initiative.

## Une démarche pluraliste

Suite à la Marche des femmes du 6 octobre 1979, l'envie se propage dans les milieux féministes, jusqu'alors divisés et en conflit sur des points théoriques, d'adopter une nouvelle démarche unitaire et pluraliste pour donner un élan nouveau au mouvement. Une illusoire unité politique n'est pas recherchée, mais le désir de se rencontrer et de faire quelque chose en commun porte des femmes issues de différents groupes féministes et lesbiens à fonder la Maison des femmes. L'objectif de ce lieu, qu'elles ont elles-mêmes retapé, est de regrouper différents groupes féministes et lesbiens dans un esprit solidaire et pluraliste.

Une permanence est alors ouverte dans les années 1980 pour accueillir et renseigner les femmes en direct ou par téléphone. Des associations y animent des ateliers de réflexion et de partage autour des thèmes de l'emploi, des droits des femmes immigrées, contre les mutilations sexuelles (le Gams), contre les violences masculines faites aux femmes, mais aussi des cours de karaté et de langues. Le Miel, groupe lesbien et féministe en rupture avec celui des lesbiennes radicales, s'y

installe également. C'est à cette époque qu'un groupe de militantes de la Maison des femmes lance le bulletin d'information et de liaison Paris féministe. Cette gazette auto-produite se veut pluraliste et ouverte à l'expression de toutes les femmes tout en cherchant à créer des liens entre les mouvements féministes internationaux.

En 1995, les logements de l'impasse du 11<sup>e</sup> sont peu à peu détruits et leurs habitants menacés d'expulsion. Avec leur voisinage, les militantes se mobilisent pour être relogées et c'est ainsi qu'en 1997 elles débarquent au 163, rue de Charonton dans le 12<sup>e</sup> où la Maison des femmes se trouve encore aujourd'hui.



## Un lieu de résistance, de solidarité et de convivialité.

(Re)donner de la confiance et un espace d'expression aux femmes, créer des solidarités entre elles et lutter contre les discriminations d'une société patriarcale sont les objectifs de la Maison des femmes.

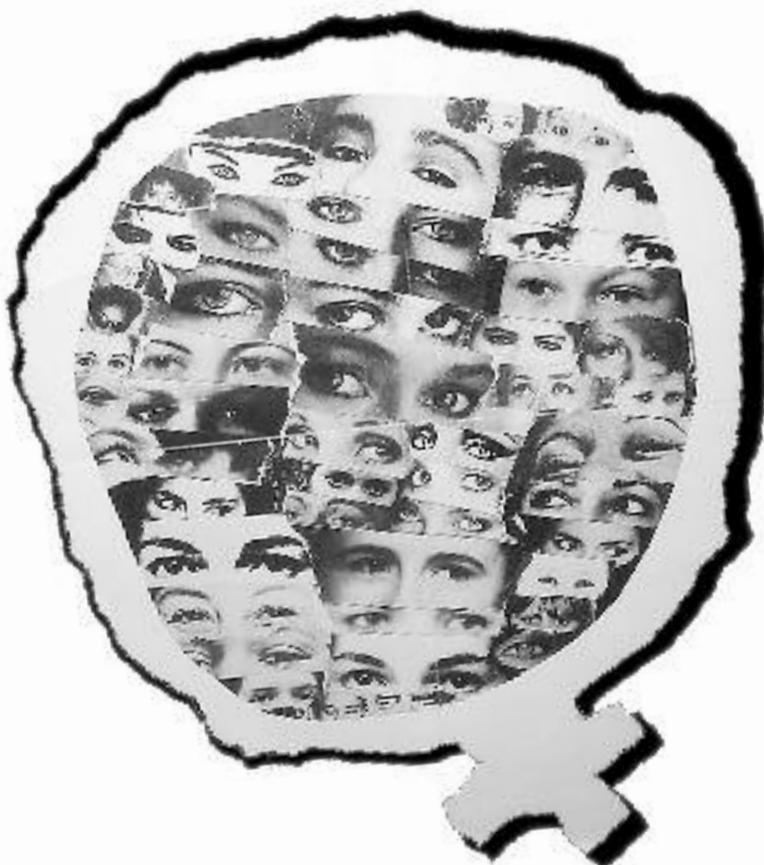
C'est dans ce cadre fédérateur que sont accueillies des associations pour que se multiplient les initiatives féministes. Seul lieu non mixte de Paris, la Maison veut permettre aux femmes de s'exprimer et d'échanger librement en dehors de tout jugement masculin. La non mixité assure aussi la sécurité des femmes, physiquement menacées, le temps qu'elles y restent.

La Maison des femmes n'est pas un centre social. Le travail y est collectif ; par le biais de groupes de paroles et d'ateliers, les femmes cherchent ensemble et trouvent elles-mêmes les ressources qui leur permettront de sortir d'une situation difficile. L'échange de savoirs et la création de liens sont au cœur de la dynamique de la Maison des femmes de Paris.

L'engagement, la tolérance, la convivialité mais aussi le fait de ne pas se prendre au sérieux semblent être les clés de la réussite de cette structure autogérée.

## Un fonctionnement alternatif

La structure initiale de la Maison n'a pas bougé jusqu'à aujourd'hui : la Maison des femmes est une association loi 1901 qui mène ses propres actions,



Maison des femmes

mais accueille aussi d'autres associations ou groupes féministes et lesbiens qui participent aux charges, à la gestion et aux animations du lieu. L'intégration de ces groupes est discutée lors des réunions du conseil d'administration. Dans une logique solidaire, chaque association hébergée participe en fonction de ses moyens et sur la base d'une confiance réciproque.

C'est en mettant capitaux et espaces en commun que ces associations et groupes féministes peuvent bénéficier d'un tel lieu dans l'est parisien.

La gestion de la Maison est en partie autogérée. La bibliothèque, le salon et la cuisine sont ouverts à toutes. Le midi, salariées, militantes et femmes de passage présentes partagent leur repas.

La Maison des femmes de Paris est ainsi ouverte du lundi au vendredi, de 9h à 18h, grâce à trois salariées : une secrétaire, une accueillante et une femme gérant la cafétéria le mardi midi ainsi que le ménage. Il s'agit de trois emplois aidés qui s'inscrivent dans une démarche d'insertion voulue par la Maison des femmes. De plus, une dizaine de vacataires (trois psychologues, une animatrice théâtre, des artistes et des formatrices) interviennent régulièrement pour animer des ateliers. Les activités de la Maison reposent aussi largement sur le dynamisme des militantes des différents groupes hébergés auxquelles il tient à cœur de faire vivre ce

lieu de vie féministe au delà de leurs propres actions. La disponibilité de toutes ces femmes y est très appréciable. Elles prennent le temps de se poser pour discuter en dehors des ateliers plus formels.

## Les activités de la Maison des femmes

La Maison des femmes mène actuellement trois actions pour lesquelles elle est subventionnée par la région Ile-de-France, la ville et le département de Paris mais aussi par le Forum social européen : l'Action contre les violences masculines faites aux femmes et aux mineures pour rompre l'isolement et s'en sortir, l'Action femme chômage emploi pour refuser la précarité et réagir contre le chômage et l'Action Une Maison des Femmes pour toutes pour organiser l'accueil des femmes en grande difficulté, précaires et parfois sans papiers. Ainsi elles peuvent y prendre une douche, faire une machine à laver ou simplement y trouver un peu de repos et de réconfort autour d'un café.

Dans le cadre de ces trois actions sont organisés de façon hebdomadaire des groupes de paroles, des ateliers de techniques de recherche d'emploi ou de réflexion, parfois autour d'un petit déjeuner comme le lundi matin. Mais aussi des ateliers d'écriture, de peinture ou encore de relaxation (celui-ci se tient sur une



## Groupes et associations hébergés par la Maison des femmes de Paris

Les Archives recherches cultures lesbiennes (ARCL), l'association Fatoumata pour l'émancipation des femmes qui lutte contre les mariages forcés, *Encore féministes !* qui dénonce le sexisme et les violences faites aux femmes. Le groupe des Femmes sourdes citoyennes et solidaires (FSCS). Le Groupe du 6 novembre qui est un groupe politique de lesbiennes dont l'histoire est liée à l'esclavagisme, à l'impérialisme, aux colonisations ou aux migrations forcées. *La Meute* qui est engagée contre la publicité sexiste. *Pluri-elles Algérie* qui est une association de solidarités avec les femmes algériennes, le Réseau pour l'autonomie des femmes immigrées et réfugiées (*Rajfire*) qui lutte pour les droits des femmes étrangères, immigrées et réfugiées et l'Association des femmes franco-maliennes. Ou encore le Réseau d'alternatives féministes (*Rezaf*) qui a pour objectif de libérer la parole féminine sur la sexualité et *Les Voix rebelles* qui regroupe deux musiciennes et un chœur répétant des chants féministes pour les manifs notamment.



Maison des femmes

## Les difficultés rencontrées

Même si la cohabitation se passe plutôt bien, les conflits et les crises se traduisant par des allers et venues des différents groupes, ont toujours animé ce lieu autogéré. Certains groupes, affaiblis, deviennent incapables d'assurer leur participation à la Maison en parallèle de leurs propres actions ce qui génère des tensions.

D'autre part, le financement de la Maison des femmes de Paris a toujours été une question épineuse. L'auto-financement du loyer et des actions par les cotisations des groupes et des militantes qui a fonctionné de 1995 à 1997 a dû céder, en partie, la place aux subven-

tions qui privilégient les actions à court terme.

L'autogestion entraîne aussi des difficultés comme la gestion des lieux communs. Il n'est en effet pas facile de gérer le passage de femmes qui se servent dans les provisions initialement destinées à la cuisine du lendemain.

Enfin, la communication extérieure serait à développer pour améliorer la visibilité du lieu et son ancrage dans le quartier.

La charge qui repose sur les militantes est parfois lourde, entre la tenue de leurs propres actions et leur participation à la Maison. Cependant, l'énergie semble toujours avoir été trouvée pour faire vivre ce lieu d'autant plus qu'une nouvelle génération de militantes prend actuellement le relais au bureau.

pelouse à deux pas de la Maison en cas de beau temps). La création culturelle y est un important vecteur d'expression.

De plus, la Maison accueille ou domicilie 12 et bientôt 14 associations ou groupes de solidarité et de convivialité féministes et/ou lesbiens. Ces groupes et associations disposent d'un lieu pour se réunir à la Maison mais peuvent aussi y organiser des manifestations culturelles ou des soirées festives.



Maison des femmes

## Un réseau ?

Un projet de réseau avec d'autres Maisons des femmes en France et notamment celles de Lille et de Bordeaux a vu le jour récemment.

Sur Paris, en dehors de leurs actions à la Maison, vous pouvez retrouver les militantes de la Maison des femmes chaque année au forum des associations du 12<sup>e</sup>, lors de la journée nationale contre les violences masculines faites aux femmes le 25 novembre et lors de la journée de la femme le 8 mars.

Camille Clochon ■

Maison des femmes, 163, rue de Charenton, 75012 Paris, tél : 01 43 43 41 13.

## Violette & Co

Violette and Co est une librairie consacrée aux textes et aux images qui mettent en valeur les femmes et les homosexualités sous toutes leurs formes. Romans, essais, beaux livres, polars, BD, revues... sont rassemblés dans un espace unique où se rencontrent les féminismes, les réalités – et les imaginaires – lesbiens, gais et trans, et toutes les questions de genre.

C'est un lieu lumineux, chaleureux et animé qui invite toutes celles et tous ceux qui aiment les littératures hors des sentiers battus et qui s'interrogent sur nos sociétés.

Violette and Co c'est aussi un rayon jeunesse qui propose une sélection pleine d'humour et de réflexion, des CD et des DVD, des cadeaux à (s')offrir. Et parce que si les livres se lisent en solitaire, ils se vivent aussi à plusieurs, la mezzanine est dédiée à l'accueil de rencontres littéraires, de lectures, de débats ainsi que d'expositions. Violette and Co, la librairie des filles et des garçons manqués... et de leurs ami-e-s !

■ Librairie Violette & Co, 102, rue de Charonne, 75011 Paris, tél : 01 43 72 16 07.



## Mix-Cité

L'association Mix-Cité, mouvement mixte pour l'égalité des sexes, est féministe. Elle se bat pour que l'égalité entre les

sexes proclamée dans les droits soit une égalité pratiquée dans la vie. Elle revendique aussi bien le mot que la filiation avec les mouvements historiques pour l'émancipation des femmes. Elle perpétue donc les luttes contre les violences faites aux femmes (et aux hommes quand cela se produit), pour le droit des femmes à disposer de leur corps (avortement, contraception), pour l'autonomie des femmes dans la vie publique comme dans la vie privée, pour la dignité des êtres humains en général. L'association combat le "patriarcat" défini comme la structure sociale hiérarchique et inégalitaire dont la caractéristique fondamentale de fonctionnement est l'exploitation du travail domestique féminin. L'explication par le système patriarcal nous permet non seulement de récuser la subordination des femmes imposée par les théories essentialistes ou naturalistes, mais elle nous permet aussi de rendre compte des mécanismes de l'oppression des femmes, de l'aliénation des hommes et de la domination du genre masculin. L'association est anti-sexiste. Elle conteste les représentations normatives des identités de sexe (modèles stéréotypés de féminité-maternité et de masculinité-virilité) et de sexualité (hétérosexualité obligée, rejet des transgenres) ainsi que les rôles sociaux qui en procèdent. Par conséquent, l'association se mobilise dans la perspective d'abolir ces normes sociales exclusives, discriminatoires et source de souffrances en inventant des formes de vie (conjugalité, parentalité) compatibles avec l'émancipation et l'épanouissement de tou-te-s.

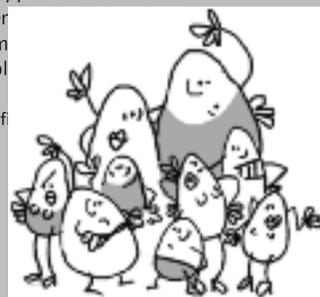
■ Mix-Cité, c/o Mouvement français pour le Planning familial, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris, tél : 06 03 82 86 31.

du monde de l'éducation, du monde social, médical et de la police, pour faire face aux

violences contre les femmes (agressions sexuelles, violences dans le couple, harcèlement sexuel).

■ MFPP, centre de planification, 10, rue Vivienne, 75002 Paris, tél : 01 42 60 93 20.

■ MFPP, tour Mantoue, 94, boulevard Masséna, 75013 Paris, tél : 01 45 84 28 25.



## Les Pénélopes



Nées dans la mouvance altermondialiste, les Pénélopes sont un collectif qui s'est donné pour but de faire circuler l'information féministe, principalement via internet. Après un travail de grande qualité pendant des années, la disparition d'aides financières a provoqué une crise fin 2005. Aujourd'hui, le site d'information fonctionne au ralenti et l'association a besoin de sang neuf pour assurer le bon fonctionnement de son réseau sur internet.

■ Les Pénélopes, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 71 09 37.



## ProChoix

La revue trimestrielle *ProChoix* est éditée par une association d'investigation, de réflexion et d'information réunissant des chercheurs, des journalistes et des citoyens dans le but de publier des analyses au service de la défense des libertés individuelles menacées par l'essentialisme, le racisme, l'intégrisme et toute idéologie totalitaire ou anti-choix.

Si le terme de "droit de choisir" est une revendication féministe très ancienne, ici il faut l'entendre dans un sens plus large que simplement "pro-avortement". L'association n'est pas seulement pour le droit d'avorter, mais plus généralement pour une certaine conception de la liberté individuelle. Pro-choix est une école de pensée pour la liberté dans le progrès pour tous.

■ ProChoix, 177, avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris, tél : 01 43 73 35 25.

## Planning familial

Le MFPP, Mouvement français pour le planning familial agit auprès des pouvoirs publics pour faire reconnaître les droits des femmes à la maîtrise de leur fécondité (contraception, avortement) et lutte pour l'élimination de la violence sexiste.

La contraception et l'avortement sont des moyens indispensables aux femmes pour la libre disposition de leur corps et le choix de leur maternité. Le MFPP lutte pour que ces droits fondamentaux ne soient pas entamés par des pouvoirs masculins et sexistes. Le MFPP accueille les femmes victimes de violence ; il favorise des groupes de parole leur permettant d'agir solidairement pour elles-mêmes et pour les autres en brisant le silence. Le MFPP réalise de nombreuses actions de formation auprès des divers professionnels

## Centres d'accueil pour femmes en difficulté

L'association SOS Femmes (en Haute-Marne) recense tous les lieux d'accueil d'urgence pour les femmes en difficulté. Il y en plus de 1000 en France, ce qui montre à l'évidence l'importance des problèmes de violence que subissent les femmes. La ville de Paris dispose de places d'accueil dans différents centres, il faut se renseigner à l'Hôtel-de-Ville. Les autres centres à Paris sont les suivants :

■ Cité Saint-Martin, 4, rue de l'Arsenal, 75004 Paris, tél : 01 44 61 89 90.

■ Habitat et humanisme, 8, rue Simon-Lefranc, 75004 Paris, tél : 01 48 87 93 87.

■ Cœur du Cinq, 24, rue Daubanton, 75005 Paris, tél : 01 44 08 87 00.



- Compagnons de la Nuit, 15, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, tél : 01 43 54 72 07.
- La Porte ouverte, 4, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 75005 Paris, tél : 08 03 33 33 11.
- ANRS, Service insertion jeunes, 39, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris, tél : 01 48 24 04 14. *Hébergement de jeunes de 18 à 25 ans en danger ou en situation de prostitution.*
- L'Estran, 10, rue Ambroise-Thomas, 75009 Paris, tél : 01 53 24 92 20. *Pour sortants de prison.*
- Emmaüs Valmy, 179 bis, quai de Valmy, 75010 Paris, tél : 01 46 07 44 07.
- La Fayette accueil, 190, rue Lafayette, 75010 Paris, tél : 01 40 35 81 60.
- La Maison dans la rue, Emmaüs, 35, rue Bichat, 75010 Paris, tél : 01 40 18 04 41. *Accueil de jour.*
- Amicale du Nid, 21, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris, tél : 01 42 02 38 98. *Service d'urgence pour personnes prostituées.*
- Service d'accueil rapide, Apcars, 65, rue d'Hauteville, 75010 Paris, tél : 01 53 34 13 00.
- Service d'accueil rapide, Arapej, 17, rue de l'Echiquier, 75010 Paris, tél : 01 42 46 06 73.
- ANRS, Permanence accueil Jeunes, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 43 38 42 41.
- AOFBAS Palais de la femme, 94, rue de Charonne, 75011 Paris, tél : 01 46 59 30 00. *Résidence sociale pour femmes. Admission sur attestation de scolarité ou de travail.*



DR

- Association Maavar, 202, boulevard Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 48 63 57.
- Mission sans domicile fixe, Médecins du monde, 62 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 43 14 81 81.
- APTM, 239, rue de Bercy, 75012 Paris, tél : 01 44 74 39 10. *Accueil mixte pour réfugiés ou demandeurs d'asile.*
- Arfog, 21, avenue Michel-Bizot, 75012 Paris, tél : 01 44 75 76 10.
- Caspotel Tillier, 4, rue Claude-Tillier, 75012 Paris, tél : 01 53 27 39 00.
- ESI Bercy, 16, rue Paul-Belmondo, 75012 Paris, tél : 01 55 78 84 40.
- Maison dans la rue, 4, rue Santerre, 75012 Paris, tél : 01 40 02 09 88.
- Samu Social de Paris, 35, avenue de Courtelaine, 75012 Paris, tél : 01 41 74 84 84.
- Service d'accueil d'adultes en hôtels, 20, rue de Santerre, 75012 Paris, tél : 01 53 33 87 50.
- Sarah Emmaüs, 1, avenue de Corbera, 75012 Paris, tél : 01 40 19 90 31.
- Centre maternel Les Acacias, 57, rue de la Santé, 75013 Paris, tél : 01 43 36 54 98.
- Centre maternel National, 146-152, rue Nationale, 75013 Paris, tél : 01 45 85 10 71.
- La Maison Cœur de femmes, 77 rue Châteaude-Rentiers, 75013 Paris, tél : 01 45 83 52 72.
- Œuvres de la Mie de pain, 18, rue Charles-Fourier, 75013 Paris, tél : 01 45 89 43 11. *Accueil de jour.*

- Antenne Aurore, 20, allée des Frères-Voisins, 75015 Paris, tél : 01 45 54 34 03.
- Foyer Falret, 50, rue du Théâtre, 75015 Paris, tél : 01 56 77 20 00. *Pour femmes en suivi psychiatrique.*
- Centre Corot entraide Auteuil, 4, rue Corot, 75016 Paris, tél : 01 45 24 54 46.
- Caspotel Pouchet, 20, rue Pouchet, 75017 Paris, tél : 01 40 25 37 00.
- Centre maternel Marie-Bequet-de-Vienne, 9 bis, rue Jean-Baptiste-Dumas, 75017 Paris, tél : 01 53 81 83 00.
- Le Radeau, 26, rue Lacroix, 75017 Paris, tél : 01 42 29 06 63.
- Mission maternelle, 8, rue Eugène-Flachat, 75017 Paris, tél : 01 43 80 59 24.
- Centre israélite de Montmartre, 16, rue Lamarck, 75018 Paris, tél : 01 46 06 24 35.
- CPCV, 17, rue de Torcy, 75018 Paris, tél : 01 40 38 69 69. *Agence immobilière à vocation sociale.*
- Maison de la mère et de l'enfant, 44, rue Labat, 75018 Paris, tél : 01 46 06 31 64.
- CHRS Crimée, 166, rue de Crimée, 75019 Paris, tél : 01 40 36 17 60.
- CHRS Flandre Emmaüs, 4, passage de Flandre, 75019 Paris, tél : 01 42 09 56 03.
- ESI Maison du partage, 32, rue Bouret, 75019 Paris, tél : 01 42 00 66 10. *Accueil de jour.*
- Foyer Clair logis, 59, rue de l'Ourcq, bâtiment C, 75019 Paris, tél : 01 53 26 46 86.
- Résidence maternelle Les Lilas, 9, avenue de la Porte-des-Lilas, 75019 Paris, tél : 01 42 02 14 24.
- Espace solidarité, 17, rue de Mendelsohn, 75020 Paris, tél : 01 43 48 18 66. *Centre d'accueil de jour.*
- Halte aide femmes battues, 14, rue Mendelsohn, 75020 Paris, tél : 01 43 48 20 40.

## Union féminine civique et sociale

L'Union féminine civique et sociale est une association créée en 1925. Elle a été reconnue d'utilité publique en 1947, agréée organisation de consommateurs en 1961, organisme de formation en 1976 et organisme de protection de l'environnement en 1978.

Elle est indépendante de tout parti politique et de toute confession.

Elle a pour but de susciter la participation de tous à la construction d'une société démocratique, en partant de l'expérience de chacune. Il s'agit de faire évoluer les mentalités, en insufflant un esprit civique qui, appliqué aux domaines de la consommation, de la citoyenneté ou du travail, contribue à la construction d'une société plus humaine, où chacun a sa chance.

L'Union féminine civique et sociale compte 10 000 adhérents, 80 groupes locaux, 600 bénévoles actifs, 45 salariés. Chaque équipe locale a pour but de promouvoir la participation du plus grand nombre de femmes à la vie sociale et civique, par des actions d'information, de formation, et d'actions institutionnelles, en accord avec la charte du mouvement, dans ses secteurs traditionnels d'activité.

- UFCS, 6, rue Béranger, 75003 Paris, tél : 01 44 54 50 54.
- UFCS, 24, rue de Rocroy, 75010 Paris, tél : 01 48 78 81 93.

## Ecole des parents et des éducateurs

Les écoles des parents et des éducateurs ont une vocation généraliste : aconfessionnelles et apolitiques, elles s'adressent à tout type de famille, de tout milieu. Ce sont des associations de médiation familiale. Cela passe par le rétablissement de la parole entre les deux parties, l'identification des besoins et intérêts de chacun, la reconstitution et la préservation du lien famille, notamment le lien parents/enfants. Lors d'une séparation du couple, les personnes sont invitées à réfléchir sur la notion de coparentalité et à essayer de négocier ensemble des accords sur la réorganisation familiale, toujours dans l'intérêt de l'enfant.

Les services de médiation familiale s'articulent, avec d'autres services complémentaires : informations par téléphone, accueil, autres consultations (réalisées par des conseillers conjugaux et familiaux, des psychologues, etc.), groupes de parole. Ces services sont ouverts aux parents. Les enfants peuvent également bénéficier d'entretiens, d'écoute par téléphone, de groupes de paroles... Les tarifs sont adaptés aux revenus des familles.

- Fédération nationale des écoles de parents et éducateurs, 180 bis, rue de Grenelle, 75007 Paris, tél : 01 47 53 62 70.
- Ecole des parents et des éducateurs, 5, impasse Bon-Secours, 75543 Paris Cedex 11, tél : 01 44 93 44 88.

## Violences contre les femmes au travail

Depuis 1985, l'AFVT, Association contre les violences contre les femmes au travail est une association féministe autonome qui défend les droits au travail et à l'intégrité de la personne. Elle a pour champ d'action et de réflexion toutes les formes de violences contre les femmes, bien qu'elle se soit spécialisée dans la dénonciation des violences sexistes et sexuelles au travail. Selon l'étude du Bureau international du travail, parue en 1999, la France est l'un des pays où le taux des violences sexistes ou sexuelles sur le lieu de travail est le plus élevé. L'AVFT soutient les personnes victimes, offre une permanence d'écoute, d'accueil, de soutien moral, et de conseils, notamment juridiques, aux personnes victimes. Elle intervient à leurs côtés (notamment auprès des employeurs, de l'inspection du travail, du parquet, de la police ou de la gendarmerie...) pour qu'elles soient rétablies dans leurs droits.

- AFVT, BP 60108, 75561 Paris cedex 12, tél : 01 45 84 24 24.

## Racines

Depuis 1989, Racines, Réseau d'accompagnement des créations et initiatives avec une nouvelle épargne de solidarité, s'est consacrée à l'accueil des femmes créatrices d'entreprises afin de les aider à élaborer leur projet puis de leur permettre de pérenniser leur activité. Plus de 1000 créatrices ont ainsi été aidées depuis. Racines a mis en place les Clefe, Clubs locaux d'épargne pour les femmes qui entreprennent, ces clubs permettent à des personnes intéressées par un projet d'investir dans le capital de la structure en constitution. Racines favorise les contacts avec les structures de financement solidaire, en lien avec le réseau Finansol.

■ Racines, 8, square de la Dordogne, 75017 Paris, tél : 01 53 79 07 61.

## Panthères grises

Ce mouvement de femmes de plus de 50 ans est né en 1988, reprenant l'idée d'un mouvement déjà présent aux Etats-Unis et en Allemagne. Il entend défendre une vieillesse digne et encourage au militantisme des personnes âgées.

■ Panthères grises, 3, rue Georges-Citerne, 75015 Paris, tél : 01 40 58 17 15.

## Femmes de l'Europe méridionale

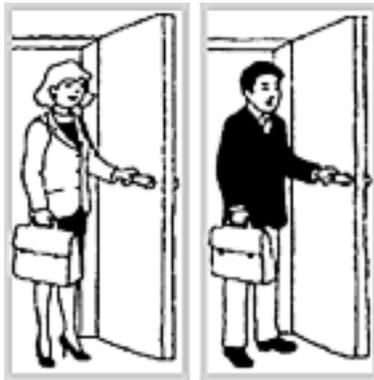
L'Afem, Association des femmes de l'Europe méridionale, est une fédération européenne qui regroupe des personnes physiques et des associations de Chypre, d'Espagne, de France, de Grèce, d'Italie et du Portugal. Elle soutient la construction d'une Europe démocratique fondée sur le respect et la garantie effective des droits de la personne humaine



Mère et fille en Turquie.

et notamment du droit fondamental à l'égalité substantielle entre les femmes et les hommes ainsi que sur le respect de la diversité des cultures.

■ Afem, 6, rue du Marché-Popincourt, 75011 Paris, tél : 01 43 25 54 98.



## Du côté des filles

L'Association européenne *Du côté des filles* a été créée en 1994 dans le but d'élaborer un programme d'élimination du sexisme dans le matériel éducatif, de promouvoir des représentations anti-sexistes, de produire et diffuser des outils de sensibilisation destinés aux maisons d'édition, aux créatrices et créateurs, aux parents, aux pouvoirs publics.

Depuis sa création, l'association a mené un programme de recherche européen sur des centaines d'albums illustrés, participé à des actions de sensibilisation, dispensé des formations sur le thème de l'égalité filles/garçons. Les résultats des enquêtes sont saisissants et montrent tout le chemin qui reste à faire pour arriver à une représentation non-sexiste de la société.

■ Du Côté des filles, 8, rue Baillou, 75014 Paris, tél : 01 40 55 95 92.

## Réseau hommes

Réseau entre hommes dans l'esprit des réseaux d'hommes créés au Québec, par le psychanalyste Guy Carneau. Faciliter la création de groupes autogérés de parole, d'échange et de partage. Repenser la place des hommes dans une société où les femmes ont toute leur place.

■ Réseau hommes Ile-de-France, 62, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris, tél : 01 46 23 15 83.

## Femmes en mouvement

Les femmes représentent la moitié de la population et les deux tiers de la clientèle des transports publics. Pourtant, elles sont presque totalement absentes du monde professionnel des transports, qu'il s'agisse des niveaux de décision (élus, entreprises, fonctionnaires, experts...) ou de réalisation. Même dans les associations d'usagers, les femmes sont très nettement minoritaires ! De ce constat, est née l'association *Femmes en mouvement*, les transports au féminin lors du congrès du Groupement des autorités responsables de transport sur le thème " Qui décide ? ", à Nantes, en 1993.

L'association agit pour que les femmes puissent faire entendre leur point de vue dans le monde des transports publics, mais aussi pour que les transports publics soient pris

en compte quand il est question du rôle des femmes dans l'aménagement du territoire ou de la ville.

■ Femmes en mouvement, 22, rue de Palestro, 75002 Paris, tél : 01 40 41 18 19.

## Et également

■ Nouvelles questions féministes, 27, rue Jean-Jacques-Rousseau 75001 Paris, tél : 01 40 26 74 98. *Revue théorique sur le féminisme.*

■ Réseau femmes et développement, 15-21, rue de l'Ecole-de-Médecine, 75001 Paris.

■ Femmes relais, 62, rue Tiquetonne, 75002 Paris, tél : 01 42 33 81 03. *Médiatrices interculturelles.*

■ Lobby européen des femmes, 6, rue Béranger 75003 Paris, tél : 01 48 04 04 25.

■ Elan de femmes, 2 bis, rue Elzévir, 75003 Paris.

■ La Meute, 12 rue Elzévir 75003 Paris.

■ Encore féministes, 12 rue Elzévir 75003 Paris.

■ Inter-associative lesbienne, gay, bi et trans (Inter-LGBT), maison des associations, 5, rue Perrée, 75003 Paris, tél : 01 72 70 39 22.

■ AFJ, Association des femmes journalistes, Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris.

■ Contact, 84, rue Saint-Martin, 75004 Paris,

tél : 01 44 54 04 70. *Dialogue entre les parents, les gais et lesbiennes, leurs familles et amis.*

■ MAPP, Mouvement pour l'abolition de la prostitution et la pornographie et toutes formes de violences sexuelles et discriminations sexistes, Malka Marcovich, BP 215, 75226 Paris cedex 05, tél : 01 47 11 09 38.

■ Association des femmes ivoiriennes en France Nayoua-Nahif, 12, rue Guy-de-la-Brosse, 75005 Paris, tél : 01 45 35 27 10.

■ Cedref, Centre d'enseignement de documentation, de recherche et d'études féministes, université Paris 7-Jussieu, 2, place Jussieu, couloir 24/34, 1<sup>er</sup> étage, BP 7132, 75005 Paris.

■ Affdu, Association française des femmes diplômées des universités, 4, rue Chevreuse, 75006 Paris, tél : 01 43 20 01 32.

■ AAFK, Aide aux femmes khmères, 3, rue Jacques-Callot, 75006 Paris.

■ Edition des femmes, 6, rue Mézières, 75006 Paris, tél : 01 42 22 60 74. *Maison d'édition créée par Antoinette Foulque en 1973, alors militante engagée du MLF, mouvement de libération des femmes. Plus de 400 titres publiés depuis.*

■ Ligue du droit international des femmes, 6, place Saint-Germain-des-Près, 75006 Paris, tél : 01 45 49 04 00.

■ Editions gais et lesbiennes, 15, rue d'Estrées, 75007 Paris, tél : 01 46 33 35 31.

■ Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 48 78 39 85.

■ Cams, Comité pour l'abolition des mutilations sexuelles, 6, place de Saint-Germain, 75006 Paris.

■ Femmes et sciences, 93, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 47 70 85 35. *Aide aux femmes scientifiques, aides aux étudiantes qui font des carrières scientifiques, dénonciations des discriminations de carrière.*

■ Mnémosyne, EHESS, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris cedex 06, tél : 01 49 54 23 40. *Association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre, regroupe des universitaires qui travaillent sur ce sujet.*

■ Femmes avenir, 30, rue Vaneau 75007 Paris, tél : 01 45 50 40 30.

■ Observatoire de la misogynie, 5, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 48 83 80.

■ Choisir, 102, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, tél : 01 47 05 21 48.

■ Parité 2000, 5, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 48 83 80.

■ Conseil international femmes, 13, rue Caumartin, 75009 Paris, tél : 01 47 42 19 40. *Organisation non-gouvernementale créée en 1988 pour promouvoir les droits des femmes, fait du lobbying au niveau international et auprès des organismes dépendant de l'ONU.*

- Couples et familles, 28, place Saint-Georges, 75009 Paris, tél : 01 44 91 99 45. *Conseil conjugal, groupes de paroles, médiations.*
- Favac, Fédération des associations de conjoints survivants, 28, place Saint-Georges, 75009 Paris, tél : 01 45 26 75 78. *Mouvement de soutien aux veuves et veufs dans leurs démarches législatives. 48 000 adhérents et 93 associations départementales.*
- Jeune cordée, 25c, rue de Maubeuge, 75009 Paris, tél : 01 53 20 08 20. *Foyer de jeunes travailleuses entre 18 et 25 ans. Recherche à favoriser la promotion sociale, professionnelle, humaine, culturelle, des jeunes accueillies.*
- Femmes et changements, 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 44 65 00 66.
- Assemblée des femmes, 9, boulevard de Denain, 75010 Paris.
- Fatoumata, lycée Colbert, 27, rue du Château-Landon, 75010 Paris. *Association de lutte contre les mariages forcés africains.*
- Grain de sel, 27, rue du Château-Landon, 75010 Paris.
- Sefia, Société d'études et de formations informations et actions, Nadia Benque, 14, boulevard Saint-Martin, 75010 Paris. *Organisation de formation.*
- Amicale du Nid, 21, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris, tél : 01 42 02 38 98. *Prévention et réinsertion professionnelle de personnes prostituées.*
- Collectif national pour les droits des femmes, 75011 Paris, tél : 01 43 56 36 48.

■ Les sciences potiches se rebellent, IEP Paris, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris. *Née en 1995, cette association regroupe des femmes et des hommes de Sciences-Po qui militent au sein du milieu étudiant pour animer le débat sur la place des femmes en politique et revendiquer une meilleure parité.*



- FIAISM, Femmes inter-association inter-service migrants, 22, rue Voltaire 75011 Paris, tél : 01 44 85 96 46.
- Collectif féministe contre le viol, Suzy Rotjman, 10, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris, tél : 01 48 05 12 56.
- Viols femmes information, 9, villa Este, 75013 Paris, tél : 0 800 05 95 95
- Collectif féministe contre le viol, 9, villa d'Este, 75013 Paris, tél : 01 45 82 73 00.
- Asfad, Association de solidarité avec les femmes algériennes démocrates, 94, boulevard Masséna, 75013 Paris, tél : 01 53 79 18 73. *Accueil, écoute, accompagnement des femmes maghrébines en difficulté, suivi dans le cadre d'une bonne intégration. Information sur l'accès aux droits des femmes immigrées ou issues de l'immigration (cas de divorce, répudiation, mariage forcé, enlèvements d'enfants...)*
- Femmes initiatives, 8, avenue de Choisy, 75013 Paris, tél : 01 44 23 74 33. *Promotion des initiatives de femmes dans les domaines de l'économie, du social et de la culture. L'association est porteuse du projet Au Baobab, café associatif, rue Joseph-Bédier.*

■ Coordination française pour la Marche mondiale des femmes, 104, rue des Couronnes, 75020 Paris, tél : 01 44 62 12 33.



Affiche de Nicole Guidi  
Marche mondiale des femmes à Marseille en 2005.

- Cœur de femmes, 77, rue du Château-des-Rentiers, 75013 Paris, tél : 01 45 83 52 72. *Accueil de femmes en difficulté.*
- Ligue du droit des femmes, 54, avenue de Choisy 75013 Paris, tél : 01 45 85 11 37.
- Modefem, Mouvement pour la défense des droits de la femme noire, 94, boulevard Masséna, 75013 Paris, tél : 01 45 85 59 52.
- Collectif des mères, BP 89, 75622 Paris Cedex 13, tél : 06 62 14 35 64. *Défense de la sécurité morale et physique de l'enfant, notamment d'agressions sexuelles incestueuses.*
- Apif, Agir pour la promotion et l'intégration de la femme, 51, rue Dunois, 75013 Paris, tél : 01 45 82 77 61. *Aider les femmes à s'intégrer professionnellement et socialement, favoriser l'autonomie et améliorer le rapport à soi-même (meilleure représentation de soi) et aux autres (enfant, famille, société) par la formation professionnelle et le développement personnel.*
- Gynopsy, 74, rue Dunois, 75013 Paris, tél : 01 45 70 90 81. *Collectif psychanalytique d'écoute et de recherche sur le féminin.*
- AIDHF, Association internationale des droits humains des femmes, Karimi Freshet, 23, rue du Départ, boîte 37, 75014 Paris, tél : 01 40 64 74 22.
- Assemblée des femmes, 130, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.
- Aides aux femmes battues, 136, rue Abbé-Groult, 75015 Paris, tél : 01 56 36 17 85.
- Femmes pour le dire, femmes pour agir, 16, rue Emile-Duclaux, 75015 Paris, tél : 01 45 66 63 97.
- Retravailler Ile-de-France, 34, rue Balard, 75015 Paris, tél : 01 45 58 23 09. *Aide à la recherche d'emploi pour les femmes qui ont arrêté un temps de travailler.*
- Association des femmes berbères de France, 35, avenue de la Porte-Brancion, 75015 Paris, tél : 01 45 33 42 28.
- FDFA, Femmes pour le dire, femmes pour agir, 16, rue Emile-Duclaux, 75015 Paris, tél : 01 45 66 63 97. *Promouvoir l'insertion des femmes handicapées dans la société, quels que soient les handicaps.*
- Plurielles, 374, rue de Vaugirard, 75015 Paris, tél : 01 48 42 51 03. *Défense des intérêts des femmes en leur donnant informations sur leurs droits et des conseils si elles sont victimes de violences.*
- Association baha'ie des femmes, 45, rue Pergolèse, 75016 Paris, tél : 01 45 00 90 26. *Mouvement religieux pour le développement, la paix et l'unité.*
- Mouvement mondial des mères, BP 447, 75769 Paris cedex 16, tél : 01 40 71 96 72. *Promotion des mères de famille.*
- Entraide des femmes françaises, 23, rue Viète, 75017 Paris, tél : 01 43 80 20 10.
- Réseau femmes ruptures, 38, rue Polonceau, 75018 Paris, tél : 01 42 23 60 47.
- Acofa, Association coopération femmes africaines, 22, rue André-del-Sarte, 75018 Paris, tél : 01 42 59 22 60.
- Asfi, Association des femmes immigrées, 7, rue Panama 75018 Paris, tél : 01 42 51 31 99.
- AFDEAA, Association des femmes de la diaspora africaine pour le développement socio-éducatif agricole

- de l'Afrique, 104-106, boulevard de La Chapelle, 75018 Paris, tél : 01 40 03 06 33.
- Association Mdelles, BP 49, 75861 Paris Cedex 18, tél : 01 42 23 37 83. *Agir pour l'égalité des droits, pour le respect de la dignité humaine, pour la laïcité, l'éducation non sexiste, la solidarité avec les femmes de tous les pays, contre les discriminations et la prostitution.*
- Femmes inter associations, 6, rue Jean-Dollfus, 75018 Paris, tél : 01 44 85 96 46. *Développement de la vie associative. Promotion sociale et professionnelle des femmes à travers des formations. Valorisation des initiatives grâce à la parution d'un bulletin.*
- Internettes, 36, avenue de Clichy, 75018 Paris, tél : 01 43 87 35 32. *Animatrices d'un serveur internet avec plein de débats, d'infos... mais rien sur la mode et le maquillage : www.internettes.fr. A l'arrêt actuellement.*
- Asfi, Association de soutien aux femmes immigrées, 7, rue de Panama, 75018 Paris, tél : 01 42 51 31 99.
- La Trame des femmes, 35, rue Ramey, 75018 Paris. *Association organisatrice d'événements artistiques.*
- ADSF, Association pour le développement de la santé des femmes, 18, rue Bernard-Dimey, 75018 Paris, tél : 01 46 27 79 25.
- Afic, Association femmes intercultures, Madina Diallo, 10, rue Augustin-Thierry, 75019 Paris, tél : 01 42 38 03 40. *Organisation d'actions de solidarité et d'aide au développement aux femmes d'Afrique.*
- Femmes de la Terre, 2-4, rue de la solidarité, 75019 Paris, tél : 01 48 06 03 34.
- Cosefeb, Comité de soutien européen aux femmes et aux enfants de Birmanie, Maison des associations, boîte 67, 20, rue Pailleron, 75019 Paris.
- Femmes interculturelles, 10, rue Augustin-Thierry 75019 Paris, tél : 01 42 38 03 40. *L'association a pour but de regrouper des femmes maliennes pour échanger des idées, développer la solidarité entre elles.*
- Association internationale des victimes de l'inceste, Maison des Associations, 20, rue E.-Pailleron, 75019 Paris.
- Fédération nationale Solidarité femmes, 32, rue des Envierges, 75020, tél : 01 40 33 80 90.
- Halte Aide femmes battues, 14, rue Mendelssohn, 75020 Paris, tél : 01 43 48 20 40.
- Amis du bus des femmes, 58, rue des Amandiers, 75020 Paris, tél : 01 43 14 98 98. *Le bus des femmes circule la nuit pour aider les prostituées.*
- Gams, Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles, 66, rue des Grands-Champs, 75020 Paris, tél : 01 43 48 10 87.
- Cosefep, Comité de soutien européen aux femmes et enfants de Birmanie, c/o Info-Birmanie, 9, passage Dagorno, 75020 Paris, tél : 01 44 93 93 57.
- AFLS, Association femmes culture solidarité, 21, rue de la Duée, 75020 Paris, tél : 01 40 33 63 79. *Promotion des savoir-faire des femmes africaines, notamment par la vente de tissus et autres objets artisanaux.*
- Ogresse théâtre, 4, rue des Prairies, 75020 Paris, tél : 01 46 36 95 15.
- Benkadi, Afema 20e, 4, passage de la Providence, 75020 Paris. *Association de femmes africaines.*
- Afdu, Association des femmes diplômées des universités, Denise Mortier, 1, rue des Couronnes, 75020 Paris, tél : 01 43 58 60 90.
- Relais des femmes caraïbéennes et guyanaises, 4, place de la Porte-de-Bagnolet, 75020 Paris, tél : 01 40 30 39 16.
- Union des femmes berbères, 41, rue de Pali-Kao, 75020 Paris, tél : 01 43 66 18 60.
- Leche league, 197, boulevard Davout, 75020 Paris, tél : 01 43 64 30 17. *Groupe de partage d'expérience autour de l'allaitement.*
- Comité des femmes tamoules, 341, rue des Pyrénées, 75020 Paris, tél : 01 46 36 49 49.
- Femmes-relais du 20<sup>e</sup>, 71, rue des Amandiers, 75020 Paris, tél : 01 44 62 93 92. *Femmes médiatrices, aide juridique, aide à la traduction dans de nombreuses langues.*
- Retravailler, 31, rue de Buzenval, 75020 Paris, tél : 01 43 67 09 92. *Aide à la recherche d'emploi pour les femmes qui ont arrêté un temps de travailler.*

## 25 novembre Elimination de la violence faite aux femmes

Depuis 1999, l'ONU a déclaré le 25 novembre, journée internationale de la violence faite aux femmes. Reste à adopter que les 364 autres jours le soient aussi.

## Systèmes d'échanges locaux Une réussite pour l'expression des femmes

Catherine Lenzi, sociologue, prépare une thèse de doctorat sur les SEL, systèmes d'échanges locaux, à l'université de Versailles-Saint-Quentin. Elle y a observé une prédominance généralisée des femmes (généralement autour de 60 %), un rapport d'égalité dans les structures et les instances décisionnelles rarement atteint dans les associations : entre 50 et 80 % de femmes dans les conseils d'administration, 166 femmes et 109 hommes dans le réseau SEL'idaire en 2004, 60 % de femmes dans les postes de responsabilité. Catherine Lenzi avance plusieurs explications : un milieu qui permet des échanges incluant la sphère du travail domestique, une meilleure prise en compte monétaire des échanges à caractères sociaux, dans lequel les femmes ont toujours été majoritaires, une liberté dans le choix des offres qui permet aux femmes de passer outre la division sexuelle du travail habituelle, des services utiles et de développement personnel mieux maîtrisés par les femmes, une logique marchande sous la coupe de l'action publique et sociale : quand on fait des choses utiles, on s'aperçoit que dans la société, ce sont plutôt les femmes qui les font ! Il y a aussi des facteurs sociaux extérieurs à prendre en compte : le taux de chômage plus important des femmes, leur moindre présence dans le monde salarié traditionnel. Mais du fait de la "double journée" (elles assurent en plus du travail salarié, la majorité du travail domestique), si le nombre de femmes est plus important, elle

n'y consacre pas plus de temps que les hommes selon une enquête menée en 2004. L'auteure conclut qu'au sein du SEL, plus on s'éloigne de l'économie classique, plus la présence des femmes est importante. Les SEL seraient donc une manière originale d'expérimenter des rapports sociaux de sexe plus égalitaires car moins soumis aux impératifs du marché. (source : "Le temps des femmes comme richesse collective et expression citoyenne, l'expérience des SEL", Catherine Lenzi, dans "Exclusion et liens financiers" sous la direction de Jérôme Blanc, éd. Economica, 2006)

## COLOMBIE

### Cuisses serrées

La ville de Pereira, en Colombie, détient le record de criminalité dans le pays. 90% des décès sont dus à des armes à feu, 84% des décès concernent des 18 à 25 ans. Mi-septembre, la mairie

a lancé une opération baptisée "cuisses serrées" demandant aux femmes des jeunes de gangs de refuser les rapports sexuels tant que leurs compagnons n'auront pas pris l'engagement de ne plus porter d'arme sur eux. Plusieurs centaines de femmes ont accepté de suivre l'opération pendant une semaine.

## PARIS

### Souffles d'elles

L'association Souffles d'Elles a pour but de promouvoir, produire et diffuser toute forme d'activité créatrice liée à la libération des femmes dans l'art. Elle organise et soutient des événements tout au long de l'année : rencontre le 10 décembre sur "Controverses autour du Père" avec Monique Schneider, psychanalyste, auteur du *Paradigme du Féminin* (éd. Aubier 2004). 11 février : débat sur les femmes journalistes. 11 mars : débat sur l'œuvre de Nayère Saïdi, poétesse iranienne, à l'occasion de la sortie du film réalisé par sa fille, l'architecte

et cinéaste Mina Saïdi. Le 13 mai, conférence-débat sur la désobéissance civile et les femmes dans les camps, avec Ana Novac auteure de *Les beaux jours de ma jeunesse* (éd. Folio) et Limore Yagil, auteure de *Chrétiens et juifs sous Vichy* (éd. du Cerf, 2005). *Souffles d'Elles*, 55, rue Saint-Jacques 75005 Paris.

## AVIGNON

### Défilé de mode, défilé de femmes

Dans le cadre d'un spectacle pour la journée internationale des femmes, le 8 mars 2007, le théâtre des Carmes ouvrira un atelier-spectacle sur le thème "défilé de mode, défilé de femmes". Si le projet vous intéresse, prendre contact avec : *Théâtre des Carmes*, 6, place des Carmes, 84000 Avignon, tél : 04 90 82 20 47.

## LYON

### Elles, exister, résister... ici et ailleurs

Jusqu'au 11 mars 2007, le Centre d'histoire de la résistance et de la déportation présente une exposition photo de Pierre-Yves Ginet sur le thème des femmes qui résistent aujourd'hui dans le monde, en particulier au Soudan, au Tibet, au Kurdistan... Renseignements : *Centre d'histoire de la résistance*, 14, avenue Berthelot, 69007 Lyon, tél : 04 78 72 23 11.



## ROUEN

### Les Chants d'Elles

La 7<sup>e</sup> édition du festival *Les chants d'elles*, festival de la chanson de femmes, se tiendra du 14 au 28 novembre dans plusieurs lieux de l'agglomération rouennaise, avec les *Castaphiore Bazooka*, les *sœurs Jacques*, Marie-Josée Vilar, Cécilem, Emmanuelle Bercier & Gaëlle Vignaux, Natacha Atlas, & Soraya Mahdoui, Nathalie Natiembé, Fredrika Stahl, Victoria Abril, Holden, Mademoiselle K... Egalement des ateliers "voix de femmes", des cafés chansons, une exposition d'Amnesty international "Les droits humains s'accordent aussi au féminin" ... *A travers chants*, 64, rue Annie-de-Pene, 76000 Rouen.



Pierre-Yves Ginet

Pacifiste israélienne.

## Téléphonie mobile

### ■ Le rapport qui accuse.

Bizarrement, à chaque fois qu'une étude étrangère annonce un lien entre l'usage du téléphone portable et une maladie, l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale sort un rapport rassurant. Et puis, voilà qu'il y a des démissions ; suffisamment pour que le gouvernement demande à l'inspection générale des affaires sociales un rapport relatif à l'expertise scientifique au sein de cette institution. En janvier 2006, le rapport est remis au gouvernement... mais n'est pas rendu public. *Agir pour l'environnement* et *Priartem*, associations qui luttent pour l'information sur la téléphonie mobile attaquent une procédure pour obtenir ce rapport qui, tant que nous serons encore en démocratie, est normalement consultable par tous les citoyens. Début septembre, les associations obtiennent le rapport... qui révèle de graves dysfonctionnements, les experts consultés pour les études sur la téléphonie mobile étant le plus souvent liés à cette industrie. Les associations demandent que le gouvernement retire officiellement ces rapports mensongers de la circulation et que d'autres études réellement indépendantes soient mises en place.

■ **Roger Santini.** Chercheur de longue date sur les questions électromagnétiques, Roger Santini a été l'un des premiers chercheurs en France à tirer la sonnette d'alarme sur les dangers de la téléphonie mobile, avec un premier livre en 1998. Il demandait avec insistance l'application du principe de précaution dans ce domaine, comme dans d'autres (il avait notamment étudié les champs électromagnétiques dans les fours à micro-ondes, les TGV...). Il est décédé le 16 juin dernier.

## Chikungunya Ça continue !

Avec l'arrivée du printemps à la Réunion, les moustiques se réveillent et la maladie repart de plus belle. Les spécialistes estiment qu'il n'y a rien de plus à faire : la démostration ne peut être totale et donc, ils s'attendent qu'à terme environ 75% de la population soit touchée par la maladie... comme c'est déjà le cas dans les Comores

et au Kenya. Fin septembre 2006, 270 000 des 780 000 habitants ont déjà été touchés, 266 en sont morts.

## Naissance du CRII-Rem

Devant la multiplication des rayonnements électro-magnétiques (téléphone mobile, wi-fi, internet par fil électrique...) et les incertitudes qui vont avec, Michèle Rivasi, vingt ans après avoir créé la CRII-Rad sur les questions de radioactivités, vient de créer la CRII-Rem, Centre de recherche et d'information indépendantes sur les rayonnements électromagnétiques. *Criirem, 11, rue Edith-Piaf, 72000 Le Mans, tél : 02 43 21 18 69.*

## Formation plantes médicinales

L'association Hélichryse propose tout au long de l'année des formations sur les soins par les plantes. Au programme : formation en phyto-aromathérapie en Corse (à Lumio, 2 et 3 décembre, 17 et 18 mars, 12 et 13 mai), à Rouen (20 et 21 janvier), approche goethéenne des conifères, morphologie et huiles essentielles (Valderoure, Alpes-Maritimes, 10 et 11 mars)... Une formation complète en phyto-aromathérapie commence également à partir du 18 novembre à Grasse et Valderoure. Renseignements : *Hélichryse, La Commanderie, 06750 Valderoure, tél : 04 93 60 39 88.*

## MARSEILLE

## Réseau santé pour tous

Le Réseau santé pour tous vous propose différents rendez-vous : *comment vieillir sereinement* avec Kaly, prof de yoga de 81 ans, le 9 novembre à 18 h ; les énergies renouvelables, le 15 novembre à 18 h ; la macrobiotique, le week-end des 18 et 19 novembre ; médecine de l'émotion, le 20 novembre à 18 h ; atelier sur les huiles essentielles, le 25 novembre ; les effets physiologiques de la télévision, le 7 décembre à 18 h... *Réseau Santé pour tous, Restaurant "Les amis de Georges", 19, place Couffé, 13005 Marseille, tél : 04 91 78 28 28.*



### ■ Pour l'interdiction !

Un sondage CSA-Greenpeace réalisé le 15 septembre, après l'affaire du riz contaminé, indique que 86 % des Français ont maintenant pour l'interdiction des OGM. 28 % pour leur interdiction définitive et l'arrêt de la recherche. 58 % sont pour l'interdiction tant que des incertitudes restent sur les questions d'environnement et de santé. Au fil des années et des sondages, le refus des OGM est en constante croissance.

■ **Riz contaminé.** La direction générale de la répression des fraudes a confirmé le 15 septembre la pollution de riz commercialisé en France par un OGM LL601, interdit dans l'Union européenne. L'alerte avait été donnée le 23 août d'abord par Greenpeace, puis par la Commission européenne, à partir d'analyses faites à l'arrivée d'un cargo de riz provenant des Etats-Unis. Le riz a été retiré de la vente, mais aucun rappel n'a été fait auprès des consommateurs. Ce riz a été vendu exclusivement en grande surface, une bonne raison de plus pour ne plus y aller. Le 17 septembre, rebondissement : des riz contrôlés sans OGM ont été retirés de la vente après une contre-mesure indiquant une erreur la première fois ! Selon les statistiques de la direction générale de la répression des fraudes, près d'un quart des riz importés en 2005 présentaient une contamination aux OGM !



Action des faucheurs à Menville (Haute-Garonne) le 25 juillet 2004.

■ **Guide des produits avec ou sans OGM.** Depuis maintenant plusieurs années, Greenpeace mène l'enquête pour connaître la présence ou non d'OGM dans les aliments. La plupart des grandes marques ne donnant pas de réponse à la question, Greenpeace publie un guide avec trois catégories : les marques qui garantissent des produits sans OGM, celles qui disent s'en inquiéter et chercher à mettre en place une garantie ; celles qui ne font rien ou ne le disent pas et qui sont donc les plus suspectes. Une nouvelle version de ce petit guide est parue en septembre dernier. On peut l'obtenir contre un don à *Greenpeace, 22, rue des Rassellins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.*

■ **Lot-et-Garonne : 15 hectares fauchés !** Le 2 septembre, 240 faucheurs se sont retrouvés sur une parcelle de Grézet-Cavagnan, entre Marmande et Casteljaloux, pour faucher une quinzaine d'hectares de maïs OGM destiné à la commercialisation en Espagne. Ce sont des agriculteurs biologiques et des apiculteurs qui ont repéré la parcelle en discutant avec un agriculteur voisin. Ils ont alors décidé de mesurer la pollution éventuelle en plaçant des ruches autour des champs à plusieurs distances. Puis, sous contrôle d'huissiers, ils ont procédé à des prélèvements dans les ruches et les champs voisins. Résultat : il y a bien contamination par les OGM jusqu'à 1200 m de la parcelle. On atteint même des taux de contamination de 40 à 50% à plus d'un kilomètre ! Ils se sont alors tournés vers les autorités pour demander le fauchage en urgence du champ. Greenpeace a fait une première action pour dessiner un logo danger sur la parcelle que Yann Arthus-Bertrand est venu photographier. Du côté des autorités, rien n'a été fait pour stopper la pollution. Le fauchage volontaire a alors été décidé et réalisé avec succès. C'est le fauchage le plus important en surface réalisé cet été. Trois militants ont été interpellés par la gendarmerie et placés longuement en garde à vue. Alors que 200 manifestants demandaient leur libération devant la gendarmerie de Marmande, les autorités ont répliqué à coups de gaz lacrymogènes. Les faucheurs volontaires ont dénoncé le choix d'arrêter seulement trois personnes alors que la liste des noms et adresses des 240 faucheurs a été communiquée à la gendarmerie.

■ **Gironde : Une parcelle de moins.** Profitant de la mobilisation des forces de l'ordre pour protéger le centre militaire de Biscarrosse menacé d'une inspection citoyenne, une quarantaine de faucheurs volontaires ont détruit une parcelle d'OGM de deux hectares, le 24 sep-

## Entraide

■ **Centre.** Nous vous accueillons pour quelques jours de votre voyage. Maison collective en formation, lieu écolo et non-fumeur, au sud de l'Indre-et-Loire.

Actuellement, nous sommes deux sur le lieu et beaucoup de gens de passage. Moi, 30 ans; féministe, libertaire et tentant tant bien que mal une éducation non-violente, et mon fils, 4 ans.

Bienvenue à vous. *Tél : 02 47 94 51 38.*

■ **Sud-est :** Vous êtes tendu, déprimé, fatigué... Une heure de bien-être, harmonisation énergétique du corps entier à l'huile chaude. *Mathilde, tél : 06 71 98 88 84.*

■ **Lot-et-Garonne.** Propose un emplacement pour poser une yourte, une roulotte ou autre sur terrain d'un hectare en échange d'un coup de main une ou deux journées par semaine pour la réalisation d'une maison en paille, l'aménagement d'un potager et d'un jardin, débroussaillage de forêt, coupe de bois et éventuellement piscine écologique. Possibilité d'acheter une partie du terrain si vous avez un projet de construction d'une maison écologique. *Tél : 05 53 64 45 02.*

■ **Bretagne.** Nous sommes une famille, parents artisans (jouets en bois et tissus, vêtements pour enfants) et trois enfants (6, 8 et 11 ans), désireux de retourner vivre et travailler en Bretagne. Nous cherchons pour quelques mois au moins une maison avec un jardin, proche des écoles et des commerces, pour un petit loyer ou contre échange de services (travaux d'embellissement ou de rénovation, entretien, garde d'enfants..., déplacements 29, 22 ou 56. Merci de nous contacter au *04 66 53 52 94.*

■ **Aubenas.** Arrivé depuis l'été sur la commune, je cherche des personnes pour partager des balades, des randonnées et autres activités conviviales. J'ai 31 ans et suis papa d'un petit Nino de trois ans qui vient me voir pendant les vacances scolaires et qui serait ravi de jouer avec des camarades. Nous habitons Pont-d'Urcel. Je commence une formation en plomberie et m'intéresse particulièrement à la notion d'éco-habitat et aux petites astuces pour économiser les ressources et devenir un peu plus indépendant. Si vous êtes en situation similaire, je serais ravi d'avoir un contact avec vous. *Gaël D. tél : 04 75 93 20 24, gaeliloo@yahoo.fr.*

■ **Offensive des noyaux (suite) :** Si certains de vos noyaux de pêches de vigne blanches ont préféré ne pas germer pour des raisons qui les regardent, j'en tiens une petite centaine à votre disposition. Contre une enveloppe timbrée à votre adresse, les 30 premiers recevront 2 noyaux de 2 variétés différentes, ensuite 1 seul (inutile de demander plus). Je ne maîtrise pas le nombre de demandes, j'espère que vous le comprendrez. La distribution précédente a concerné 61 personnes, 32 sont hélas arrivés trop tard, 5 ont été refusées pour cause de courrier franchement désagréable : soit aucun écrit, soit du genre «mes noyaux !» Ça, les noyaux n'aiment pas du tout ! Total 98 personnes, 160 noyaux. Ces pêcheurs merveilleux donnent une pluie de fruits juteux et savoureux en septembre au bout de 4 ou 5 ans. Ne se greffent pas, ne se traitent pas. Il faut une assez bonne terre, du soleil et un peu d'eau. Ils peuvent geler en altitude. Mettre à l'abri et au sud. Personnellement, je les sème après la récolte, en grand pot, (ou clandestinement au bord des champs ou dans les haies). Comme l'annonce paraîtra en novembre, vous pourrez, à mon avis, les semer à réception. Mais renseignez-vous chez un spécialiste. Pour le plaisir, sapons l'insipidité ! *Francesca Rèines, Comba Rousal, 81140, Caüsac de Vèra.*

## Vivre ensemble

■ **Hérault.** Cherche personnes intéressées par l'acquisition d'un terrain dans l'Hérault ou autre. Un seul impératif : achat sous forme d'association (loi 1901 ou de fait) c'est-à-dire sans propriétaires. Téléphoner le soir : *04 67 58 32 62.*

■ H, 40 ans, seul, esprit jeune, souhaite intégrer projet collectif, groupe ou association avec jeune éleveur qui souhaiterait compléter avec mise en place élevage lapins fermiers. Sud de la France uniquement. *Tél : 04 66 82 21 47 ou 05 65 99 86 72 à 13h30 ou 20h30, demander Thierry.*

■ Femme avec enfant, enseignante, cherche à intégrer un lieu de vie collectif (capital disponible) ou à en créer un avec des personnes intéressées, région sud Ardèche. Le numéro paru dans le n° de septembre n'était pas le mien, vous pouvez me joindre au *06 13 97 60 16.*

■ Vous êtes un groupe, vous cherchez à vous installer en montagne pour y faire de l'agriculture paysanne mais pas seulement, peut-être aussi de l'accueil, de l'artisanat. Pour cause de chaussures devenues trop petites, nous cherchons à transmettre notre ferme communautaire à un nouveau collectif, sympathique, désireux de continuer notre lutte contre la désertification de la montagne. Ce lieu s'appelle Cravirola, un petit hameau à 1200m d'altitude en bordure du Mercantour (80 km au nord-est de Nice). Nous l'avons restauré pendant 20 ans pour en faire un véritable outil de production fromagère d'une part, un lieu d'accueil d'autre part. Vous en trouverez la description détaillée sur le site *www.cravirola.com, tel : 04 93 04 70 65.*

## Rencontres

■ **Réf 340.01.** Départements Loire et limitrophes, femme de lettres, 50 ans, souhaite ami(e)s pour rendre plus tendre et souriant le chemin entre nature et culture. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

## Recherches

■ **Tour du monde.** Début 2007, nous prenons une année sabbatique et partons faire un bout du monde, direction Amérique du Sud, océan Pacifique, Extrême-Orient. Pour se rencontrer soi-même, à deux, et pour découvrir à travers les autres, d'autres modes de vie, de pensée et d'agir. Nous ne cherchons pas à faire du tourisme, mais à voyager à notre rythme et à rencontrer les autres pour vivre un moment avec eux, échanger nos idées, expériences et pratiques. Pour enrichir notre voyage et préciser notre parcours, nous sommes à la recherche de renseignements et d'adresses. Tu as des amis dans ces régions du monde, peut-être des connaissances (personnes, associations, actions de développement local, économie solidaire...), des idées qui peuvent nous être utiles pour l'hébergement, travail ou échanges de services, transport en cargo ou voilier, autres... Ce serait sympa de nous les faire parvenir par mail : *joelle.lacroix@laposte.net* et *marc.vanhoenacker@laposte.net* ou *tél : 03 20 60 13 49.* Merci d'avance.

■ **Lyon.** Citadine en mal de terre cherche jardin à cultiver sur Lyon contre partage récolte. Toutes garanties. Appeler *Sophie* au *04 72 00 26 04.*

■ Abonnés domiciliés dans l'Yonne cherche contacts avec abonnés esprit Silence, mais pas trop, pour échange expériences : habitat groupé, jardin bio, apiculture, mini-élevage... *francisrique@aol.com.*

■ Nous avons le projet de créer début 2007 une épicerie associative ambulante où nous vendrions des produits locaux dans les villages autour de chez nous.

Notre vieux fourgon a parallèlement décidé de nous lâcher et nous sommes donc à la recherche d'un autre fourgon, soit déjà équipé au GPL, soit en suffisamment bon état pour que cela vaille le coup de le faire. Tout ceci pour un prix dérisoire bien sûr, ou à "payer" par tout autre moyen que de l'argent (troc, accueil chez nous, coup de main de notre part pour un chantier...). Merci d'avance. *Tél : 05 59 05 55 54.*

## Emplois

■ **Haute-Garonne.** Auxiliaire de vie, 52 ans, offre ses services aux particuliers. 24 ans d'expérience d'aides aux personnes (âgées, handicap). Activités ludiques (dessins, jeux, mandalas). Bien-être : écoute, musique, promenade, techniques de relaxation, toilette. Maison : courses, repas, bricolage, jardin. Pour plus d'humanité : proximité, écologie. Préférence pour habitant(e)s autour d'Empalot à Saint-Michel-de-Toulouse. Paiements : CES (50% pris en charge) ou direct Ursaff. *Tél : 05 62 88 35 84 ou 06 31 16 38 76, kitrie@tele2.fr.*

■ **Lyon.** Les éditions *le p'tit gavroche* cherche une personne stagiaire, rémunérée, disponible au plus tard en janvier 2007 pour aide à la diffusion de ses guides alternatifs en librairies, foires et salons, magasins bio, bibliothèques. Nous disposons déjà de riches fichiers comprenant des centaines de librairies et lieux qu'il s'agira de démarcher, réactualiser... et enrichir ! L'aide à la recherche d'informations pour les prochains guides alternatifs serait un plus appréciable ! La personne recherchée doit être sensible à l'écologie et à des alternatives permettant de tendre vers le respect des autres et de la planète Terre ! Son dynamisme est plus que nécessaire également. Elle devra être disponible durant une période de un à deux mois minimum. Une formation en BTS-IUT Métiers du livre (ou documentation-bibliothèque) ou Métiers de l'édition est souhaitable, mais non obligatoire. Le poste est basé à Lyon. La rémunération est à discuter entre nous, et sera proportionnelle à l'investissement et au dynamisme de la personne. Elle sera calculée également sur la base du Smic horaire. Un logement est envisageable sur Lyon. Pour en savoir plus, pour postuler à ce poste de stagiaire rémunéré-e, envoyez votre CV ainsi qu'une lettre de motivation, par courriel ou courrier à :

— publicité —



*éditions le p'tit gavroche, 3 bis rue des Ilias, 69008 Lyon-France, ptitgavroche@gmail.com, téléphone/télécopie : 04 78 76 71 82, site : www.guidalter.org.*

## Logement

■ **Berger-chevrier,** avec troupeau, marié avec enfants, cherche hameau ou village à l'abandon, avec 50 à 500 ha de terrain, même en friche ou avec travaux, pour création élevage bio avec production-vente produits fermiers. Matériels et outils de ferme, prêts et dons d'argent et de véhicule de tourisme bienvenus car nous avons de petits revenus. Faire offre à : *Bedessen Serge, Le Bourg, rue des Trois-Portails, 12170 Durenque, tél : 05 65 78 48 69 ou 06 31 41 12 54.*

■ **Indre-et-Loire.** Deux chambres à louer pour personnes non-fumeuses, écolos et aimant les enfants, dans une grande maison sur un grand terrain au sud du département (Preuilley-sur-Claise). Salon, salle de bains, cuisine et jardin communs avec moi (30 ans) et un fils (4 ans). 145 € la chambre + 90 € de charges. *Tél : 02 47 94 51 38 en journée.*

■ **Morbihan.** Etant désormais seule et sans grands moyens, je cherche un(e) bricoleur(se) en échange d'un petit loyer pour une ou deux personnes. Le logement est dans une maison vieille de quatre siècles, avec une entrée indépendante. Située en front de mer, avec beaucoup de pêche à pied, à 25 km de Vannes. M'appeler au *06 60 26 48 46.*

■ **Drôme-Ardèche.** Dame retraitée cherche une maison à louer ou en viager autour de Valence, Die, Romans ou Tournon ; en rez-de-chaussée avec extérieur pour potager. Etudie toute proposition. *Tél : 04 92 58 55 05 ou 04 75 07 01 13.*

■ **Dijon.** Etudiante sage-femme, lectrice de Silence, cherche studio (ou plus grand) à louer pour petit prix (au maximum 300 € par mois), plutôt centre-ville ou très proche. Etudie toutes propositions. *Charlotte, tél : 06 30 99 24 94.*

■ **Lot-et-Garonne.** 20 km d'Agen, au milieu des collines verdoyantes, couvertes de vignes et de fruitiers, proche d'un petit village, sur un coteau plein sud, je vends une grotte avec deux souterrains, vestiges archéologiques. La direction des affaires culturelles accepte son aménagement. L'accès est possible en voiture. Prix : 6000 €. Au même endroit, vends dans un terrain boisé un puits creusé dans la roche, un vieux lavoir, réalisation à creuser dans la roche. Prix : 8000 €. *Tél : 05 53 87 02 91 ou 06 81 27 32 40.*

**Gratuites :** Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

**Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes.

**Délais.** Les dates de clôture sont indiquées en page "Vu de l'intérieur". Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication.

**Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

**Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



## Satisfaction

■ Un remerciement pour m'avoir permis d'ouvrir les yeux et de découvrir ce qu'était en réalité la Nef. Je n'avais jamais cherché à me poser des questions sur cet organisme. J'avais une confiance aveugle, bercé par des discours de transparence et de fraternité. Enfin, toutes mes félicitations pour votre courage, pour les rectificatifs que vous publiez même si ils ne vous sont pas favorables. Vous m'êtes incontournables. **Phil**, Deux-Sèvres.

■ Merci pour toutes vos informations, S!ence est une de mes principales sources d'information... et quand il m'arrive d'aller chez des gens dont leur source "d'info" est la télé, je me dis "c'est quoi ce bordel" ? Ca me fait peur... **Patrice Chevalier**, Deux-Sèvres.

■ C'est avec surprise que j'ai reçu le rappel pour renouveler mon abonnement car je n'ai vraiment pas vu le temps passer en votre compagnie. **Valérie Zippert**, Haut-Rhin.

■ Je suis berger dans les Hautes-Alpes et j'attends avec impatience chaque mois de pouvoir vous lire. J'étais déjà pas mal concerné par l'environnement mais vous m'avez montré le chemin pour avoir une vie plus simple. La route est longue mais je finirai par arriver au bout. **Laurent Bourg**, Hautes-Alpes.

■ Vous êtes une source d'info précieuse ; j'apprécie votre ligne et votre parti pris, un petit bémol pour les édits et les dossiers qui sont parfois trop simples.... **Matthieu Damblin**, Moselle.



Femme militaire au Salvador.

## Responsabilité des femmes ?

On dit souvent que ce ne sont pas les femmes, douces infirmières, qui font la guerre, que seuls les hommes sont responsables des malheurs de l'humanité, que les femmes, porteuses de l'enfant et protectrices de la vie, n'ont pas ce tempérament destructeur. Pourtant, les machistes ont une mère, dont ils sont la fierté. C'est là la responsabilité des femmes dans l'état du monde, et cette responsabilité est centrale.

**Camille Couteau** ■  
Paris.

## Purin d'ortie contre Monsanto

Je viens d'entendre sur France Inter qu'une loi va passer à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain, interdisant la publicité des produits phytosanitaires non inscrits, et punissant les récalcitrants de 75.000 euros d'amende et de deux ans d'emprisonnement ! Le pauvre petit purin d'ortie fait-il trembler la base de Monsanto et Cie qui voit ses revenus diminuer ? D'un côté, on nous prouve que les produits de traitements chimiques nous rendent malades, et de l'autre, on nous pousse à les utiliser... Quelle ineptie...

**Marie-Geneviève Dolle** ■  
Haute-Marne.

## Atteinte par Tchernobyl

J'avais été avertie de la manif à Cherbourg, mais quand on est atteint par Tchernobyl, on ne peut pas se déplacer et tenir le coup toute une manif. Ceux qui ne sont pas atteints sont très sympas de lutter, mais ne comprennent sans doute pas que si le nombre de manifestants n'est pas encore plus important c'est parce que tous les malades ne peuvent pas manifester. Je vous écris tout cela en espérant vous apporter des renseignements car on dit "il y a des malades, il y a des morts", mais on ne parle jamais des symptômes.

Je vais mieux, je dis mieux et pas "bien", ce qui me permet de vous écrire, de réagir. Mais je viens de passer deux années et demie très dures, d'épuisement total. Ça vient de Tchernobyl. Je n'ai plus qu'une glande thyroïde, l'autre est réduite à l'état de petit caillou de 2 cm ; celle qui reste travaille comme une folle et n'importe comment. Alors comment se présente cette maladie ? Tout d'abord, lors de l'explosion de Tchernobyl, comme beaucoup, je n'ai pas cru à l'arrêt des contaminations à la frontière. Je me

suis méfiée des fraises, salades... mais à l'automne, personne n'en parlait plus et moi qui ne trouvais jamais de champignons auparavant, j'en ai trouvé des quantités sur les prés de mon petit village. J'en ai mangé et fait des conserves. Toutes les conserves ont pourri (...). J'ai pensé à Tchernobyl... mais c'était devenu tabou.

Puis, début 2004, donc longtemps après, j'ai été très très très fatiguée, moi qui suis plutôt dynamique. Ma fille me disait : "va voir ton toubib !" Mais je ne souffrais pas, j'étais seulement fatiguée. Quand je suis finalement allée le voir, il a tout de suite compris car il avait déjà eu de nombreux cas semblables. Prise de sang : thyroïdes atteintes, scanner, médicaments... (...) Puis j'ai eu, j'ai encore de graves problèmes de vue. Mes yeux vont bien, ils voient même très bien de loin et je peux lire très petit, mais.... Je vois double et en biais. C'est infernal. (...)

Les différents traitements essayés ont été très durs. Mon visage a été si déformé que même mon frère un jour ne m'a pas reconnue ! (...) Ma fille, mes sœurs m'ont dit récemment qu'en 2005, il leur fallait de la générosité pour me rendre visite tant je faisais peur... Maintenant je suis à peu près correcte, on me le dit. (...)

En 2004 et 2005, il me fallait dix minutes pour mettre mon slip, passer une jambe... réfléchir, s'appliquer pour pouvoir enfiler l'autre jambe. Ma tête fonctionnait parfaitement ; mes idées, mes envies d'action étaient intactes, mais c'était extrêmement dur de réaliser que je ne pouvais pas. (...) Vous évoquez dans S!ence les malades de la thyroïde en Corse, mais je peux vous dire qu'ici, dans le Doubs, nous sommes très nombreux. (...) Enfin ce n'est absolument pas pour geindre que je vous ai écrit tout cela, c'est pour expliquer ce qu'on ressent quand on est atteint.

**Monique Piton** ■  
Doubs.

## Toiture végétale : pente non conforme au permis de construire. Au secours !

En juin 2005, nous obtenions un permis de construire sur un terrain dans la région d'Autun. Notre but : une maison bioclimatique en auto-construction, en ossature bois avec murs en ballots de paille, avec un toit pentu (la norme dans la région du Morvan), couvert en tuiles. Deux chambres et un grand grenier étaient prévus dans les combles. Nous avons donc commencé à monter notre ossature bois. En novembre, coup dur ! Des vents très violents abattent l'ossature avant qu'elle ne soit consolidée. Trois mois de travail perdu, beaucoup de casse, donc une perte financière, et je ne vous parle pas de l'impact psychologique ! (...) Entre autres constats, nous nous apercevons que nous avions vu trop grand au départ ! Pourquoi deux chambres sous toiture ? nous n'avons plus qu'un enfant avec nous et la surface au sol est assez grande pour y caser sa chambre. Et pourquoi un grand grenier ? Soit c'est plein de vide, soit c'est plein de trucs qui encombraient ailleurs ! Alors vive les vides-greniers, les Emmaüs, les dons à ceux qui en veulent !

Alors, nous supprimons l'étage et optons pour une toiture végétale. Nous avons déjà la paille, il faudra juste une membrane isolante. Calculs faits, ça nous revient beaucoup moins cher que le projet de toiture initiale, et l'intégration à l'environnement est bien supérieure. Oui, mais voilà ! Qui dit toiture végétale, dit pente de toiture modifiée, très abaissée. Et la DDE n'est pas contente du tout ! Un fonctionnaire DDE est venu (...) puis nous a envoyé une lettre qui nous dit que nous sommes des vilains qui ne respectent pas les jolis dessins que nous avions donnés, que nous serions punis (amendes, obligation de casser la vilaine maison pas conforme !). Pour l'instant, il s'agit d'une simple lettre. Les travaux ne sont pas terminés et il reste un an avant l'expiration du permis de construire. (...)

Si des lecteurs de S!ence se sont trouvés confrontés au même problème, comment se sont-ils défendus ? Quels risques courons-nous vraiment ? Existe-t-il des organisations d'autoconstructeurs qui peuvent nous soutenir, au cas où ?

**Christine et Jean-François Guigue** ■  
Saône-et-Loire,  
tél : 06 26 27 56 93.

## Vitale la future carte ?

Je me permets d'attirer votre attention sur un sujet préoccupant pour le maintien de nos libertés individuelles. En effet je prépare un diplôme au Conservatoire des arts et métiers, qui m'oblige à suivre le cours de droit de la Sécurité sociale. Le livre "Droit du travail et de la sécurité sociale" nous apprend ce que prévoit la future carte Vitale pour 2007. (ndlr : projet de

«carte d'identité de santé comportant des données biométriques..."). Au même titre que vous vous êtes insurgés contre le projet INES, (...), ne serait-il pas judicieux de s'intéresser à cette future carte Vitale ? Comme moi, vous savez très bien que la limitation des dépenses de santé passe d'abord par la connaissance et l'application des règles d'hygiène de vie, notamment alimentaires, bien plus efficaces que la subordination imbécile et insupportable de la population en matière de sécurité sociale.

**Isabelle Nicoloso ■**  
Morbihan.

## L'appel à la trappe

Les deux pages que vous avez consacrées au mouvement anti-CPE (Silence n°336 de Juin 2006) ont eu le mérite de parler de l'actualité et d'une jeunesse qui, loin d'être confite dans le matérialisme ambiant, s'occupe de politique. La seconde partie de votre article, signé « l'appel et la pioche », pêche par quelques oublis :

- les auteurs, en recopiant la majeure partie de « l'appel de Raspail » auraient pu citer leurs sources ; cela aurait été la moindre des choses.
- la rédaction de Silence, quant à elle, aurait dû indiquer un endroit où trouver ce fameux appel, notamment pour le forum qu'il a déclenché, et pour le débat qui court toujours dans le milieu de la décroissance... L'original étant préférable à une copie. Ceci pour confronter nos points de vue, développer notre sens critique, et pour « que la vie l'emporte ! ».

**Jean-Claude Bouchet ■**  
Hérault.

*Silence : Remarques pertinentes. Pour info, nous avions préféré passer celui-là justement car le «vrai» avait déjà beaucoup circulé et que les internautes peuvent le trouver très facilement sur la toile.*

## Alternatives et vélos à Paris

(...) J'ai été surprise, et un petit peu déçue je l'avoue, par la teneur de votre dernier numéro sur les «Alternatives à Paris». J'ai conscience que le sujet est très vaste et que la réalisation a dû prendre énormément d'énergie. Mais voici les quelques points que je déplore :

- Nulle part, (surtout pas dans l'édition) l'idée de la grande ville n'est vue comme quelque chose de positif au niveau écologique ou humain et c'est dommage car il y a un vrai débat sur la question. La ville, concentrant des énergies, des projets, des besoins, réduit les distances entre les personnes et est d'abord une vie en communauté peu gourmande en espace sur laquelle il convient de ne pas cracher. Des questions se posent certainement : n'y a-t-il pas un seuil au-delà duquel une ville n'est plus écologiquement soutenable ? Selon quelles conditions ? Qu'en est-il de Paris ? Quelles améliorations peuvent être menées seul, avec une association, une entreprise ou même les institutions locales ?

- Quant au dossier sur le vélo, j'ai beaucoup à dire car c'est ce que

je connais le mieux : le premier article «Paris à Vélo» laissait présager le meilleur dans son titre et son chapeau. Quelle ne fut pas ma déception lorsque j'ai vu qu'il ne s'agissait que d'un compte rendu d'une balade avec «Paris à vélo, c'est sympa» ! Je trouve les objectifs de cette société fort louables et mon propos n'est pas du tout de dénigrer ce qu'ils font – bien au contraire, car c'est souvent en commençant par une ballade qu'on se dit que se déplacer en vélo est tout à fait possible. Mais en quoi une balade du dimanche est-elle une alternative ? Le vélo comme alternative, c'est la pratique du vélo au quotidien, à la place de la voiture, de la moto ou du métro.

Penser le vélo comme alternative, c'est se poser des questions pratiques et terre-à-terre : comment aller voir ma

famille, comment aller au travail, à l'école ou au cinéma (au Barbizon bien sûr) en vélo ? Quelles distances puis-je parcourir raisonnablement ? Comment résoudre l'épineux problème du rangement des vélos dans les copropriétés parisiennes ?

Penser le vélo comme alternative, c'est également se poser des questions plus idéologiques : comment favoriser les déplacements en vélo au détriment des moyens de transport plus polluants ? Comment changer les men-

talités, tant des élus que des habitants ? Comment sortir de l'idéologie de la voiture ? Comment faire que les cyclistes ou cyclistes en puissance



P.-E. Weck, 1 D photo



## Jacques Ellul, penseur sans frontières

**Patrick Troude-Chastenet**  
(sous la direction de)  
**Ed. Esprit du temps,**  
**Le Bouscat,**  
**2005 - 370 p. - 21 €**

Cet ouvrage collectif reprend pour l'essentiel les interventions d'un colloque consacré à Jacques Ellul qui s'est tenu en 2004. Ce type d'ouvrage offre un intérêt certain lorsqu'il est réussi, ce qui n'est pas toujours le cas. Pour celui-ci, la réussite est manifeste et le lecteur a entre les mains un ensemble de contributions fournissant de nombreux éclairages sur l'œuvre abondante et complexe de Jacques Ellul. Ellul était connu pour ses ouvrages théologiques, ainsi que pour ses livres d'analyse critique de la technique. La lecture de diverses contributions montre la diversité de ses travaux : histoire du droit, sociologie, commentaires de Marx, etc. La critique du "système technicien" est mise en perspective par plusieurs auteurs (André Vitalis, Lucien Sfez). D'autres analysent les convergences entre Ellul et Ivan Illich ou Bernard Charbonneau (Jean Robert, Daniel Cérézuelle). Certains contributeurs revisitent Ellul dans la perspective de la décroissance, c'est le cas d'Alain Gras et de Fabrice Flipo. Ses nombreux travaux théologiques sont évoqués par Etienne Dravasa et David W. Gill. Enfin, plusieurs auteurs poursuivent une discussion déjà ancienne qu'ils avaient visiblement commencée du vivant de Jacques Ellul (Etienne Dravasa, Didier Nordon, Patrick Troude-Chastenet). Il faut enfin signaler que cet ouvrage fournit une biographie et une bibliographie complète de Jacques Ellul. Ce livre, dans sa diversité, offre donc l'occasion d'une meilleure connaissance des réflexions d'Ellul et permet de mieux se rendre compte à quel point il fut un précurseur (rappelons que *La technique ou l'enjeu du siècle* est paru en 1954 !). Ce n'est donc pas par hasard que Jean-Luc Porquet a titré son livre d'introduction à l'œuvre d'Ellul *L'homme qui avait (presque) tout prévu*. Sans reprendre cette formulation sans doute exagérée,

il faut reconnaître que les écrits d'Ellul sont d'une étonnante actualité, et qu'il reste un auteur qui peut nous éclairer, ce qui ne sera pas de trop dans la situation où nous sommes. Jean-Marc Luquet.

## Pétrole et violences au Congo-Brazzaville

**Les suites de l'affaire Elf**

**Yitzhak Koula**  
**Ed. L'Harmattan**  
**2006 - 252 p. - 21,50 €**

## La France que je combats

**Théophile Kouamouo**  
**Ed. L'Harmattan**  
**2006 - 166 p. - 15 €**

Alors que le Congo-Brazzaville a enclenché un processus démocratique, en 1991, la conférence nationale souveraine demande un audit d'Elf-Congo. C'est le début de l'affaire Elf et les autorités politico-pétrolières françaises essaient de reprendre la main. Résultat : quatre coups d'Etat dont deux masqués sous forme de guerres civiles, le retour de la dictature, des élections truquées en 2002... des massacres de populations civiles pour couronner le tout. Le procès d'Elf en 2003 a-t-il mis fin à la pompe à fric du pétrole ? Non seulement les juges n'ont pu accéder à tous les documents, le gouvernement français opposant le *secret défense*, mais sur place s'est reconstituée une mafia un instant secouée : aujourd'hui la Société nationale des pétroles du Congo use des mêmes mécanismes pour continuer à pomper le pétrole et les bénéfices, avec la complicité du

gouvernement en place. Dans le premier livre, après une longue démonstration des liens pétro-politiques du pays et de la reprise en main par Elf devenu Total, l'auteur présente les conséquences de ce pillage sur le pays : l'absence de libertés, l'absence de démocratie, la chasse aux opposants, la présence des trafiquants d'armes... Le pillage est si bien organisé que lorsque le baril voit son prix multiplié par trois en deux ans, cela ne profite en rien au Congo dont la dette continue à s'alourdir. Le niveau de revenu des habitants s'effondre. Certains, en faisant le plein de leur voiture, s'étonneront sans doute que des immigrés Congolais essaient de fuir leur pays.

L'auteur du deuxième ouvrage, né à Charleville-Mézières, dont les parents sont Camerounais, après une école de journalisme, écrit dans différents journaux avant d'être envoyé par *Le Monde* comme correspondant à Abidjan. Il y découvre la désinformation mise en place par la France dans de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest et comment cela va déstabiliser la Côte-d'Ivoire. Il envoie un article... celui-ci est complètement réécrit, mais signé de son nom ! Il ne le supporte pas, rappelle qu'il s'est déjà engueulé avec Stephen Smith qui avait glissé une phrase fautive dans un de ses articles précédents. Il ne veut plus relayer le grand quotidien national à la botte de la diplomatie française et devient journaliste dans les journaux locaux où il engage la "résistance journalistique" contre la Françafrique. La réplique ne tarde pas à venir : une rumeur court à Abidjan qu'il aurait félicité le policier qui a assassiné un journaliste français ! Les autres journaux français pour lesquels il pige le lâchent les uns après les autres. C'est raconté comme un mauvais roman, mais cela a le mérite de montrer comment nos médias sont ici muselés par les puissances de la Françafrique. FV.

## L'économie

**Patrick Troude-Chastenet**  
(sous la direction de)  
**Ed. L'Esprit du temps**  
**(BP 107, 33491 Le Bouscat)**  
**2005 - 230 p. - 21 €**

Jacques Ellul, tout au long de son œuvre, n'a jamais cessé de critiquer la place de l'économie dans notre manière de penser la société. Reprenant ici les analyses de ce précurseur de la critique de la société technicienne, les cahiers Jacques-Ellul donne ici la parole à plusieurs personnes qui analysent et proposent une suite aux idées de Jacques Ellul : Serge Latouche propose la décroissance, Jean Jacob montre les liens entre la pensée de Jacques Ellul et la démarche de José Bové, Patrick Troude-Chastenet replace les positions d'Ellul dans le contexte des années 30 et montre combien sa critique est toujours d'actualité. Le livre est complété par des reprises de textes de Jacques Ellul et de Bernard Charbonneau. Des rappels utiles pour cadrer les débats actuels sur l'altermondialisation. MB.

## Bouffe à baffes, pub à claques

**Jérôme d'Arcy**  
**Ed. Jouvence**  
**2005 - 158 p. - 14,90 €**

Si nous nous nourrissons si mal, c'est tout simplement parce que nous subissons, que nous en ayons conscience ou non, un matraquage publicitaire permanent qui nous entraîne du côté de la malbouffe. Ancien publiciste reconverti à la naturopathie, l'auteur nous montre comment les pubs, les marques, les publicitaires s'y prennent pour créer des pulsions dans le sens qu'ils recherchent, comment le mensonge s'organise via la pub et combien il est utile de s'éduquer pour apprendre à résister à ces pressions. Décorticage de quelques publicités et de ce qui est soi-disant bon pour vous. Un style direct, proche de celui des publicistes, pour un livre presque trop facile à lire. FV.





## Les coulisses du commerce équitable

Christian Jacquiau

Ed. Mille-et-une-nuits, 2006 - 476 p. - 22 €

Commissaire aux comptes, Christian Jacquiau avait déjà publié en 2000, un excellent ouvrage *Les coulisses de la grande distribution* (éd. Albin-Michel). Il se penche cette fois-ci sur ce qu'il appelle en sous-titre les "mensonges et vérités d'un petit business qui monte" et dénonce avec vigueur le concept même tel que présenté principalement par la marque Max Havelaar. Une enquête en profondeur qui nous permet d'appréhender une nouvelle fois que l'idée d'un commerce équitable soulève de nombreuses questions dont les réponses ne sont pas connues. Il commence par rappeler que si l'on parle beaucoup de commerce équitable, pour le produit où il est le plus développé, le café, il ne représente encore que 0,01 % du commerce mondial et que se focaliser sur ce café, c'est prendre le risque d'oublier les 99,99 % de commerce inéquitable. Il rappelle que jusqu'en 1989, l'accord international du café mis en place en 1962 permettait un contrôle des prix garantissant aux producteurs de bien meilleurs prix que le commerce équitable aujourd'hui et qu'il faudrait peut-être mieux se battre politiquement contre l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, et obtenir le rétablissement de cet accord, ce qui concernerait l'ensemble de la production. Il rappelle aussi que sur le prix payé par le consommateur dans un bar pour un café, la différence entre le café équitable ou non n'est pas significative puisque seul environ 1 % du coût repart au producteur, 99 % sert aux intermédiaires. Actuellement, au niveau mondial, 5,5 milliards de dollars reviennent aux producteurs... contre 27 à 32 milliards avant 1989 ! Le 0,01 % du commerce équitable n'y change rien, au contraire, on peut craindre que cela entraîne une dépolitisation vis-à-vis du commerce international, chaque consommateur de café équitable ayant l'impression d'avoir fait sa part.

Christian Jacquiau rapporte une étude faite par Anne et José Brochier, animateurs de JBA Agroconcept, qui ont enquêté sur le remplacement des "coyotes" dénoncés par Max Havelaar par des structures dites équitables. Selon Max Havelaar, ces coyotes collecteraient le café à des prix bas et encaisseraient la différence. L'enquête conclut que les "coyotes" étaient rares et qu'il faut mieux parler de "colporteurs", que la plupart font des marges tout à fait correctes sans plus. Mais note l'étude, leur disparition a entraîné un manque social important : la plupart acceptaient de ramener de la ville des pièces mécaniques, des aliments, des médicaments, faisaient circuler l'information entre les villages, comme les colporteurs ici auparavant. La nouvelle organisation proposée par le commerce équitable se traduit par un léger bénéfice financier mais par une importante perte de lien social. L'arrivée de la grande distribution a provoqué un effet secondaire : Max Havelaar a dû garantir des volumes importants, ce qui a impliqué sur place une organisation de plus en plus centralisée qui a progressivement exclu les plus petits et les plus éloignés des circuits. L'étude conclut que le bénéfice économique a profité aux plus privilégiés au détriment des plus pauvres. Bonjour l'équitable ! Les soi-disant coyotes ont été remplacés par des loups occidentaux. Oxfam international, une grande ONG, a d'ailleurs publié un important rapport sur ce sujet dès 2002 "Une tasse de café au goût d'injustice". Christian Jacquiau rappelle que

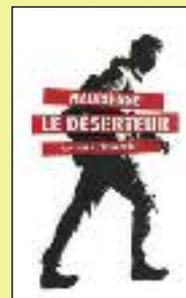
les Coyotes prenaient en moyenne 2 % du prix du paquet de café... c'est-à-dire exactement ce que prend aujourd'hui Max Havelaar !

Encore un exemple d'aide au développement qui a mal tourné ! L'auteur souligne que l'un des principaux défauts du commerce équitable est qu'il a été pensé depuis le Nord, en fonction des critères du Nord et non en fonction des paysans du Sud. Bref, c'est parce que nous avons besoin de café, de chocolat, de thé, de coton... que nous essayons de mettre en place des fonctionnements qui nous donnent bonne conscience. A partir du moment où l'on veut jouer dans la cour des multinationales qui gèrent la grande distribution, il n'y a pas de miracles : il faut faire du profit pour les intéresser et, c'est un comble, pour satisfaire les grands magasins, s'engage maintenant une course à la diminution des coûts de production... donc des pressions sur les producteurs piégés dans une course sans fin. Ce qui explique que, par exemple, au Mexique, des groupements de producteurs ont cessé de vendre dans les réseaux de commerce finalement bien peu équitable.

Ces éléments d'analyses étant posés dès le début de l'ouvrage, Christian Jacquiau se concentre alors sur le cas de Max Havelaar. Cette marque ne pouvant ignorer ces études, comment expliquer qu'elle continue à faire comme si de rien n'était ? Tout simplement parce qu'elle compte des salariés qui assurent leur paie généreuse à la fin du mois et que le créneau fonctionne bien. Bref, Max Havelaar est une entreprise devenue comme les autres pour qui ne compte que le chiffre d'affaires. Un moyen d'augmenter les marges de la grande distribution est de diminuer la traçabilité des produits, c'est-à-dire de limiter les contrôles sur le terrain, très coûteux. La Direction générale des fraudes s'en est inquiétée à plusieurs reprises, en constatant l'impossibilité pour des importateurs à fournir les éléments nécessaires pour prouver le respect de leurs chartes. Cette difficulté à travailler dans la transparence n'épargne pas non plus les autres acteurs du commerce équitable (Artisans du monde, réseau Minga...) mais note l'auteur, leur discours se veut beaucoup plus modeste et les remises en cause y sont nombreuses. L'auteur analyse ensuite les différents partenariats entre Max Havelaar et les multinationales (MacDo, Dagrif, Nestlé, Accor...) et en montre les limites. Il montre aussi que Max Havelaar risque de bientôt disparaître, les grandes enseignes étant toutes en train de réfléchir à leurs propres filières de "commerce équitable". L'avenir semble donc comme le dit joliment l'auteur "un îlot d'équitable dans un océan d'inéquitable". Il essaie alors de pointer un certain nombre de sujets à résoudre pour aller vers un commerce plus équitable : pourquoi aller chercher loin ce que l'on peut produire localement quand on connaît le prix énergétique des transports ? Comment intégrer la dimension du transport (avion destructeur du climat, navire sous pavillon de complaisance) dans la question "équitable" ? Comment assurer la transparence des prix ? Comment assurer une juste rémunération quand même les fondateurs de Max Havelaar, Frans van der Hoff et Nico Roozen, reconnaissent que "le petit producteur de café [équitable] avec ce salaire journalier, est encore loin du salaire minimum en vigueur au Mexique". Retenons en conclusion ce que nous disent les petits producteurs du Sud : "depuis la venue de Max Havelaar, nous sommes toujours pauvres". Par contre les cadres de la marque ont de bonnes paies, merci pour eux. Et l'auteur de conclure que Max Havelaar est surtout un marchand d'images et non une initiative solidaire. Un pavé fort intéressant pour mieux comprendre les enjeux et les acteurs de ce commerce encore à rendre équitable. MB.

## Le déserteur

Maurienne  
Ed. L'échappée  
2005 - 112 p. -  
10 €



Sous le pseudonyme de Maurienne, Jean-Louis Hurst a publié en avril 1960, ce livre pour la première fois. Il explique pourquoi, en tant qu'officier, il a profité d'une permission pour déserteur, en pleine guerre d'Algérie. Le texte est immédiatement interdit. Réédité en 1991 pendant le premier conflit en Irak, il est de nouveau réédité aujourd'hui pour rappeler qu'il n'existe pas de guerre juste et qu'il faut savoir refuser nos guerres coloniales. Un document à lire et à faire lire. MB.

## Du soleil dans mon assiette

Ed. Bolivia Inti  
1, rue Julien-Grolleau,  
44200 Nantes  
2006 - 68 p. - 12,50 €

L'association *Bolivia Inti* propose ici des recettes de cuisine triées selon les différents types de fours solaires ou de fours à bois améliorés pour les jours sans soleil... Vingt ans après *Le Soleil à votre table* édité par *S'Ilence*, un travail fort utile de sensibilisation sur le potentiel de la cuisson solaire ici et là-bas. MB.



B . D .

## Le pays des cerisiers

Fumiyo Kouno  
Ed. Kana (Dargaud)  
2006 - 106 p. - 10 €

Après la BD choc *Gen d'Hiroshima*, pouvait-on encore se pencher sur le drame japonais du bombardement atomique ? Dans ce manga (qui se lit donc à la japonaise), Fumiyo Kouno y réussit pleinement, dans un style plus intimiste. Elle raconte



# Livres



comment des jeunes filles, dix ans après le drame, voient leurs parents mourir les uns après les autres, et comment elles découvrent qu'elles aussi sont malades.

Le nucléaire ne se voit pas, ne se sent pas mais tue lentement. MB.

## L'envolée sauvage

Laurent Galandon,

Arno Morin

Ed. Bamboo

2006 - 48 p. - 12,90 €

Simon vit dans une petite commune à la campagne. Il découvre avec l'âge qu'il est juif, que c'est la guerre, et qu'il est menacé de déportation. Pour éviter d'être arrêté, il devra changer plusieurs fois de lieu de vie. Mais la bêtise de l'antisémitisme le rattrape à chaque fois. Comme les oiseaux migrateurs, il doit alors changer de lieu dans l'attente de jours meilleurs. Deux jeunes auteurs qui, pour un premier album, réussissent parfaitement à créer un univers à la limite du poétique, malgré un sujet pesant. On attend la suite avec impatience. FV.

E N F A N T S

## Anika

Sabine Cotte

Ed. Rue du monde (78960

Voisins-le-Bretonneux)

2006 - 36 p. - 13 €

Dès 5 ans. Le carnet de voyage d'Anika, jeune fille d'à peine deux ans adoptée à Delhi par l'auteur-illustratrice. Le voyage, les démarches d'adoption jusqu'à l'envol en avion pour le retour en France. Une

aide concrète aux bébés filles abandonnées, nombreuses en Inde. FV.

## Vous voulez rire ?

Christian Voltz

Ed. du Rouergue

2006 - 40 p. - 13,50 €

Dès 5 ans. Personne n'est

content de sa situation : tout le monde voudrait être un autre. Avec des bouts de fil de fer et de la récupération d'objets hétéroclites, Christian Voltz nous présente des animaux qui rêvent tout d'être un autre... jusqu'à ce que la boucle soit bouclée, en passant



par l'homme et la mort. C'est non seulement une belle histoire philosophique pour les enfants, mais également, pour les plus grands, un délice que ces photos de créations artistiques. FV.

## La France sauvage

racontée aux enfants

Fabrice Nicolino

Ed. Sarbacane

2005 - 64 p. - 23 €

Dès 9 ans. Fabrice Nicolino, ancien chroniqueur de la page écologie de *Politis*, collabore de longue date au magazine *Terre sauvage*. Auteur du *Tour de France d'un écologiste* (Seuil, 1993), il propose cette fois-ci un tour de France d'une douzaine de lieux sauvages (la mer d'Iroise, les marais Vernier, la baie de Somme, la forêt de Fontainebleau, le Jura, les forêts du Rhin, le Mercantour, les Grands Causses, les gorges de la Loire, les Pyrénées, le bassin d'Arcachon, Grand-Lieu, chaque étape étant illustrée par un dessinateur différent. Le résultat est tout à fait remarquable et devrait provoquer des passions chez les plus petits comme chez les plus grands, car franchement, on peut le lire et l'apprécier jusqu'à 99 ans. MB.



## NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Petits plats d'automne**, Catherine Schiellein, éd. La Plage (34200 Sète), 2006, 96 p. 5 €. L'un des enjeux de l'écologie est de manger de saison pour éviter de peser trop lourd sur la planète (moins de transports, moins de coûts pour les cultures décalées). Le végétarisme allège encore notre empreinte écologique. Les éditions La Plage proposent quatre petits livres, un par saison, avec des recettes végétariennes respectant le rythme de la nature. Des idées du début à la fin du repas.

■ **Gaston Couté**, P. V. Berthier, *Le vent du ch'amin*, éd. Libertaires, 2006, 80 p. 8 €. Gaston Couté (1880, 1911) a laissé de nombreuses poésies dites populaires et foncièrement anarchistes. Ce livre est la troisième réédition d'un ouvrage le présentant.

■ **L'état de la planète 2006**, Institut Worldwatch, éd. L'état de la planète, maison des associations, 15, rue des Savoises, CH 1205 Genève, 2006, 280 p. 19 €. Chaque année, ce rapport se penche sur des grandes questions écologiques. Cette année, il présente en introduction la face cachée de l'économie des deux géants asiatiques que sont la Chine et l'Inde. Si ces deux pays sont en passe de devenir de grandes puissances productrices, elles se classent déjà parmi les plus polluantes. Ce rapport donne une multitude de données instructives comme par exemple l'évolution de l'empreinte écologique des deux pays (+24 % pour la Chine, +17 % pour l'Inde, en dix ans). Intéressants calculs sur les fausses possibilités que les biocarburants puissent remplacer le pétrole, sur les risques sur l'eau douce au niveau mondial, sur les nanotechnologies, le mercure, etc. Mais avec un côté "développement durable" qui pêche un peu : faut-il se féliciter que la compagnie aérienne Iberia ait baissé de 6 % la consommation de ses avions ? Cela va-t-il suffire ?

■ **Ma cuisine végétarienne**, Garance Leureux, éd. La Plage (34200 Sète), 2006, 388 p. 19,50 €. Septième édition de ce livre classique avec plus de 500 recettes et 60 pages sur l'équilibre nutritionnel bio-végétarien.

■ **L'agenda du jardinier bio**, éd. Terre Vivante, 2006, 160 p. 12 €. Calendrier lunaire, possibilités de travaux par quinzaine, propositions pour l'aménagement du jardin : muret, bassin, ornements...

■ **Calendrier lunaire 2007**, 6, rue des Prés-Verts, 39120 Chêne-Bernard, 2006, 116 p. 7,30 €. Pour ceux qui croient à l'influence de la lune, non seulement les bonnes dates de jardinage, mais aussi celles pour les soins de santé.

■ **Les rebelles en kaki**. Ed. Syndicat intercorporatif anarcho-syndicaliste, BP 257, 14013 Caen cedex, 2006, 96 p. 4 € port compris.

Durant la guerre du Vietnam, des mutineries éclatèrent au sein de l'armée, des militaires plongent dans la drogue, des pacifistes pénètrent dans les bases militaires, des révoltes éclatent... Au moment où l'armée US s'embourbe en Irak et en Afghanistan, cette brochure présente les nombreux actes de résistance qui ont secoué l'armée américaine trente ans plus tôt. A faire lire à ceux qui pensent que militaire est un métier.

■ **A l'école de la parole**. Françoise Chébaux, Ed. L'harmattan, 2006, 220p. 20 €. Dans les années 70, naît l'école de La Neuville, en Normandie, une expérience pédagogique mêlant les apports de Freinet, de Dolto et d'autres pédagogues. Ce livre explore les limites d'une telle expérience, comment se construit la loi entre les enfants et les adultes, comment se met en place le vivre-ensemble. Analyses parfois un peu ardues.

■ **Et dieu créa le rire**, Guillaume Doizy, Jean-Bernard Laloux, éd. Alternatives, 2006, 128 p. 25 €. Si les caricatures de Mahomet ont choqué des Musulmans, il y a pourtant bien longtemps que Dieu est présent dans les dessins d'humour, et tout particulièrement entre la révolution française et la séparation de l'église et de l'Etat au début du 20<sup>e</sup> siècle. Ce livre présente une sélection de textes et caricatures principale de cette époque. On regrettera que cela ne se poursuive pas jusqu'à l'époque contemporaine.

■ **Le business de la guerre**, Dario Azzellini et Boris Kanzleiter, éd. Gatzuzain, 25, espainia karrika, 64100 Biona, 2006, 264 p. 16 €. Les guerres de conquête sont en voie de disparition. Aujourd'hui, les guerres se font autour de l'économie : accaparement des ressources naturelles, contrôle de tous types de trafics, contrôle de l'aide humanitaire... C'est le business qui justifie la guerre, une guerre qui profite au business. Les guerres ont de moins en moins lieu entre Etats et de plus en plus entre groupes liés à des mafias économiques, une guerre privatisée en quelque sorte. Après celle des Etats-Unis, c'est la compagnie militaire privée Custer Battles qui compte le plus de soldats en Irak (estimé à 30 000 personnes). Le livre présente ces nouveaux mercenaires (qui se disent "gardes privés") que ce soit en Irak, en Afghanistan, au Kurdistan, en Indonésie, au Congo, en Angola, au Mexique, dans les pays d'Amérique centrale et du Sud, et encore en Yougoslavie. Une tendance générale à l'externalisation des coûts militaires par des accords entre politiques, mafieux et firmes.

## ✉ Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

## 📞 Comptabilité - Abonnements :

04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h

04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h

## ✉ Rédaction :

04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h

## 📞 Stands, correspondants, dépositaires :

04 78 39 55 33 lundi et mardi

10h-12h et 14h-17h

## ✉ Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

## ✉ Distribution en Belgique :

Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33  
B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48  
CCP 000 15 19 365 54

## ✉ Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8  
tél : (41) 22 740 46 12  
CCP 17-497696-4

**Imprimé** sur papier 100 % recyclé  
blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient  
Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité  
de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés  
des informations que l'on nous communique.

Textes : sauf mention contraire, la revue auto-  
rise, sous réserve de citer la source, la copie  
illimitée à usage privé des textes. Les utiliza-  
tions à usage pédagogique sont également  
autorisées. Tout usage commercial est soumis  
à notre autorisation.

Illustrations : Les photos et dessins restent  
la propriété de leurs auteurs.

**N° de commission paritaire** : 87026

**N°ISSN** 0756-2640

**Date de parution** : 4<sup>e</sup> trimestre 2006

**Tirage** : 8300 ex

**Editeur** : Association Silence

**Permanence** : lundi 10h-12h et 14h-17h

📞 04 78 39 55 33

**Bureau** : Jacques Caclin, Myriam  
Cognard, Xavier Sérédine

**Administrateurs** : Alexandre Esteban,  
Jean-Pierre Lepri, Mimmo Pucciarelli

## RÉALISATION DE LA REVUE

**Directeur de publication** :

Jacques Caclin

**Secrétaires de rédaction** :

Michel Bernard et Michel Jarru

**Gestion et abonnements** : Michel Jarru

**Maquette et publicité** : Patrice Farine

**Stands, lieux de dépôts** : Dorothee Fessler

**Rédaction** : Matthieu Barbaroux, Michel  
Bernard, René Hamm, Esteban Montoya,  
Madeleine Nutchey, Vincent Peyret, Mimmo  
Pucciarelli, Francis Vergier

**Dessinateurs** : Farine, Lasserpe

**Correcteurs** : Emmanuelle Pingault,  
Sarah Martinez, Raymond Vignal,  
Françoise Weité

**Photographes** : Anouk Cartignies,  
Marie Clem's, Laurence Duval, Guillaume  
Gamblin, Pierre-Yves Ginet, Maison des  
femmes, Virginie Philippe, Elisa Soursac,  
Thomas Steinberg, David Sterboul,  
Florian Vignal, Pierre-Emmanuel Weck -  
ID photo.

**Et pour ce numéro** : Marguerite Descamps,  
Christophe Goby, Elsa Joyeux-Bouillon,  
Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Mireille  
Oria, Reine Rosset, François Schneider,  
Myriam Travostino, Bernard Valette,  
Gregg West.

**Couverture** : DR

# Commander un ancien numéro

**Anciens numéros** - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

## Numéros régionaux

### ☐ 272-273 Rhône

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastingue.  
Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau  
Santé. Radio-Canut. Hommes violents . . . 4 €

### ☐ 285-286 Isère

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts.  
MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre  
vivante. Encre Rage . . . . . 4 €

### ☐ 291-292 Aquitaine

Terre de Jor. Champ d'action. Démon. Iskatola.  
Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes.  
Azimuts. Boussac. Utopia. . . . . 4 €

### ☐ 312-313 Poitou-Charentes

Les maisons de Béruges. Défense du marais  
poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste.  
La Tambouille. Le hameau de la Brousse.  
Maison du MER 17. . . . . 4 €

### ☐ 318-319 Drôme / Ardèche.

Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne  
et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la mai-  
son. Jardins solidaires . . . . . 4 €

### ☐ 325-326 Nord-Pas-de-Calais.

Des jardins dans la ville. La Maison de la  
nature et de l'environnement. Droit au vélo.  
La Malterie. Laisse ton empreinte. . . . 4 €

### ☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées

Phébus Ariège maîtrise l'énergie. La ferme de  
la Courme. Terre de couleurs. Saveurs d'ailleur.  
Village écolo ou écovillage ? Le Millepatte.  
Prommata, Equitable . . . . . 4 €

### ☐ 337 Paris

Paris à vélo. La Passerelle. Le Picoulet. Bébé  
en vadrouille. Radio libertaire. Le Barbizon.  
l'UPF. la Piñata. . . . . 4 €

☐ **Devenons des médias alternatifs**, éditions du *P'tit gavroche*. 2006, 370 p, 10 € (+ 3€ frais de port)

### ☐ 327 De nos [in]cohérences

REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie :  
L'éolien détrône le nucléaire . . . . . 4 €

### ☐ 328 Décroissance, social et emploi

Téléphone portable. Economie alternative :  
Perche Activités, La Péniche . . . . . 4 €

### ☐ 329 Désobéissance civique

Ecozac à Paris. La maison de l'Ecologie  
de Lyon. Téléphone portable (2) . . . . . 4 €

### ☐ 330 Des entreprises solidaires

Le micro-crédit : contre les femmes ?  
Illich, école et décroissance . . . . . 4 €

### ☐ 332 Créons des médias alternatifs

Résistance au Lyon-Turin. Faucheurs volon-  
taires. Auroville : une utopie en marche. . . 4 €

### ☐ 334 Terre, terroir, territoire

Tchernobyl : des enfants dans la tourmente.  
Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de  
sevrage radiophonique . . . . . 4 €

### ☐ 335 Résistances à la Françafrique

Capitalisme : sauver la gratuité ? Energies :  
rouler au biocarburant. Grenoble : nanotechno-  
logies non merci ! . . . . . 4 €

### ☐ 336 Décroissance : penser la transition

Lyon-Turin : Gérard Leras. Mouvement anti-  
CPE. . . . . 4 €

### ☐ 338 Technologies contre autonomie

Migrations : quelle empreinte ethnique ?  
Paris : Co-errances, Ecobox. . . . . 4 €

### ☐ 339 Handicap et alternatives

Environnement : Seveso. L'action non-violente  
ça s'apprend ! Paris : Déboulonneurs, Massage  
café, Alternative Santé. . . . . 4 €

# S'abonner à S!lence

## France métropolitaine

☐ Découverte 1 <sup>re</sup> année	6 n°	15 €
☐ Particulier	1 an	40 €
☐ Institution	1 an	80 €
☐ Soutien	1 an	50 € et +
☐ Petit futé	2 ans	65 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	100 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	150 €
☐ Petit budget	1 an	25 €

## Suisse

☐ Découverte 1 <sup>re</sup> année	6 n°	25 FS
☐ Particulier	1 an	60 FS

## Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1 <sup>re</sup> année	6 n°	22 €
☐ Particulier	1 an	45 €
☐ Institution	1 an	90 €
☐ Soutien	1 an	50 € et +
☐ Petit futé	2 ans	70 €
☐ Petit budget	1 an	40 €

## je règle un total de :

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

**France** : Règlement à Silence,  
9, rue Dumenge,  
69317 Lyon cedex 04

**Belgique** : Règlement à Brabant-  
Ecologie, Route de Renipont, 33,  
B - 1380 Ohain  
tél : 00 32 2 633 10 48  
CCP 000 15 19 365 54

**Suisse** : Règlement à Contratom  
CP 65 - CH 1211 Genève 8  
tél : (41) 22 740 46 12  
CCP 17-497696-4



## Guerre aux chômeurs ou guerre au chômage ?

**Emmanuel Pierru**  
**Editions du Croquant**  
 (73340 Bellecombe-en-Bauges)  
 2006 - 223 p. - 12 €

Dans ce livre instructif, le sociologue Emmanuel Pierru montre comment dérapent les politiques françaises pour l'emploi, s'attachant d'abord à lutter contre le chômage puis, bientôt, à lutter contre les chômeurs, jugés plus ou moins tacitement responsables de leur situation. S'attacher — s'attaquer aussi — aux individus plutôt qu'au système qui rend leur situation possible, voici une tactique bien connue, qui rend coupables les innocents pour mieux masquer les causes véritables des dysfonctionnements. Pour preuve : le taux d'effort financier des politiques de lutte contre le chômage baisse alors que le nombre de demandeurs d'emploi ne cesse d'augmenter. Ceci à rebours de tous les discours politiques. Voici cette ruse dévoilée au travers de ce cas particulier deve-

nant général : le manque de travail, qui affecte l'état présent, mais plus encore le devenir de la "société salariale" et stigmatise une part croissante de la population frappée d'indignité, parfois gravement disqualifiée y compris dans l'image qu'elle se fait d'elle-même.

Fort de ces constats, l'auteur évoque toutefois l'alternative d'un revenu universel ou d'un "revenu minimum d'existence" découplé de l'emploi salarié. Il plaide en revanche pour un "revenu de remplacement". La raison de cette option pro-travail : celui-ci reste, sociologiquement, une valeur structurante de notre société et des individus qui la composent : "Pour être pleinement viable, le 'revenu minimum d'existence' nécessite une révolution culturelle qui renverse le rapport que toute la société entretient avec le travail ou l'emploi. Soit encore, pour le dire autrement, l'idée du revenu universel garanti suppose qu'il est socialement possible de se déléster du poids historique de la 'société salariale'. Autant dire tout de suite que nous en sommes très loin. Nous nous en éloignons même". Voici ouvert le débat sur l'opportunité d'une telle "révolution culturelle". A chacun de se forger son opinion, ce livre y contribuera utilement. Rodolphe Christin.



## Autonomadie

**Franck Michel**  
**Ed. Homnisphères**  
 2005 - 254 p. - 14 €

## Anatomie de l'évasion

**Rodolphe Christin**  
**Ed. Homnisphères**  
 2005 - 150 p. - 12 €

Nous avons présenté un long article de Franck Michel sur ce sujet dans le numéro d'avril 2006. Dans le même numéro, nous présentons en livre du mois *Dérasons du monde* de Rodolphe Christin. Ces deux livres complémentaires vous invitent à poursuivre la réflexion sur le rôle des déplacements, du voyage, de l'immigration, du nomadisme en lien avec les échanges entre les cultures et les questions politiques qui en découlent. A partir de nombreux faits divers, anecdotes et récits, des réflexions fort pertinentes dans de nombreuses directions : découverte des cultures et lutte contre le racisme, moyen de

se ressourcer, de prendre du recul sur un monde qui va trop vite et dans la mauvaise direction, possibilité d'expérimenter d'autres possibles. Deux ouvrages complémentaires sur une piste pour de nombreuses alternatives. MB.

## Eoliennes Quand le vent nous éclaire

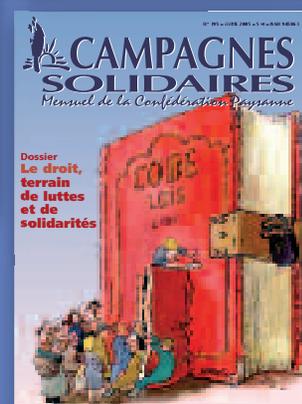
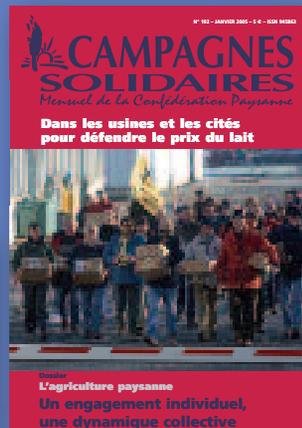
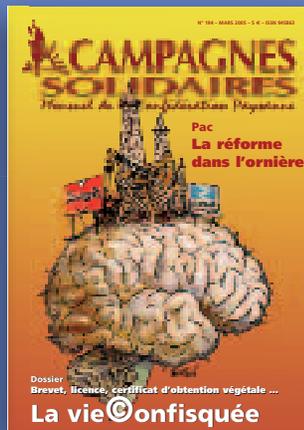
**Philippe Ollivier**  
**Ed. Privat**  
 2006 - 110 p. - 10 €

Voici un livre facile de lecture pour prendre conscience des enjeux politiques, écologiques, économiques autour du développement des éoliennes. L'auteur se penche particulièrement sur la situation française avec son lobby nucléaire, ses opposants "Vent de colère" et des élus complètement dépassés par le débat. Il termine l'ouvrage avec justesse en montrant comment l'éolien s'est développé très rapidement en Espagne à partir du moment où un débat général s'est instauré au niveau des régions et estime que la France, deuxième pays le plus venté d'Europe, ne devrait pas faire l'économie de ce débat et du développement des éoliennes dans les années à venir. MB.



# CAMPAGNES SOLIDAIRES

Mensuel de la Confédération Paysanne



**Tous les mois, l'engagement des paysans dans l'action**

### TARIFS :

**Annuel (11 numéros) : 36 €**  
**Soutien, collectivité et étranger :**

**Recevez un numéro découverte sur simple demande**

**Bulletin d'abonnement à retourner sous enveloppe timbrée avec votre chèque à l'ordre de Média pays à :**

**Campagnes solidaires**  
**104, rue Robespierre**  
**93170 BAGNOLET**  
**Tél. : 01 43 62 82 82**  
**Fax : 01 49 72 05 01**

**campsol@confederationpaysanne.org**

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_